RENSEIGNEMENTS CONCERNANT DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Résumé et analyse des renseignements visés à
l'Article 73 (e) de la Charte

Rapport du Secrétaire général

(Point 23 (a) de l'ordre du jour provisoire de
la troisième session ordinaire)

RESUME DES RENSEIGNEMENTS TRANSMIS PAR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME-UNI ¹²

Par lettre du 25 juin 1948, le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies a envoyé des renseignements transmis par le Gouvernement du Royaume-Uni conformément à l'Article 73 (e) de la Charte au sujet des territoires non autonomes suivants :

Guyane anglaise

Protectorat de la Somalie anglaise

Brunéi

Chypre

Iles Falkland

Iles Fidji

Gibraltar

Nigéria

Rhodésie du Nord

Nyassaland

Sarawak

Iles Seychelles

Sierra-Leone

Protectorat du Zanzibar

On trouvera ci-après des résumés des renseignements dans l'ordre ci-dessus ¹². Ils sont classés sous les titres principaux figurant aux parties II et IV du questionnaire élaboré pour aider les Membres à préparer ces renseignements. Ils sont précédés de courtes notes du Secrétariat relatives à la situation géographique et à la population des territoires. Sauf indication contraire, ces renseignements se rapportent à l'année 1947.

¹² Ce résumé est également présenté au Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en application de l'Article 73 (e) de la Charte.

¹³ Les résumés des renseignements sur Brunéi et les îles Fidji sont omis.

On n'a pas encore reçu certains rapports auxquels les renseignements se réfèrent fréquemment. Dans le cas de la Guyane anglaise on n'a pas reçu de renseignements pour certains des chapitres principaux du questionnaire. En conséquence, on s'est servi des renseignements supplémentaires dont on disposait.

TABIE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Guyane anglaise	3
Protectorat de la Somalie anglaise	7
Chypre	16
Iles Falkland	23
Gibraltar	34
Nigéria	39
Rhodésie du Nord	63
Nyassaland	77
Sarawak	87
Iles Seychelles	97
Sierra-Leone	108
Protectorat du Zanzibar	129

GUYANE ANGLAISE

La Guyane anglaise est située sur le littoral septentrional de l'Amérique du Sud; elle est bornée par le Venezuela à l'ouest, le Brésil au sud et le Surinam (Guyane hollandaise) à l'est. La population totale s'élève à 390.857 habitants.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

La population indienne compte environ 14.000 personnes, dont la plupart vivent dans 14 réserves. Les principales tribus sont celles de Wapisiana, Macusi, Arekuna, Akowoio, Patomana et Caraïbes. Il y a aussi un petit groupe de Wai Wai (Arawak). "L'Ordonnance sur la protection des indiens aborigènes prévoit la protection légale nécessaire contre l'exploitation de ces autochtones. Cette Ordonnance ne répond plus aux conditions actuelles et un nouveau projet d'ordonnance est en cours de préparation, lequel, pense-t-on, conviendra mieux à la situation nouvelle".

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

On n'a pas envoyé de renseignements à ce sujet. Le résumé suivant a été établi par le Secrétariat d'après des renseignements supplémentaires (Rapport colonial annuel, Guyane anglaise, 1946).

La politique suivie au sujet des conflits du travail a consisté "à s'efforcer de créer une atmosphère qui ne favorise pas les différends." Les employeurs et les salariés ont été encouragés à ajuster leurs différends relatifs aux salaires et aux conditions de travail par des négociations directes conduites par leurs organisations, et à régler leurs difficultés par des efforts mutuels ou au moyen de la conciliation.

La catégorie, de beaucoup la plus importante d'ouvriers employés dans la colonie, se compose de ceux qui habitent et travaillent dans les plantations de canne à sucre. Il y a 25 plantations qui travaillent pour la fabrication du sucre. Le nombre moyen d'ouvriers employés à la semaine, à la fois dans les champs et les fabriques, s'est élevé à 25.100 en 1946. Le travail dans les sucreries est saisonnier mais dans les champs le nombre moyen de journées de travail par semaine des tâcherons habitant sur place s'est élevé à trois jours et demi. Les salaires journaliers moyens de ces ouvriers étaient les suivants : hommes, 5 shillings 8 pence;

femmes, 3 shillings 1 penny. Dans les industries du riz, de la bauxite, des mines et du bois d'oeuvre, la journée moyenne de travail était de 8 à 9 heures. Les taux des salaires journaliers variaient de 2 shillings 2 1/2 pence dans l'industrie du bois d'oeuvre à 1 shilling 8 1/2 pence dans l'industrie de la bauxite.

A la fin de 1946, il y avait 33 syndicats, dont 14 étaient fédérés conformément à l'Ordonnance sur les syndicats. Pendant la guerre, une législation a été promulguée introduisant la procédure d'arbitrage et de conciliation. Elle organise une procédure de négociation commune pour les plantations de canne à sucre de la colonie, l'élection au scrutin secret de représentants des ouvriers. Le Comité de travail du port de Georgetown qui comprend un nombre égal de représentants des employeurs et des ouvriers, est chargé d'assurer le fonctionnement d'un système d'inscription qui a pour but d'encourager la permanence de l'emploi des ouvriers travaillant au port et d'éviter ou de régler les différends. En 1946, il y a eu 20 arrêts du travail, dont 15 dans l'industrie sucrière et 7 dans les autres industries. Les différends ont été réglés par le Département du travail par voie de conciliation selon les dispositions de l'Ordonnance du travail de 1942, et en recourant à la procédure de négociation commune. Pas une seule fois, il n'a fallu déférer le compte à l'arbitrage.

Voici la législation du travail en vigueur :

Recruiting of Workers Ordinance (Ordonnance sur le recrutement des travailleurs), 1943.

Employment of Women, Young Persons and Children Ordinance (Ordonnance sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants), 1933, modifiée en 1934 et 1940.

Minimum Wages (Georgetown Waterfront Workers) Order (Ordonnance sur le salaire minimum (Travailleurs du port de Georgetown), 1943.

Fair Wages Rules (Règlement fixant le salaire équitable), 1946.

Hours of Work (Georgetown Waterfront Workers) Regulations (Règlement sur les heures de travail (Travailleurs du port de Georgetown), 1942.

Trades Union Ordinance (Ordonnance sur les syndicats), modifiée en 1947.

Trades Disputes (Essential Services) Ordinance (Ordonnance sur les différends professionnels (services d'intérêt public), 1942.

Labour (Dangerous Occupations) Order (Règlement sur le travail (profession dangereuses), 1943.

Labour Ordinance (Ordonnance sur le travail), 1942.

L'Ordonnance créant une bourse du travail (1944) est entré en vigueur en octobre de la même année. Au 31 octobre 1947, environ 9.277 ouvriers s'étaient fait inscrire à la Bourse du travail. Pendant cette période, 2.737 vacances ont été remplies. Le service de placement pour les femmes et les jeunes filles est de création plus récente, mais 777 femmes et jeunes filles s'étaient fait inscrire et 118 vacances avaient été remplies au 31 octobre 1947.

III. CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement primaire a eu "un caractère trop académique". Les matières pratiques telles que l'agriculture, l'élevage et les travaux manuels ont été "tristement négligées". C'est seulement récemment que le certificat d'études comporte des épreuves de travail du bois, jardinage et enseignement ménager, à la suite de la création de sept centres de travaux manuels, de trois centres d'arts ménagers et de jardins scolaires.

L'enseignement secondaire, également, "s'est limité au côté purement académique". Le contrôle de l'Etat sur l'enseignement privé est à l'étude.

Les problèmes à résoudre sont : le manque de place pour les élèves, la réparation des bâtiments scolaires, l'insuffisance d'équipement moderne et le logement des maîtres.

Les objectifs à atteindre sont exposés dans un tableau établi d'après les recommandations du Comité de développement. Ils comprennent la création d'écoles primaires supérieures pour les enfants âgés de plus de douze ans, où l'on étudierait plus particulièrement l'anglais, l'arithmétique et les matières pratiques indiquées ci-dessus; la gratuité des livres de classe et des fournitures scolaires; la création d'une école professionnelle bien équipée pour les jeunes gens et l'augmentation des centres d'enseignement des arts ménagers et des travaux manuels.

Les dépenses pour l'enseignement supportées par le budget local se sont élevées à 1.681.361 dollars 63 (350.283 livres 13 shillings 5 1/2 pence)

La subvention de la métropole (Plan de développement colonial, économique et social) a atteint 58.738 dollars 78 (12.237 livres 4 shillings 11 pence). Cinq communautés religieuses et deux entreprises privées ont dépensé 87.264 dollars 41 en 1946.

La plupart des écoles primaires de la colonie sont confessionnelles, elles comprennent notamment : écoles anglicanes, 79; église d'Ecosse, 32; catholiques romaines, 35; mission canadienne, 31; méthodistes, 22; congrégationalistes, 20.

Des renseignements sur les bâtiments et autres installations scolaires, les programmes d'étude et la langue dans laquelle l'enseignement est donné, ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

Deux écoles secondaires de l'Etat (Queens College and The Bishop's High School) et le Collège St. Stanislas offrent des possibilités pour l'enseignement secondaire. Il a été institué une bourse de la Guyane anglaise (1.150 livres sterling, plus le prix du passage) pour poursuivre des études dans une université du Royaume-Uni ou d'un autre pays approuvé par le Gouverneur en Conseil. Pour l'enseignement secondaire gratuit, 29 bourses d'Etat et 32 bourses partielles sont accordées chaque année aux élèves des écoles primaires.

Vers la fin de 1946, le Gouvernement a lancé une campagne en faveur de l'instruction des adultes illettrés. Un système selon lequel "chacun doit instruire un illettré" a été étudié à fond en 1947, au moyen d'une classe qui a servi d'expérience, dans une plantation de canne à sucre. Un organisateur de la campagne s'occupe de la préparation de livres de lecture appropriés pour satisfaire aux besoins. On n'a consacré qu'une petite somme à ce système, car on estime qu'il convient de se concentrer sur une ou deux régions, et si ce procédé réussit, de l'étendre en s'inspirant de l'expérience acquise.

En 1951, le Département de l'éducation a mis en train le Centre professionnel de Kingston, pour enseigner le travail du bois et le dessin technique élémentaire. Deux cent un jeunes gens ont terminé les deux années de cours. On propose maintenant de créer une école professionnelle pour les jeunes gens, qui absorbera le Centre professionnel de Kingston.

L'évaluation du nombre des individus sachant lire et écrire varie de 65 à 70 pour 100 de la population. Le nombre des écoliers inscrits dans les écoles primaires s'élève à 65.009, la population d'âge scolaire (de 5 à 16 ans) étant estimée à 100.000 enfants (l'instruction est obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 14 ans). Les écoles secondaires de l'Etat et celles subventionnées par l'Etat comprennent 827 élèves. Le personnel de l'enseignement se compose de 1.563 instituteurs indigènes pour les écoles primaires et de 19 professeurs pour les écoles secondaires; 27 membres du personnel enseignant sont originaires de l'extérieur. Le Government Training College (Ecole normale d'instituteurs de l'Etat) où les études durent deux ans, forme chaque année 20 instituteurs. Il y a deux instituteurs pour 42 écoliers dans les écoles primaires et deux professeurs pour 40 élèves dans les écoles secondaires de l'Etat ou subventionnées par l'Etat. Vingt-huit professeurs sont des diplômés

des Universités britanniques. Parmi les membres du personnel enseignant 322 ont un certificat de première classe, 641 d'autres certificats et 580 ne sont pas diplômés. La dépense par tête s'élève à 26 dollars 03 (5 livres 8 shillings 5 1/2 pence).

Il existe une fédération des cercles de culture qui groupe 40 cercles, la plupart de caractère littéraire.

En 1947, on a construit 5 écoles, pouvant recevoir 700 élèves et on a commencé la construction de trois autres.

En février, deux conseillers en matière d'enseignement, faisant partie du personnel du Contrôle du développement et de l'assistance ont fait une inspection dans la colonie et ont établi un projet d'école supérieure technique. Toutefois, ce plan est considéré comme inapplicable du point de vue financier.

Un rapport sur le développement de l'enseignement a été présenté au Comité du plan décennal. Le Comité a ramené les crédits recommandés d'un total de 1.716.000 dollars (dépenses non périodiques) à 998.000 dollars pour les projets prioritaires des cinq premières années, avec 535.000 dollars pour les projets complémentaires de cette période considérés comme programme de réserve.

IV. CONDITIONS ECONOMIQUES

Aucun renseignement n'a été envoyé.

PROTECTORAT DE LA SOMALIE ANGLAISE

La Somalie anglaise occupe la pointe nord-est de l'Afrique au sud du golfe d'Aden. Elle est bornée au sud par l'Ethiopie et à l'est par l'ancienne Somalie italienne. La Somalie française se trouve au nord-ouest. Le nombre d'habitants est estimé à 700.000.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

A l'exception des fonctionnaires britanniques civils et militaires, de quelques fonctionnaires et artisans hindous dont les services seront essentiels jusqu'à ce que les Somalis soient capables d'assumer leurs fonctions, et de marchands hindous et arabes, la plupart nés dans le pays, la population est homogène et composée d'indigènes de même race et de même religion.

La proportion des groupes non somalis par rapport à la population totale est si faible, les questions relatives aux relations raciales et culturelles si simples, qu'aucune loi n'est nécessaire pour protéger la population indigène contre la discrimination.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La grande majorité des habitants sont des pasteurs nomades. Le but visé par le Gouvernement est de fournir du travail aux Somalis dont les troupeaux sont trop petits pour leur fournir de quoi vivre. Il est important aussi de créer des emplois différents de la vie pastorale de façon à éviter que l'accroissement des troupeaux n'excède la capacité des pâturages.

Presque tous les emplois stables sont attribués par le Gouvernement. Les projets suivants sont actuellement en cours de réalisation; boucanage et conserves de poisson, culture des dattiers, développement de l'industrie des cuirs et peaux et développement des ressources pétrolières.

Les employés somalis permanents, au nombre de 37, sont payés à des taux variant de 50 à 350 roupies, ⁽¹⁾ et travaillent 40 heures par semaine. Les ouvriers totalement ou partiellement spécialisés, au nombre de 231, sont payés à des taux variant de 20 à 150 roupies par mois et travaillent 47 h. 1/4 par semaine. Les manoeuvres travaillant par intermittence, au nombre de 2.400, touchent 1 roupie 2 annas par jour et travaillent 47 h. 1/4 par semaine.

Des indemnités sont versées aux taux suivants : le personnel permanent recevant un salaire inférieur à 80 roupies paie 6 roupies pour des rations dont l'achat coûte à l'Etat 23 roupies par mois; le personnel qui reçoit 100 roupies et au-dessus bénéficie gratuitement du logement, de l'eau et du transport, ou reçoit une indemnité équivalente; les ouvriers qui travaillent par intermittence reçoivent des rations gratuites qui coûtent à l'Etat 23 roupies par mois.

En outre, une pension est versée aux anciens combattants. Elle varie entre 3 roupies pour les salaires inférieurs à 80 roupies par mois et 40 roupies pour les salaires de 300 roupies et au-dessus.

Il existe une ordonnance sur les syndicats, mais aucun syndicat n'a encore

1) Note du Secrétariat : 1 roupie = 1 shilling et 50 cents (en monnaie de l'Afrique orientale)
= 1 shilling 6 pence (en monnaie de Grande-Bretagne)
= 0,30 dollar (en monnaie des Etats-Unis)

été fondé. Il n'y a pas d'organisation d'employeurs ou de salariés. Plusieurs ordonnances décrivent la procédure qui règle les rapports entre les employeurs et les ouvriers.

Il n'y a pas eu de différend du travail au cours de l'année.

Voici les lois relatives au travail qui sont en vigueur :

Ordonnance sur le travail des indigènes (Native Labour Ordinance), 1901

Ordonnance réglant les relations entre les employeurs et les serviteurs (Master and Servant Ordinance) 1927

Ordonnance sur les salaires minimums (Minimum Wages Ordinance), 1938

Ordonnance sur les syndicats et les conflits du travail (Trade Unions and Trade Disputes Ordinance), 1944

Proclamation appliquant au Protocole les dispositions de la convention relative au travail forcé (Proclamation applying to the Protectorate the provisions of the Forced Labour Convention), 1928

Ordonnance sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants (Employment of Women, Young Persons and Children Ordinance), 1938

Ordonnance sur les relations entre les maîtres et les serviteurs (Master and Servant Ordinance), 1927

(i) Règlement sur l'enregistrement des serviteurs domestiques (Registration of Domestic Servants Regulations), 1929

(ii) Règlement sur l'engagement des serviteurs (Recruiting of Servants Regulation), 1937

Ordonnance sur la responsabilité civile des employeurs (Employers' Liability Ordinance), 1927.

Le travail dans les plantations de gomme est saisonnier. Les seuls travailleurs migrants sont des Somalis qui désirent trouver un emploi à bord des navires relâchant à Aden.

C. Hygiène et santé publiques

Le programme des Services médicaux consiste à établir des hôpitaux dans les villes et des dispensaires dans les régions rurales; à maintenir un Service de la santé publique pour prévenir les maladies contagieuses et faire progresser rapidement la santé publique; et à fournir les moyens de former du personnel recruté sur place.

Le personnel de la santé publique se compose de 3 médecins britanniques, l'assistant d'hygiène somali, 20 assistants sanitaires somalis et 20 employés subalternes somalis.

Les prévisions de dépenses se sont élevées à 74.079 livres sterling avec en outre une subvention du Fonds pour le développement colonial, économique et social se montant à 58.135 livres sterling.

Il existait 7 hôpitaux comportant 625 lits. On comptait 12 docteurs en médecine européens et 3 hindous; 5 infirmières et sages-femmes européennes et 42 somalies.

On disposait de moyens pour la formation d'aides-infirmières, infirmières sages-femmes, assistants sanitaires et de laboratoire, et auxiliaires médicaux à l'Hôpital central de Hargeisa. Une école de médecine est en construction à Hargeisa.

Il n'y a pas eu de recensement ni d'enregistrement des naissances et des décès à cause des préjugés religieux de la population.

Les principales maladies ont été :

Dysenterie	255
Tuberculose	562
Syphilis	2.254
Blennorrhagie	1.252
Paludisme	2.682
Conjonctivite	4.474
Ulcères tropicaux	14.004

Les principales causes de décès ont été :

Tuberculose	11
Paludisme	17
Blessures	13
Méningite cérébro-spinale	9

Ces chiffres concernent seulement les décès qui se sont produits dans les hôpitaux; de nombreux nomades de l'intérieur n'ont pas encore foi dans la médecine européenne et ne vont pas dans les hôpitaux et les dispensaires.

La nourriture principale du nomade se compose de viande et de lait avec un peu de millet. Lorsque les pluies sont abondantes et que l'herbe pousse bien, ce régime alimentaire est suffisant et les signes de sous-alimentation sont peu apparents. Mais quand des conditions de famine

prévalent à cause de la sécheresse, le Gouvernement organise des secours en grand. Dans la population urbaine on voit quelque fois des cas peu graves de maladie de carence, et les ulcères tropicaux qui sont attribués à une alimentation insuffisante, sont très répandus.

D. Conditions et programmes de logement

Une Ordonnance sur l'urbanisme a été édictée pour réaliser un type d'habitation plus sain et améliorer les plans des agglomérations. La majorité des indigènes étant des nomades, le logement ne concerne qu'une faible minorité.

E. Assistance sociale et secours

Tous les indigènes qui vivent en dehors des villes sont des musulmans et sont encore organisés en tribus. Leur religion et leur organisation sociale exigent qu'ils s'occupent eux-mêmes de leurs pauvres et de leurs nécessiteux et il n'a pas été nécessaire jusqu'à présent d'établir une organisation d'assurance sociale quelconque. On a rédigé un projet d'ordonnance pour empêcher les jeunes filles de tomber dans la prostitution ou pour les en retirer.

F - G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal

Les renseignements ont été transmis mais non résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir Section IV, I.

III. CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Le but immédiat est d'instruire un nombre suffisant de Somalis qui ont été à l'école primaire, et, dans certains cas, à l'école secondaire, pour aider au développement futur et constituer un noyau d'indigènes instruits capables de prendre une part active à l'administration de leur propre pays.

La politique du Gouvernement en matière d'enseignement est d'augmenter le nombre des écoles élémentaires de l'Etat; d'aider à construire des écoles coraniques et de les encourager à étendre leur enseignement; de faire progresser l'enseignement des écoles primaires et de favoriser l'instruction des filles; d'aider les écoles du soir et de dispenser l'instruction professionnelle.

La grande majorité des Somalis, étant des nomades, il est très difficile de les atteindre pour les instruire, mais on espère y parvenir en organisant des écoles ambulantes qui rayonneront autour des puits où les indigènes se rassemblent. La pénurie d'instituteurs et de fournitures de tout genre,

en particulier de livres scolaires, et l'hostilité congénitale à l'enseignement, dans le passé, généralement fondée sur des motifs religieux imaginaires, font partie des facteurs qui freinent l'extension rapide de l'enseignement.

Le Directeur de l'enseignement et l'inspecteur somali des écoles, un cheik hautement respecté, professeur spécialiste du Coran, sont chargés de l'organisation de l'enseignement. Dans les villes où il y a une école élémentaire de l'Etat, un comité scolaire somali collabore avec le directeur et le fonctionnaire de l'administration.

Les dépenses se sont élevées à 17.502 livres, plus une subvention du Fonds de développement colonial, économique et social se montant à 9.530 livres.

Les missions et les organisations philanthropiques ne jouent aucun rôle dans l'enseignement.

Des renseignements sur les bâtiments scolaires, les programmes d'étude et les langues dans lesquelles l'enseignement est donné ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

Il n'y a aucune possibilité d'accès à l'enseignement supérieur en Somalie. On projette d'ouvrir une école secondaire en 1952, quand les résultats donnés par les écoles primaires le justifieront. En attendant, les garçons qui ont obtenu une bourse ont été envoyés au Soudan anglo-égyptien. Six fréquentaient des écoles secondaires et six autres l'Ecole normale d'instituteurs de ce pays. En application de la loi sur le développement colonial, économique et social (Colonial development and Welfare Act), deux Somalis ont été envoyés dans des universités anglaises, où ils seront rejoints par quatre autres en 1948.

Il existe des cours pour les fonctionnaires de l'Etat et les instituteurs, et des cours du soir dans les grandes villes. Il n'existe pas d'instruction professionnelle.

La proportion des indigènes sachant lire et écrire est faible; le nombre total des élèves pour toutes les écoles s'est élevé à 585. Le nombre des instituteurs est le suivant : 3 Britanniques, 35 Somalis et 2 Soudanais. Le nombre d'élèves par instituteur est de 16 dans les écoles élémentaires et de 11 dans les écoles primaires. La dépense par tête s'est élevée à 6 livres pour les externats élémentaires, 30 livres pour les internats élémentaires et 45 livres pour l'internat primaire.

L'éloquence et la poésie sont deux des arts cultivés par les Somalis; la langue n'est pas écrite, de sorte qu'il n'y a ni littérature, ni journaux indigènes. Le Gouvernement publie un bulletin quotidien de nouvelles et une

revue mensuelle et il possède un service cinématographique et la station de radiodiffusion du pays.

Des renseignements sur les types d'école, les livres scolaires, les bibliothèques, les cantines, les organisations de jeunesse, l'éducation physique et les autres aspects de l'enseignement ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

Pour les renseignements sur les programmes de développement, voir la Section IV, I.

IV. CONDITIONS ECONOMIQUES

A. - C. Ressources naturelles et production

Les ressources naturelles sont très faibles. C'est avant tout le pays du chameau. On élève aussi une espèce de mouton (le Berbera à tête noire), dont la peau est d'excellente qualité. On produit de la gomme au nord-est; on cultive des céréales en quantité importante et on recueille du sel près de Zeilah. On a commencé à établir une industrie de conserves de poisson; on procède à la recherche du pétrole, et on a introduit la culture du dattier en grand.

Le personnel de l'administration agricole se compose de 2 fonctionnaires britanniques et de 18 employés subalternes somalis, et le personnel de l'administration vétérinaire se compose d'un fonctionnaire britannique et de 53 aides somalis.

Les dépenses totales de l'administration agricole et vétérinaire se sont élevées à 11.442 livres, plus une subvention du Fonds de développement colonial économique et social se montant à 10.000 livres.

Sur une superficie totale de 68.000 milles carrés, il y a 54 milles carrés de terres arables, 1.100 milles carrés de forêt et 66.846 milles carrés de pâturages.

<u>Produits</u>	<u>Superficie</u> <u>en acres</u>	<u>Production</u>
Sorgho	12.500	25.000 sacs de 220 lbs.
Millet	3.000	4.000 sacs de 220 lbs.
Maïs	2.000	2.000 sacs de 220 lbs.
Gomme	6.000	11 tonnes.

On estime qu'il y a 1 million et 1/2 de chameaux, 5 millions de moutons, 2 millions de chèvres, 1/4 de million de bêtes à cornes et un petit nombre de chevaux, de mules et d'ânes.

La politique générale du Gouvernement au sujet du régime de la propriété foncière a été exposée en 1931 comme suit : "La terre et ses produits naturels

appartiennent au peuple dans son ensemble, et chaque individu a le droit de jouir des fruits de son travail."

Dans les villes existe le régime de la propriété libre et celui de la tenure à bail; en dehors des villes la terre appartient à la communauté et elle est reconnue comme appartenant aux diverses tribus ou groupes de tribus, ou revendiquée par elles.

Tous les minéraux, huiles minérales, rivières et cours d'eau sont la propriété de l'Etat.

Les seuls habitants non indigènes qui possèdent du terrain sont des marchands hindous et arabes qui vivent dans les principales agglomérations.

Il n'y a pas de crédit agricole ni de marchés organisés.

A part une société privée qui a entrepris la recherche du pétrole, il n'y a aucune entreprise industrielle.

D. Niveau de vie

La viande, le sucre et le riz coûtent 8 annas la livre; les dattes 5 annas la livre et le millet 2 annas 1/2 la livre. ⁽¹⁾

E. Communications et transports

<u>Genre de communication</u>	<u>Importance</u>
Mer	Néant
Voies navigables intérieures	Néant
Chemins de fer	Néant
Air	La <u>British Overseas Airways Corporation</u> assure une fois par semaine un service aérien le Cair Aden, Hargeisa, Nairobi, dans les deux sens. La <u>Clairways</u> (Nairobi) assure une fois par semaine un service Aden, Hargeisa, Nairobi.
Bureaux de poste	8
Bureaux radiotélégraphiques	7
Téléphone	Ligne principale entre Hargeisa, Mandera, Berbera et Skeikh.
Routes principales	803 milles

(1) Note du Secrétariat : 16 annas = 1 roupie.

Routes secondaires 11.001 milles
 Pistes 2.340 milles

F. Finances publiques

Les renseignements transmis détaillent les recettes et les dépenses. Les recettes se sont élevées à 475.005 livres; les dépenses à 640.068 livres.

La subvention de la métropole pour couvrir le déficit budgétaire a été de 284.929 livres à l'exclusion de la subvention du Fonds de développement colonial économique et social.

Il n'y a pas d'impôt direct sur les personnes ou les sociétés.

G. Banques et crédit

Il n'y a qu'une banque d'épargne de l'Etat, dont le capital est de 7.924 livres sterling.

H. Commerce international

La valeur totale des importations s'élève à 1.184.490 livres sterling et comprend :

	<u>Livres sterling</u>
Produits alimentaires, boissons et tabac.....	520.753
Articles d'habillement.....	596.259
Huiles et pétrole.....	66.978

Les principaux produits alimentaires importés sont le millet (116.428 livres sterling), le sucre (130.788 livres sterling) et les dattes (70.001 livres sterling).

La valeur totale des exportations s'élève à 710.258 livres sterling. Les principaux articles exportés sont :

	<u>Nombre</u>	<u>Valeur</u>
Moutons	73.339	92.498 livres sterling
Chèvres	33.855	33.409 " "

Pratiquement la totalité du commerce d'outre-mer passe par Aden.

Des droits de douane sont perçus sur toutes les marchandises et les bestiaux importés ou exportés, avec certaines exceptions, telles que l'outillage agricole, les bestiaux pour la reproduction, les plantes, les arbres et les semences pour la culture.

Un accord a été conclu avec le Gouvernement éthiopien pour régler le transit dans le Protectorat en provenance ou à destination de l'Ethiopie. On perçoit sur les marchandises qui en font l'objet un droit de transit au taux de 1 1/2 pour 100 ad valorem.

I. Programmes de développement

L'étude générale du Protectorat a continué de progresser. Le but de

cette étude est de fournir des renseignements sur les points suivants :

- (a) Topographie
- (b) Migration et recensement des tribus et des troupeaux
- (c) Météorologie
- (d) Hydrographie et géologie minière
- (e) Biologie
- (f) Etude des agglomérations urbaines, des routes et des cultures.

La pénurie de personnel et de matériaux a ralenti le programme de travaux. Au point de vue agricole, l'application du plan d'exploitation Yémenite s'est poursuivie d'une manière satisfaisante et un plan à long terme de culture du dattier en grand est en projet.

De nouveaux hôpitaux ont été construits à Las Anod et à Burao et on a ouvert un service de consultations externes et une école de médecine à Hargeisa. Quatre dispensaires de district ont été construits.

Le développement futur de l'enseignement, pour lequel un projet a été présenté, envisage la création d'un internat à Burama, d'une école de filles à Burao et d'externats primaires dans les principaux centres, la construction d'une école commerciale à Hargeisa et l'institution de bourses dans les établissements d'enseignement en dehors du Protectorat.

Une somme de 307.400 livres sterling a été affectée sur le Fonds de développement colonial, économique et social pour les projets approuvés; 356.000 livres sterling pour les projets présentés en instance d'approbation et un complément de 39.600 livres sterling est envisagé pour les projets en cours de préparation.

CHYPRE

Chypre est une île située dans la partie la plus orientale du bassin méditerranéen distante de 60 milles de l'Asie mineure du côté nord et de 41 milles de la Syrie du côté est. Elle est à une distance de 238 milles de Port-Saïd. Elle mesure 140 milles sur sa plus grande longueur et 60 milles sur sa plus grande largeur. D'après le recensement le plus récent connu, sa population s'élevait à 449.490 habitants.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Aucun renseignement n'a été transmis à ce sujet.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

Dans le domaine du travail, la politique du Gouvernement a consisté à donner des bases saines aux relations entre employeurs et travailleurs en persuadant les premiers de se conformer aux pratiques modernes et en inculquant aux seconds, la conscience de leurs devoirs. Comme des questions de nature purement professionnelle tendent à dégénérer en conflits politiques, le Gouvernement s'est efforcé de persuader à la fois les employeurs et les salariés, d'éviter les questions politiques et de se concentrer sur l'aspect professionnel des différends. Le Gouvernement s'est efforcé de freiner l'inflation en liant étroitement le taux des salaires à l'indice du coût de la vie. Il a concentré également ses efforts sur l'accroissement de la production. A titre d'expérience, et afin d'encourager la production, il a adopté des systèmes de rémunération en fonction du rendement.

Les statistiques concernant les salariés s'appliquent aux principaux emplois dans un nombre choisi de métiers et d'industries de premier plan. Cette étude porte sur un total de 5.930 salariés, dont 1.867 mineurs et 393 ouvriers agricoles. En décembre 1947, la moyenne pondérée des salaires et le salaire-type étaient pour les mineurs, 10 shillings par jour; pour les aides-mineurs, 8 shillings 4 pence 1/2; pour les manoeuvres, 7 shillings; pour les femmes, 5 shillings, 5 pence. Dans l'agriculture, les salaires variaient entre 9 et 12 shillings pour les ouvriers qualifiés; entre 6 et 8 shillings pour les manoeuvres et entre 4 et 5 shillings pour les femmes.

Au 31 décembre 1947, les syndicats enregistrés comprenaient 10 associations patronales et 36 syndicats de travailleurs. Le nombre des membres des syndicats ouvriers s'élevait à 11.139.

Une liste des conflits sociaux signalés au Département du travail au

cours de 1947 indique les mesures qui ont été prises et l'issue de ces conflits.

Les lois et règlements relatifs au travail sont les suivants :

Loi sur l'emploi du personnel domestique féminin -
(Employment of Female Domestic Servants Law), 1939.

Règlements sur les conditions de service dans les hôtels -
(Hotels (Conditions of Service) Regulations), 1946.

Lois sur le travail des enfants et des adolescents -
(Employment of Children and Young Persons Laws), 1932 à 1944.

Loi relative au travail de nuit pour les femmes -
(Employment of Women (During the night) Laws) 1932-1944.

Loi relative au travail des femmes dans les mines -
(Employment of Women (in mines) Law), 1936.

Loi sur le salaire minimum - (Minimum wage Law), 1941.

Lois sur les accidents du travail - (Workmen's Compensation Laws)
1942-1945.

Loi sur le personnel employé dans les magasins (Shop Assistants Law)
1942-1945.

Loi sur le repos pendant l'après-midi en été -
(Summer Afternoon Recess Law), 1938.

Loi sur les syndicats et les conflits du travail -
(Trade Unions and Trade Disputes Law), 1941.

Lois sur les établissements commerciaux et industriels
(Trades and Industrie Laws), 1937-1942.

Règlements sur les établissements commerciaux et industriels réglementés
(Regulated Trades and Industries Regulations), 1947.

Loi sur les règlements des mines - (Mines Regulations Laws), 1882 - 1938.

Règlements des mines - (Mines Regulations), 1926-1931.

Loi sur les docks - (Docks Law), 1939.

Règlement sur les docks - (Docks Regulations), 1939 et 1940

Loi sur les chaudières, les moteurs et les réservoirs à gaz -
(Steam Boilers, Engines and Receivers Law), 1947.

Loi sur les conflits de travail - (Trade Disputes Law), 1941.

Règles de gestion du Fonds gouvernemental d'assurances sociales -
(Rules Relating to the Management of the Government Social Insurance Fund) 1947.

Des bourses du travail fonctionnaient dans les deux villes principales. La moyenne mensuelle des chômeurs inscrits s'élevait à 408 à Nicosia et à 121 à Lirassol.

C. Hygiène et santé publique

L'organisation médicale supporte favorablement la comparaison avec celle des pays voisins (hôpitaux généraux dans toutes les grandes villes, hôpitaux spéciaux pour la tuberculose, la lèpre et les maladies mentales, service d'hygiène rurale, inspection de la santé, sages-femmes de campagne).

Le plus grand problème qui se posait autrefois en matière de santé était le paludisme; il a maintenant disparu grâce à la lutte menée contre l'anophèle. Le groupe des fièvres intestinales est demeuré une menace dont la suppression dépend des progrès dans la distribution des eaux et le système sanitaire.

L'organisation du Département médical est basée sur le principe d'une délégation de pouvoirs accordée aux autorités médicales de district qui opèrent suivant des directives reçues du Directeur des services de la santé et de l'hygiène.

Les dépenses afférentes au Département médical se sont élevées à 171.011 livres sterling. Les subventions accordées par la Métropole se sont élevées à 84.973 livres sterling.

Il existe six hôpitaux comprenant 338 lits et 39 cliniques comprenant 194 lits. Le nombre des médecins est de 353, celui des dentistes 86, des infirmières 126 et des sages-femmes 599.

Il existe des centres pour la formation d'infirmières, de sages-femmes, d'inspecteurs de santé, de personnel de laboratoire et d'infirmiers. On constate une insuffisance de logements à ce point de vue.

Ci-dessous figurent les statistiques démographiques qui ont été reçues :

(a) Nombre de décès	3.874
Taux par millier d'habitants	8,49
(b) Nombre de naissances	15.158
Taux par millier d'habitants	33,21
(c) Taux de la mortalité infantile	
par millier d'enfants nés vivants	65,51
(d) Maladies provoquant une morbidité élevée :	
Maladies de l'appareil digestif	14 pour 100 des malades des hôpitaux

Appendicite	8	pour	100	des	malades	des	hôpitaux
Maladies des voies urinaires et des organes génitaux	6	"	"	"	"	"	"
Maladies dues à la grossesse et à l'accouchement	6	"	"	"	"	"	"

(e) Maladies provoquant une mortalité élevée :

Lésions intracrâniennes d'origine vasculaire	32	pour	100
Diptérie	22	"	"
Maladies de coeur	15	"	"
Néphrite	16	"	"

Les maladies entraînant le plus grand nombre de décès dans les hôpitaux étaient les suivantes :

Maladies de l'appareil digestif
Blessures (accidents)
Cancer
Néphrite

Dans certains districts ruraux, on enregistre de légères carences en matière de nutrition. Cependant, en comparaison avec d'autres pays, il ne se pose pas, à Chypre, de grave problème en matière de nutrition.

D. - E. Conditions et programmes de logement : assistance sociale et secours.

Les renseignements transmis contiennent un rapport provenant d'un recensement établi en 1946 portant sur les constructions d'habitations et l'état du logement dans six villes différentes. Voici en ce qui concerne l'état sanitaire et la distribution des eaux à usage domestique les indications données :

Le résumé suivant, tiré des tableaux de recensement relatifs aux installations sanitaires, indique que la fosse d'aisance est le système le plus répandu alors que l'installation avec chasse d'eau ne se rencontre que dans 18 pour 100 des habitations. Il ressort de l'enquête que les trois quarts environ des installations avec chasse d'eau sont munies de fosses septiques. Les habitations qui ne disposent pas d'installation sanitaire sont rares sauf à Famagouste, mais on compte 8.875 habitations (36,4 pour 100) qui ne sont pas pourvues d'installation sanitaire pour leur usage propre et dont les occupants doivent utiliser les installations d'autres habitations.

Les chiffres de recensement relatifs à la distribution des eaux à usage domestique indiquent que dans 32,3 pour 100 des habitations l'eau provient de canalisations (soit publiques soit installées dans l'habitation) et pour 12,6 pour 100 d'entre elles l'eau provient de puit ou de canaux à l'air libre.

Quatre municipalités vont entreprendre l'exécution de projets d'habitations ouvrières destinées à 240 familles; le Gouvernement y contribue à l'aide de subventions et de prêts.

Les renseignements suivants ont été fournis au sujet des programmes de développement de la santé publique actuellement en cours :

- (1) Extermination de l'anophèle
- (2) Hygiène rurale
- (3) Sanatorium de Kyperounda, où a été achevé le nouveau logement pour infirmières.

F. - G. Statistiques de la criminalité; description du système néral.

Aucun renseignement n'a été transmis à ce sujet.

III. Conditions de l'enseignement

En ce qui concerne l'enseignement élémentaire, le système actuel de la fréquentation volontaire est satisfaisant puisqu'il englobe 95 pour 100 des enfants âgés de 6 à 7 ans. Dans les classes supérieures la fréquentation est moins élevée mais elle augmente sans cesse. On s'efforce d'accroître la fréquentation volontaire pour l'ensemble du cycle d'études qui est de six années et en même temps de développer les locaux et d'augmenter les effectifs d'instituteurs pour qu'on puisse progressivement introduire l'instruction obligatoire. Les efforts sont portés sur la formation des instituteurs, la construction de nouveaux bâtiments et la réparation des locaux existants.

Dans le cas de l'enseignement secondaire, le nombre de places disponibles est suffisant. On s'efforce surtout d'élever le niveau des études.

Un projet pour la formation d'apprentis doit procurer à un total de 100 jeunes gens une formation complète d'une durée de cinq années. La création d'une école technique préparatoire pour les élèves de 12 à 15 ans est à l'étude. On inaugurera en 1948 des cours du soir portant sur des matières techniques.

Le programme d'études des écoles primaires est soumis actuellement à une refonte tendant à introduire une initiation systématique à l'agriculture. Trois professeurs spécialistes en agriculture finiront en août 1948 un stage de trois ans dans le Royaume-Uni.

Le Département de l'éducation est chargé de l'enseignement élémentaire ainsi que de l'enseignement agricole et technique. Le Gouvernement a sous son autorité directe un établissement secondaire. Il y a quarante et un établissements secondaires dirigés et entretenus par les administrations locales. Pour les écoles qui bénéficient de subventions (14) le Département a le pouvoir de réglementation. Des comités d'enseignement grecs et turcs, des comités scolaires urbains et des commissions rurales participent à l'administration de l'enseignement primaire. Dans 39 établissements secondaires la direction est en majorité cyprïote, dans les autres établissements elle l'est entièrement.

Le tableau suivant énumère les dépenses d'enseignement provenant de toutes les sources, à l'exception du Fonds de développement colonial économique et social.

	<u>livres</u>
Administration	7.362
Enseignement primaire	380.110
Enseignement secondaire	58.209
Ecoles normales d'instituteurs	20.639

Enseignement agricole	8.458
Enseignement technique	2.460
Services sociaux	9.584

Les dépenses par tête pour l'enseignement se sont élevées à 6,32 livres pour l'enseignement primaire, et 17,01 livres pour l'enseignement secondaire.

En tout 47 professeurs ont suivi ou sont en train de suivre un stage dans le Royaume-Uni, à l'aide de fonds provenant du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni a accordé en outre des subventions pour les bourses d'études secondaires, s'élevant pour les 5 dernières années à 4.700 livres et des subventions pour les cours du soir s'élevant au cours des 5 dernières années, à 2.080 livres. Les subventions destinées à la construction de bâtiments se sont élevées à un total de 12.000 livres depuis 1940, à quoi s'ajoute une subvention pour les bibliothèques scolaires.

Sur toutes les personnes âgées de plus de 7 ans, 64,8 pour 100 savent lire et écrire et 2,7 pour 100 savent lire seulement. La grande majorité des analphabètes étaient ceux d'âge scolaire avant la refonte de l'enseignement en 1930. Dans les groupes les moins âgés, entre 10 et 24 ans, au moins 94 pour 100 des hommes savent lire et écrire; entre les âges de 10 et 14 ans la proportion est de 87 pour 100. Dans l'ensemble de la population, la fréquentation scolaire s'élève, en ce qui concerne les enfants de 6 à 13 ans, à 82,3 pour 100 dans le cas des garçons, et à 71,1 pour 100 dans le cas des filles. Ce groupe s'étendant sur 8 années et la durée des études primaires étant normalement de 6 ans, le pourcentage des enfants qui bénéficient de l'enseignement primaire est sensiblement plus élevé que ne l'indiquent ces chiffres.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, les effectifs scolaires représentent 12,5 pour 100 de la population totale de cet âge. Il y a 1.375 instituteurs dans l'enseignement primaire, 402 professeurs dans l'enseignement secondaire et 9 professeurs dans les écoles normales.

IV. Conditions économiques

A. - C. Ressources naturelles et production

Sur les 3.572 milles carrés de Chypre, 622 milles carrés sont constitués par des forêts, 140 milles carrés sont plantés de vignes, et 2.181 milles carrés sont couverts de terres arables. Le reste des terres est utilisé principalement pour les moutons et les chèvres. La production de 1946 comprenait :

<u>Produits</u>	<u>Surface</u>	<u>Production Totale</u>
Blé	197.099 acres	2.206.492 boisseaux
Orge	115.762 "	2.283.975 "
Agrumes	6.311 "	143.431.000 fruits
Olives	1.614.947 arbres	124.027 (hundred weight)
Caroubes	1.904.337 "	834.651 "
Raisins	65.606 acres	1.101.797 "
Pommes de terre	10.155 "	696.227 "

L'exploitation des forêts les plus importantes se fait surtout en ayant en vue la régularisation des eaux; la maigre végétation des basses terres et les plantations rurales servent de combustible pour les campagnes ou de pâturages.

Les forêts fournissent 30 pour 100 des besoins de l'île en bois et la totalité de ses besoins en bois de chauffage et en charbon de bois.

Presque toutes les terres cultivées, (65,5 pour 100 de la superficie) appartiennent à la population indigène.

En ce qui concerne les institutions de crédit agricole, on comptait, en 1947, 414 sociétés, avec 62.194 membres. Le total des dépôts dans ces sociétés était 1.265.412 livres et celui des prêts accordés, 1.072.661 livres. Le crédit agricole à long terme est distribué par la Banque agricole de Chypre qui a été financée par le Gouvernement, à concurrence de 188.000 livres.

Il existe des syndicats ou sociétés de vente pour les caroubes, les produits vinicoles, les pommes de terre, les citrons, les cerises, les abricots, les grenades et les légumes. Cinq syndicats ou sociétés ont été créés en 1947. La valeur des exportations de minerais s'est élevée en 1946 à 712.532 livres. La pyrite de fer représentait dans ce total 372.406 livres, correspondant à un poids de 256.202 tonnes et l'amiante 182.104 livres pour 6.600 tonnes. (1)

Parmi les établissements industriels cités, se trouvent deux fabriques de boutons employant 1.200 ouvriers et exportant des produits pour une valeur de 307.000 livres, des briqueteries, des tuileries, employant 550 ouvriers; cinq fabriques de textiles, quatre fonderies principales et un certain

1) De 1016 kg

nombre de petites fabriques de produits alimentaires et de boissons. La fabrication des dentelles est l'industrie à domicile la plus importante de l'île. Elle emploie, environ, 1.200 ouvriers.

D. Niveau de vie

Les prix de détail des principaux produits alimentaires étaient les suivants :

Pain	5 piastres	(1)	par oke	(2)
Mouton et boeuf (importé)	30	"	"	"
Mouton et boeuf (du pays)	60	"	"	"
Huile de coprah	65	"	"	litre
Huile d'olive (du pays)	360	"	"	"
Fromage (du pays)	108	"	"	oke
Pommes de terre	7	"	"	"
Haricots blancs	17	"	"	"
Sucre	24	"	"	"
Sel (fin)	7	"	"	"

E. Transports et communications

Le tableau suivant est un résumé des renseignements transmis :

<u>Genre de communication</u>	<u>Importance</u>
Navigation	1,309.823 tonnes bateaux à vapeur (entrés dans les ports) 44.381 tonnes bateaux à voile (entrés dans les ports)
Chemin de fer	37 milles, plus 40 milles de trafic, marchandises seulement.
Aviation	1 aéroport, 3 services aériens
Routes principales	882 milles (725 asphaltés)
Routes secondaires	1.791 milles
Chemins forestiers	279 milles

(1) Note du Secrétariat : 9 piastres = 1/- = un shilling impérial

(2) 1 oke = 2,8 livres (1269 grammes)

Bureaux de postes et annexes	15,641
Téléphone	Dessert 6 villes et 85 villages
Radiodiffusion	6,296 permis de postes récepteurs.

F. Finances Publiques

Les dépenses et les recettes de l'Etat se sont élevées respectivement à 4.607.078 livres et 5.121.175 livres.

50,2 pour 100 des recettes proviennent des droits de douane, 3,3 pour 100 des droits à l'exportation, 8,6 pour 100 des contributions indirectes, 11,7 pour 100 de l'impôt sur le revenu, et 3,4 pour 100 des taxes sur la propriété immobilière.

Le taux de l'impôt sur le revenu est montré par les exemples suivants :

Pour chaque livre au-dessous de 250 livres	néant
Pour chaque livre au-dessus de 250 livres, mais au-dessous de 350 livres	1 shilling
Pour chaque livre au-dessus de 500 livres, mais au-dessous de 1.000 livres	2 shillings
Pour chaque livre au-dessus de 6.000 livres	15 shillings

G. Banque et crédit

Des renseignements ont été transmis mais ils n'ont pas été résumés.

H. Commerce extérieur

La valeur totale des importations civiles s'est élevée à 13.584.889 livres, comprenant notamment :

	<u>livres</u>
Produits alimentaires	2.951.391
Vêtements	2.001.472
Machines	2.511.829
Combustibles et carburants	810.620

Les principaux produits alimentaires importés ont été le blé, l'orge et l'huile.

La valeur totale des exportations a été de 5.140.734 livres, les principaux produits étant :

	<u>livres</u>
Caroubes	719.553
Concentrés de cuivre	977.335
Pyrite de fer	557.775
Amiante	260.375

Les principaux courants d'échanges ont été les suivants:

	<u>Importations en provenance de</u>	<u>Exportations à destination de</u>
	livres	livres
Royaume-Uni	4.259.730	1.474.943
Palestine	1.101.546	571.894
Canada	1.588.462	1.553
Etats-Unis d'Amérique	719.087	42.228
Allemagne	502	673.963

I. Programme de développement

Sur la base de crédits financiers qui lui ont été alloués aux termes de la nouvelle "Loi sur le développement colonial économique et social" (1945) le Gouvernement de Chypre a établi, en 1946, un programme décennal pour la mise en valeur de l'île. La réalisation de ce programme coûtera environ 6.000.000. On a enregistré, pendant l'année 1947, l'achèvement de certains projets.

ILES FALKLAND

Les îles Falkland sont situées à l'extrémité sud-est de l'Amérique du Sud. Leur population clairsemée, composée entièrement d'Européens, compte moins de 2.500 habitants.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Il ne se pose aucun problème social de race ou de rapports culturels; il n'est donc pas besoin de législation protectrice.

La population est d'origine européenne et principalement britannique. La formation culturelle est exclusivement britannique.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

Dans le domaine du travail, la politique repose sur la rétribution d'une journée de travail normale par un salaire journalier équitable, compte tenu du prix des articles de consommation courante. Il y a une certaine concurrence pour la main-d'oeuvre entre la ville (Stanley) et la campagne, c'est-à-dire les élevages de moutons.

En ville, les manoeuvres gagnent 1 shilling 2 pence l'heure; les travailleurs semi-qualifiés 1 shilling 5 pence et les travailleurs qualifiés 1 shilling 7 pence. Dans tous les cas, une indemnité de cherté de vie s'y ajoute, qui s'élève à 3 pence par heure. Ces taux s'appliquent à la journée de huit heures et à la semaine de 45 heures. A la campagne, les bergers gagnent 9 livres 12 shillings) pence par mois et les ouvriers 8 livres 12 shillings 9 pence par mois plus le logement, le chauffage, la viande, les vaches ou le lait et le jardin. La durée du travail varie mais la moyenne est inférieure à huit heures par jour.

Tout en n'ayant pas de statut légal, la Sheep Owners' Association (Association des éleveurs de moutons) est reconnue à la fois par le Gouvernement et par les employeurs, la Trades Union and Trades Disputes Ordinance (Ordonnance sur les syndicats et les conflits du travail) de 1942 confère un statut légal à la Fédération du travail et au syndicat des menuisiers et du petit commerce.

Les différends sont généralement réglés au moyen de négociations directes, mais un conseil consultatif du travail a le pouvoir réglementaire d'enquêter sur les conditions de travail; il existe une disposition analogue en ce qui concerne le Comité des salaires. Il n'y a pas eu de conflit en 1947.

La législation du travail en vigueur était la suivante :

Shipworkers' Protection Ordinance, 1937

1937, Ordonnance pour la protection des travailleurs sur les navires

Workmen's Compensation Ordinance, 1937, amended 1939

1937, Ordonnance sur les accidents du travail, modifiée en 1939

Labour Advisory Board Ordinance, 1942

1942, Ordonnance relative au Conseil consultatif du travail.

Minimum Wage Ordinance, 1942

1942, Ordonnance sur le salaire minimum

Trade Unions and Trade Disputes Ordinance, 1942

1942, Ordonnance sur les syndicats et les conflits du travail

C. Hygiène et santé publiques

Il n'y a pas de maladies tropicales et les problèmes qui se posent en matière de santé sont très semblables à ceux des régions écartées du nord de l'Ecosse. Les examens médicaux qui ont lieu chaque semestre dans les écoles soulignent, ainsi que les établissements de puériculture, l'importance d'un régime alimentaire mixte.

D'après les prévisions budgétaires révisées du Département médical les dépenses globales s'élevaient pour 1947 à 10.722 livres.

Il y a, à Stanley, un hôpital public avec dix-sept lits. Le personnel comprend deux médecins de l'Etat, un dentiste de l'Etat et six infirmières.

Les statistiques démographiques transmises sont les suivantes :

(a) Nombre de décès	31
Taux de mortalité par 1.000 habitants	13,57
(b) Nombre de naissances	35
Taux de natalité par 1.000 habitants	15,33
(c) Mortalité infantile	néant
(d) Maladies provoquant une morbidité élevée :	

Il y a eu des épidémies de : Rougeole : 300 cas, un décès

Rubéole : 200 cas environ

En matière de nutrition la situation est satisfaisante. Les légumes verts et les fruits manquent parfois.

D. Conditions et programmes de logement

Stanley a tendance à être surpeuplé, en raison surtout de la pénurie de matériaux de construction. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de programme spécial.

E. Assistance sociale et secours

En 1947, le Gouvernement a dépensé 725 livres en secours.

En dehors des cliniques de consultations pré natales et post natales, les problèmes d'assistance sociale sont traités par les médecins de l'Etat au cours de leurs contacts fréquents avec la population.

Un canot de pêche à moteur, est arrivé en février 1948 pour faciliter l'accès du territoire et le transport des malades à l'hôpital.

F. Statistiques de la criminalité

59 poursuites peu importantes ont été intentées et 55 condamnations ont été prononcées. Il n'y a pas eu de délit grave.

G. Description du système pénal

Aucun renseignement n'a été transmis.

H. Programmes de développement

Voir section IV, I.

III. CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Le Gouvernement s'efforce d'offrir à tous les enfants une solide instruction d'ordre général, adaptée au fond rural de la population, et de procurer aux enfants les mieux doués la possibilité de compléter leur instruction à l'étranger. A Stanley, l'instruction est obligatoire entre les âges de 5 à 16 ans. Les objectifs immédiats sont l'amélioration de l'enseignement secondaire à Stanley; l'élévation à 15 ans de l'âge de fin d'études, la mise en pension dans une école centrale des enfants de la campagne, d'âge scolaire; la création d'un plus grand nombre d'écoles dans les régions rurales et l'amélioration de la formation des instituteurs. Des problèmes particuliers se posent principalement en raison du manque de communications, de la dispersion de la population et de la difficulté qu'il y a à recruter et à former des instituteurs.

La contribution apportée à l'enseignement par le Gouvernement local s'est élevée à 7.200 livres.

Dans la plus grande partie de la colonie, l'enseignement est donné par le Gouvernement. Dans le reste du pays, la Falkland Islands Company organise l'enseignement dans des fermes qui lui appartiennent, sans aide ni contrôle du Gouvernement. Aucune disposition expresse n'existe en vue de la participation des habitants à la direction de l'enseignement.

Des renseignements ont été transmis au sujet des locaux et autres facilités scolaires, du programme d'études et de la langue d'enseignement, mais ils n'ont pas été résumés.

Des bourses d'études secondaires sont offertes par l'école britannique de

Montevideo. On se propose d'accorder un appui financier dans la métropole aux étudiants les plus remarquables.

Chaque hiver sont organisés, à Stanley, des cours du soir portant sur diverses matières.

Aucune école ne donne des cours d'éducation professionnelle. La Falkland Islands Company et différents services gouvernementaux ont des programmes d'apprentissage pour la formation des quelques artisans qualifiés dont le pays a besoin.

La proportion des habitants sachant lire et écrire est d'environ 95 pour 100. La fréquentation scolaire est, pour l'ensemble de la population d'âge scolaire, de 95 à 100 pour 100. Le nombre des élèves fréquentant les écoles de l'Etat s'élève à 290; pour les écoles de la Falkland Islands Company à 60; pour les établissements secondaires de l'Amérique du Sud et du Royaume-Uni, à 12. On compte 23 instituteurs locaux et 5 instituteurs du dehors, dont 4 sont diplômés et 1 non diplômé. On n'exige généralement pas de diplôme spécial des instituteurs locaux; ces derniers reçoivent leur formation sur place, auprès du directeur de l'enseignement, assisté d'instituteurs diplômés du dehors. Il y a en moyenne un instituteur pour 13 élèves. Les frais d'études dans les écoles du Gouvernement s'élèvent à environ 24 livres par élève.

Des renseignements relatifs aux établissements culturels ainsi que d'autres renseignements demandés ont été transmis, mais ils n'ont pas été résumés.

IV. CONDITIONS ECONOMIQUES

A. - C. Ressources naturelles et production

Il n'y a pas d'autres ressources naturelles que les pâturages qui sont tous consacrés à l'élevage des moutons et les étendues de varech qui n'ont pas été mises en valeur. On utilise, dans une certaine mesure, le phoque à trompe pour son huile qui est exportée. Il y a de grandes troupes d'otaries et on trouve des baleines dans les eaux avoisinantes.

On utilise le foin en petite quantité comme fourrage. On comptait 604.136 moutons, 2.734 chevaux, 11.197 bêtes à cornes et 14 porcs.

La législation foncière est similaire à celle de l'Angleterre. Il n'y a jamais eu d'habitants indigènes. Le Gouvernement possède environ 40.000 acres de terre; le reste est constitué par la propriété privée.

D. Niveau de vie

Le tableau suivant indique les prix de détail des principaux articles de consommation :

Boeuf	3 shillings 5 pence la livre [≡]
Oeufs	2 shillings 6 pence la douzaine
Beurre	2 shillings 4 pence la livre ^{≡≡}
Lait	8 pence par quart ^{≡≡}

E. Transports et communications

Deux petits vapeurs opèrent entre Montevideo (Uruguay) et les Falklands et font la liaison côtière. Stanley et Fox Bay sont des ports d'entrée. Il y a en outre un grand nombre de bonnes rades. Le service des postes est relié avec les pays d'outre-mer par Montevideo, et dans l'île il est assuré par un vapeur de cabotage ou par voie de terre, à cheval. La radio donne chaque jour des bulletins des conditions et des prévisions météorologiques. Le télégraphe fonctionne avec les pays d'outre-mer au moyen d'un service quotidien de radio, il relie également les deux îles principales. Le téléphone est très répandu dans les campagnes et d'usage courant à Stanley. Il existe également un service de radiotéléphonie. Les postes récepteurs captant les émissions d'outre-mer et les émissions locales sont très répandus.

F. Finances publiques

Les sociétés sont imposées à raison de 2 shillings 6 pence par livre de revenu. Les particuliers le sont comme suit : 1 shilling par livre pour la première tranche imposable de 100 livres ; 1 shilling 3 pence par livre pour la tranche imposable suivante de 250 livres ; 1 shilling 6 pence par livre pour la tranche imposable suivante de 250 livres ; 2 shillings par livre pour la tranche imposable suivante de 250 livres.

G. Banque et crédit

Des renseignements sur le nombre des banques ont été transmis.

H. Commerce extérieur

Les importations globales se sont élevées à 206.618 livres. La valeur des quatre importations principales était la suivante :

Produits alimentaires	35.244 livres
Quincaillerie	36.057 "
Bois de construction	30.043 "
Charbon, coke et carburant	24.522 "

[≡] 454 grammes

^{≡≡} 1,14 litre

Les exportations globales se sont élevées à 258.046 livres. Le tableau suivant indique les quantités et la valeur de ces exportations :

Laine	5.117.075 livres (poids)	238.550 livres sterling		
Cuir et peaux	284.174 kg.	12.821	"	"
Suif	1.717 <u>hundred weights</u>	5.775	"	"
Huile de phoque	107 barriques	900	"	"

Les importations en provenance du Royaume-Uni se sont élevées à 122.324 livres; celles en provenance de l'Uruguay à 56.711 livres et celles en provenance de l'Argentine à 22.300 livres.

Les exportations à destination du Royaume-Uni ont été les suivantes : laine, 238.550 livres; cuir et peaux, 12.821 livres; huile de phoque 900 livres. L'exportation de suif à destination des Pays-Bas s'est élevée à 5.775 livres.

Les droits ont porté principalement sur les articles suivants : alcool, 26 shillings par gallon; cigares, 8 shillings par livre; allumettes, 10 shillings par grosse de boîtes. Des tarifs préférentiels sur les vins, les tabacs et les allumettes d'origine britannique sont en vigueur.

Toutes les marchandises sont soumises à un contrôle consistant en un système de licences d'importation. L'exportation des articles suivants est interdite : produits chimiques et dérivés, vêtements, produits alimentaires, huiles, produits de polissage, peintures, semences et savons.

I. Programmes de développement

Un grand programme de développement des services sociaux et des communications a été transmis au Secrétaire d'Etat aux colonies. On espère que le Fonds pour le développement colonial économique et social affectera au moins 150.000 livres à ce programme, mais les détails d'application sont en grande partie encore à l'étude.

GIBRALTAR

Gibraltar est constitué par un promontoire rocheux long de 3 milles $3/4$ et large de $3/4$ de mille, situé à l'extrémité méridionale de l'Espagne avec laquelle il est relié par un isthme peu élevé. Gibraltar se trouve à une distance d'environ 14 milles de la côte d'Afrique. Suivant les chiffres les plus récents dont on dispose sa population comprend 21.233 habitants.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Il n'existe pas de problèmes spéciaux posés par la race, la population étant de descendance européenne, à l'exception d'un petit nombre de commerçants hindous.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

On a mis en vigueur, pour le bénéfice des habitants de Gibraltar, une politique de plein emploi, en canalisant le recrutement de la main-d'oeuvre par une bourse centrale au travail et, en 1947, le pourcentage moyen des chômeurs parmi les hommes adultes était inférieur à 0,5.

Les salariés trouvent des emplois principalement dans l'un des divers services dépendant des ministères de la marine, de la guerre ou de l'air et dans l'administration centrale ou municipale. L'employeur le plus important est encore le chantier naval de la Marine royale où les salaires hebdomadaires varient de 72 shillings à 100 shillings pour les hommes, 36 shillings à 58 shillings pour les femmes et 22 shillings 6 pence à 58 shillings 3 pence pour les jeunes gens.

En décembre 1947, le total des salariés s'élevait à 18.700. Il existe 11 syndicats enregistrés comptant chacun de 50 à 500 membres.

Aucune heure de travail n'a été perdue par suite de grève en 1947. Le statut juridique des organisations d'employeurs et de salariés est réglé par l'ordonnance sur les syndicats et les conflits du travail. Environ 7.000 hommes et 4.600 femmes de nationalité espagnole pénètrent journellement dans la colonie, venant du territoire espagnol voisin, et retournent chez eux le soir. Ces étrangers non résidents peuvent faire partie, avec pleins droits, des syndicats locaux, mais ne sont pas habilités à demander l'enregistrement d'un syndicat et ne peuvent participer à un vote ou à une motion relatifs à la déclaration ou au paiement des frais d'une grève.

Les textes législatifs suivants concernant la main-d'oeuvre sont en vigueur :

Ordonnance de 1932 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants (Employment of Women, Young Persons and Children, Ordinance 1932)

Ordonnance de 1933 sur le salaire minimum (Minimum Wage Ordinance, 1933)

Ordonnance de 1934 sur le paiement en nature (Wage Ordinance, 1934)

Ordonnance de 1924 sur la responsabilité des employeurs (Employers' Liability Ordinance, 1924)

Ordonnance de 1922 amendée en 1947 sur les heures d'ouverture des magasins (Shop Hours Ordinance, 1922, as amended in 1947)

Ordonnance de 1946 sur les jours fériés (Public Holidays Ordinance, 1946)

C. Egiène et santé publique

La lutte contre les moustiques s'est continuée avec succès grâce à l'observation des principes de la campagne commencée en 1926. Pendant toute l'année on a pris des mesures destinées à consolider les résultats obtenus au cours de la campagne intensive de dératisation des années 1945 et 1946.

Les dépenses pour la santé publique se sont élevées, en ce qui concerne l'administration coloniale, à 79.996 livres et à 50.363 livres en ce qui concerne les autorités locales.

Il existe quatre hôpitaux ayant 225 lits publics. Les médecins sont au nombre de 17, il y a 8 dentistes, 25 infirmières et 5 sages-femmes.

Il existe des facilités pour la formation de 37 aides-infirmières et de 22 aides-infirmiers.

Au cours de l'année on a enregistré 32 cas de tuberculose pulmonaire qui ont entraîné sept décès. Il y a eu quelques cas de rougeole et de varicelle. Les statistiques démographiques transmises sont les suivantes :

(a) Nombre de décès	148
Taux de mortalité par mille habitants	7,18
(b) Nombre de naissances	463
Taux des naissances par mille habitants	18,75
(c) Taux de la mortalité infantile par mille enfants nés vivants	47,24

On a constaté des symptômes de mauvaise alimentation parmi les enfants qui consommaient une quantité excessive d'aliments à base d'amidon, insuffisamment de légumes verts et très peu de protéine. Chez les adultes, il est manifestement évident que le régime alimentaire est mal équilibré. Un certain nombre d'enfants souffrant d'une mauvaise alimentation ont reçu des aliments contenant de la levure, ainsi que du lait et des oeufs en supplément par l'intermédiaire du bureau d'assistance sociale.

D. Conditions de logement et programmes

Au cours de l'année on a porté à 201 le nombre total des habitations destinées aux évacués qui sont de retour. Les travaux ont continué en vue de la réalisation du plan de logement permanent qui prévoit la construction de 472 appartements répartis en sept immeubles. Les fondations de trois de ces immeubles sont terminées.

E. Assistance sociale et secours

Le bureau d'assistance sociale a donné des secours à 137 groupes familiaux d'indigents, de vieillards, d'aveugles et de chômeurs, moyennant une dépense de 5.000 livres pour l'année.

F. - G. Statistique de la criminalité - Description du système pénal

Des renseignements ont été transmis mais ils n'ont pas été résumés.

H. Renseignement sur les programmes en matière de progrès social

Voir chapitre IV, I.

III. CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

L'administration assume la charge de la direction générale et du contrôle de l'enseignement ~~laïque~~ dans la colonie. L'enseignement est ouvert à tous. Les deux problèmes qui se posent de façon spéciale sont le bilinguisme - espagnol et anglais - et le fait que la population vit sur une superficie très réduite.

Le budget de l'enseignement pour 1947 a été de 53.847 livres dont 35.847 livres ont été affectées aux traitements, aux pensions de retraite et à l'entretien. Les frais d'enseignement par tête sont d'environ 16 livres. Toutes les dépenses sont à la charge du Gouvernement à l'exception des bourses d'études dans le Royaume-Uni que les administrateurs du Fonds Victoria Mackintosh attribuent dans la limite de 1.300 livres. Les frères de la doctrine chrétienne et les soeurs de la Congrégation de Lorette d'Irlande sont chargés, sous le contrôle du Gouvernement, de l'enseignement secondaire.

La langue employée dans l'enseignement est l'anglais et la seconde langue est l'espagnol. Il existe un enseignement commercial et une école d'apprentissage de l'arsenal.

La fréquentation scolaire moyenne a atteint 90,1 pour 100. Le total des membres de l'enseignement est de 93.

Le système d'enseignement prévu par le Gouvernement n'a pu être développé tant que les enfants n'ont commencé à revenir en grand nombre des centres d'évacuation de Madère, de l'Angleterre, de l'Irlande du Nord, de la Jamaïque et de Tanger.

IV. CONDITIONS ECONOMIQUES

A. - C. Ressources naturelles et production

Il n'existe pas de terrains qui pourraient convenir à l'agriculture et à l'élevage, ni de forêts, ni de pêcheries, ni d'autres ressources naturelles. La production industrielle est inexistante si l'on ne tient pas compte d'activités destinées à répondre à des besoins purement domestiques.

D. Niveau de vie

Le revenu moyen individuel de 5.000 salariés et employés des services de l'administration est approximativement de 250 livres par an. L'indice du coût de la vie des classes laborieuses, par rapport à l'indice 100 en juillet 1939 est passé de 171 à 183 au cours de l'année.

E. Communications et transports

<u>Catégorie des moyens de communications</u>	<u>Importance</u>
Navigation	Nombre de bateaux entrés dans le port : 5.208 Tonnage net : 10.156.888 tonnes
Aviation	Un aérodrome deux services aériens
Routes	12 milles et demi
Téléphone	800 lignes
Télégraphe et câble	2 bureaux

F. Finances publiques

Les dépenses et les recettes de l'administration ont été respectivement de 945.603 livres et 1.384.871 livres.

Les impôts sont dans l'ensemble indirects. Il n'existe pas d'impôt sur le revenu, il n'y a pas de droits d'accise. Les principaux chefs d'imposition sont les suivants :

	<u>Livres</u>
Douanes	228.000
Droits de succession	14.000
Taxes commerciales	9.700
Droits de timbre	6.500
Licences	7.500

G. Banques et crédits

Les renseignements ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

H. Commerce international

La valeur totale des importations a été de 3.880.900 livres. Les articles principaux sont indiqués ci-dessous :

	<u>Livres</u>
Produits alimentaires	1.278.900
Produits manufacturés	971.000
Combustibles	1.012.000
Produits taxés	619.000

Les plus importants des produits alimentaires ont été la farine, le café et la viande. Parmi les produits taxés figurent les parfums, le tabac et l'essence.

Les exportations se sont élevées au total à 120.800 livres; les articles les plus importants ont été les vins qui figuraient pour 50.000 livres et le tabac manufacturé dont la valeur était de 51.200 livres.

La colonie reçoit du Royaume-Uni la plupart des produits dont elle a besoin. Le commerce de réexportation se fait surtout à destination de pays du bassin méditerranéen.

Gibraltar était traditionnellement un port libre, un très petit nombre de produits sont taxables, il existe des tarifs préférentiels d'importation pour les produits provenant de l'Empire et des tarifs réduits pour les boissons alcooliques importées en gros.

I. Programmes de développement

On a terminé, au cours de l'année, l'élaboration d'un plan général d'urbanisme dont une partie intégrante est constituée par un programme de construction à long terme où sont prévus des écoles, des services de santé et des aménagements de centres sociaux de loisirs.

NIGERIA

La Nigeria est située sur la côte occidentale de l'Afrique, le long du golfe de Guinée. Elle s'étend au nord de l'Equateur entre le quatrième et le quatorzième parallèle et se trouve donc entièrement dans la zone tropicale. Elle est bordée au sud par la mer, à l'ouest et au nord par les territoires français du Dahomoy et du Niger et à l'est par le Cameroun, territoire sous tutelle administré par le Royaume-Uni. Dans sa plus grande longueur d'est en ouest elle mesure plus de 700 milles; dans sa plus grande largeur, du nord au sud, elle mesure plus de 650 milles. Elle compte environ 500 milles de côtes et la surface totale du territoire s'élève approximativement à 345.482 milles carrés. On estime que la population est de 21.826.389 habitants (1945).

La Nigeria, y compris le Cameroun, territoire sous tutelle administré par le Royaume-Uni, est divisée du point de vue administratif en quatre régions : (1) les provinces du nord, d'une superficie de 282.000 milles carrés et d'une population de plus de 11 millions d'habitants; (2) les provinces de l'est, 46.000 milles carrés, avec une population d'environ 4.690.000 habitants; (3) les provinces de l'ouest, 45.000 milles carrés, d'une population de plus de 3.800.000 habitants; (4) la Colonie, 1.469 milles carrés, avec une population d'environ 325.000 habitants.

Les provinces du nord, de l'ouest et de l'est constituent le protectorat de la Nigeria. La Colonie, comme son nom l'indique, a le statut juridique d'une colonie.

Outre le Gouvernement central et les quatre divisions régionales indiquées ci-dessus, il faut mentionner les différentes administrations indigènes ou plutôt autorités indigènes, car tel est le terme qu'on emploie pour désigner les chefs indigènes et les conseils indigènes; ces autorités s'acquittent d'un grand nombre de fonctions gouvernementales et elles ont leur budget à part. En dehors des fonctions relatives à la santé publique, à l'éducation et aux travaux publics dont s'acquitte le Gouvernement du territoire, l'administration indigène a ses responsabilités dans ces mêmes domaines de la santé, de l'éducation et des travaux publics.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les races et les relations culturelles

Les relations personnelles entre Européens et Africains sont cordiales et on reconnaît pleinement la nécessité de prendre toutes les mesures possibles afin de maintenir et d'améliorer les relations entre les différentes races.

Dans le discours qu'il a prononcé au Conseil législatif, le 20 mars 1947, le Gouverneur a de nouveau affirmé cette intention du Gouvernement dans les termes suivants :

"Permettez-moi de déclarer sans aucune équivoque que le Gouvernement de la Nigeria est absolument opposé aux mesures discriminatoires fondées sur la race, sous quelque forme qu'elles se présentent; que, dans les questions qui relèvent de sa compétence, il n'en appuiera aucune et que, dans les domaines de la vie publique qui sortent de sa compétence il désapprouve entièrement les mesures discriminatoires fondées sur la race".

Conformément aux lois contre l'application de mesures discriminatoires dans les hôtels, tout détenteur d'une licence pour la vente publique des boissons alcooliques, convaincu d'avoir désavantagé un client en raison de sa race, de sa couleur ou de sa religion, est passible d'une amende et peut être privé de sa licence.

Afin de sauvegarder la situation des populations indigènes, de nouvelles lois sur l'immigration prévoient l'établissement d'un contrôle sur les genres de travail que peuvent entreprendre tous les immigrants non autochtones pénétrant dans le territoire. D'une façon générale, aucun immigrant nouveau n'a le droit d'exercer un emploi que la population indigène est parfaitement capable d'exercer.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La politique du Gouvernement de la Nigeria en matière de travail se fonde sur les conventions de l'Organisation internationale du Travail. La législation du travail représente les normes d'emploi minima qui doivent être appliquées d'une façon générale dans tout le pays. Toutefois, en ce qui concerne le travail, le Gouvernement de la Nigeria ne s'inquiète pas seulement de fixer un minimum légal, il tient compte aussi du travailleur et de sa famille dans l'ensemble des rapports créés par les conditions d'emploi, de son besoin de rémunération en argent, de sa constitution et de son éducation, et des rapports sociaux qu'il peut avoir avec ses camarades et ses employeurs. Il prend également en considération les conséquences permanentes aussi bien qu'immédiates, collectives autant que personnelles du régime de l'emploi.

L'un des éléments essentiels de cette politique est l'établissement de rapports satisfaisants entre patrons et travailleurs, soit grâce à l'influence d'organisations patronales et ouvrières soit par l'établissement d'un niveau minimum des salaires, ou de toute autre condition d'emploi dans les cas où les négociations concernant le travail sont impossibles, en raison de la faiblesse des organismes prévus à cet effet.

Le Service du travail a été établi en 1942; sa création constituait l'une des mesures tendant à mettre en vigueur la politique adoptée en matière de travail. Le Service du travail a le droit d'inspecter les lieux de travail, de faire observer la législation du travail, de contribuer à l'amélioration des rapports entre patrons et ouvriers, de guider les ouvriers dans l'organisation de syndicats, d'avoir des bureaux pour la surveillance et l'enregistrement de la main-d'oeuvre, de combattre le chômage, de promulguer la législation du travail et de protéger les femmes et les adolescents.

Il existe des problèmes spéciaux dus au fait que dans les mines d'étain du nord de la Nigeria, dans l'industrie forestière, dans les plantations de caoutchouc et autres plantations du sud, la main-d'oeuvre est principalement recrutée au loin et qu'il faut lui assurer le logement et, dans certains cas, des rations alimentaires. Dans ces régions, les syndicats sont faibles ou inexistantes. Il y a d'autres problèmes à traiter : par exemple l'affluence des travailleurs à Lagos, l'emploi et la réinstallation des soldats démobilisés. Pour enrayer la tendance toujours croissante des jeunes gens à errer de place en place à la recherche d'un emploi, il existe un système de contrôle et d'enregistrement et les postes vacants sont équitablement répartis entre les différentes bourses du travail.

Les détails que nous donnons sur les salariés ont trait aux manoeuvres, aux ouvriers qualifiés et aux employés. Un manoeuvre gagne en moyenne de 7 pence à 2 shillings 7 pence par jour; un ouvrier qualifié, de 3 shillings 4 pence à 4 shillings 6 pence par jour; un employé, de 5 livres 10 shillings à 7 livres par mois. Pour les manoeuvres, le salaire quotidien était, en 1939, de 3 pence à 1 shilling.

L'ordonnance de 1938 sur les syndicats (Trade Union Ordinance) consacre la légalité de tous les syndicats constitués et enregistrés conformément à ses dispositions. Parmi les avantages que l'enregistrement confère à un syndicat, citons le droit d'organiser des piquets de grève à condition qu'ils ne se livrent à aucun acte de violence, la protection contre les procès pour rupture de contrat et pour torts causés par des actes commis en vue d'un conflit ou au cours de ce conflit.

Il existe 28 syndicats groupant au total 51.212 membres et six organisations patronales groupant au total 154 personnes.

L'ordonnance de 1941 sur les conflits du travail (arbitrage et enquête) (Trades Disputes (Arbitration and Inquiry) Ordinance) prévoit une procédure pour le règlement des conflits du travail. Conformément aux dispositions de cette ordonnance, le commissaire du travail peut nommer un conciliateur ou prendre toute autre mesure nécessaire pour amener un règlement par conciliation.

Si c'est nécessaire, le Gouverneur peut, avec le consentement des deux parties, faire arbitrer le conflit. Il peut également nommer une commission d'enquête chargée de se renseigner et de faire rapport sur toutes les questions dérivant du conflit ou s'y rapportant. On signale pour l'année vingt-quatre conflits industriels. Deux seulement ont abouti à l'arrêt du travail pour plus de quelques jours et ont englobé un nombre important d'ouvriers (mines d'étain, 10.000 ouvriers, 8 jours; les ouvriers ont repris le travail pendant les négociations; arrimeurs et employés, 1.500 travailleurs, 3 mois, les ouvriers se considéraient comme en chômage).

L'ordonnance de 1945 constituant le code du travail (Labour Code Ordinance) contient une législation sur les points suivants :

Travail forcé [≡]

Recrutement des ouvriers [≡]

Contrats de travail [≡]

Travail des femmes [≡]

Travail des enfants [≡]

Travail des adolescents [≡]

Employés et domestiques

Apprentis

Etablissement et protection des salaires [≡]

Assurance-accident du travail pour les matelots

Heures et congés

Rapports entre patrons et ouvriers

Inspection du travail y compris la prévention des accidents [≡]

Rapatriment des ouvriers

L'ordonnance de 1941 sur les accidents du travail (Workmen's Compensation Ordinance) prévoit une indemnité pour certaines classes de travailleurs qu'elle précise.

D'une façon générale, la main-d'oeuvre est abondante. Seule la main-d'oeuvre hautement qualifiée est rare. En 1947, il existait 5 bureaux de placement et d'enregistrement. Le nombre total des travailleurs industriels adultes enregistrés dans ces bureaux était de 16.712. Onze mille cent quatre-vingt-quatre emplois pour adultes ayant été déclarés vacants, 9.217 personnes ont fait une demande et 7.516 ont été acceptées. Mille sept cent trente-sept emplois pour adolescents ayant été signalés vacants, 2.201 personnes ont fait une demande et 1.383 ont trouvé un emploi.

[≡] Note du Secrétariat : Les conventions internationales du travail portant sur ces points sont appliquées.

Des ouvriers hausas et paiens sont attirés en grand nombre de Sokoto et d'autres centres vers la région des mines; les ouvriers ibos, de l'est de la Nigeria fournissent, à l'exploitation forestière et aux plantations, une main-d'oeuvre suffisante.

Dans les territoires espagnols du golfe de Guinée on a recruté au total 2.781 ouvriers. Leurs conditions d'emploi sont régies par un traité conclu en 1942 entre le Gouvernement de la Nigeria et celui des territoires espagnols.

C. Santé publique et hygiène

Parmi les principaux problèmes de santé qui se posent en Nigeria, citons les fréquentes épidémies de variolo, de méningite cérébro-spinale et de fièvre récurrente; les nombreux cas d'helminthiase; les nombreux cas de lèpre, surtout dans le sud de la Nigeria, de maladie du sommeil, surtout dans le nord, et de maladies vénériennes, de pian, de tuberculose; l'insuffisance d'hôpitaux; la nécessité de relever le niveau de l'hygiène personnelle et collective et de la nutrition, surtout chez les populations rurales.

La politique adoptée par le Département en matière de santé consiste, entre autres choses, à créer des équipes mobiles se rendant sur place, à doubler le nombre des lits d'hôpitaux et à établir des centres d'hygiène dans les campagnes. Parmi les mesures qu'il a prises pour mettre en vigueur cette politique, citons l'organisation de deux groupes sanitaires mobiles se rendant sur place, la création d'une école pour la formation du personnel sanitaire formant cent élèves par an; la construction de trois nouveaux hôpitaux et l'agrandissement de trois autres; l'installation de fonctionnaires féminins du service de santé à Maiduguri, Akure, Calabar et Kano pour les accouchements et les soins des enfants, et la formation d'un personnel capable de remplir ces fonctions.

Les services de santé du territoire comprennent une série très importante de services de santé dépendant de l'administration indigène qui prêtent leur concours dans le domaine de la santé et de l'hygiène de leur région. Ils fournissent et organisent des dispensaires et de petites maternités, ils fournissent des inspecteurs subalternes, avec matériel et personnel, qui s'acquittent de tous les travaux d'hygiène de la région.

Des missions de toutes confessions entretiennent plusieurs hôpitaux et de petites maternités. Des centaines d'écoles de ces missions apportent un concours très efficace aux travaux d'hygiène et de santé en enseignant l'hygiène personnelle et collective.

Dans les agglomérations urbaines, des services d'adduction d'eau, dont 15 dépendent de l'administration gouvernementale et 13 de l'administration

indigène donnent plus de 40,500.000 litres d'eau à plus de 1.400.000 personnes. Dans les campagnes, le Gouvernement, l'administration indigène, les missions, les écoles et des particuliers ont fait construire plus d'un millier d'installations de distribution d'eau.

Voici les principales sources du budget de la santé publique :

Gouvernement du territoire	1.159.910 livres
Administration indigène	324.392 "
Gouvernement métropolitain	
(en 1947/48)	334.511 "

Il existe dans le territoire 119 hôpitaux généraux avec 6.618 lits; 156 petites maternités avec 1.767 lits et 510 dispensaires ruraux. On compte 299 médecins, 6 dentistes, 74 garde-malades, 121 pharmaciens, 772 infirmières qualifiées, 382 élèves infirmières, 898 sages-femmes, 701 inspecteurs d'hygiène et 500 employés des dispensaires.

Pour la formation du personnel des services de santé et d'hygiène, citons l'école de médecine de Lagos partiellement reconnue par le Collège royal des chirurgiens d'Angleterre et le Collège royal des médecins de Londres, ainsi que des écoles pour pharmaciens, infirmières, sages-femmes et inspecteurs d'hygiène.

Voici un résumé des statistiques démographiques portant exclusivement sur Lagos, dont la population totale est estimée à 178.700 personnes.

(a) Nombre de décès	3.889
Taux de la mortalité (pour 1.000 habitants)	21,7
(b) Nombre de naissances	8.678
Taux de la natalité (pour 1.000 habitants)	48,6
(c) Taux de la mortalité infantile pour 1.000 enfants nés vivants	125,7
(d) Principales maladies :	
Lèpre	400.000 cas
Dermatoses	180.000 "
Paludisme	108.856 "
(e) Principales causes de décès (à Lagos)	
Pneumonie	309 cas
Paludisme	301 "
Entérite	283 "
Convulsions infantiles	235 "
Tuberculose	234 "

Parmi les épidémies causes de mortalité dans toute la Nigeria en 1947, citons :

Varirole	886 cas
Méningite cérébro-spinale	325 "

Les maladies de carence nutritive proviennent en grande partie du manque de protéine et de certaines vitamines, ce qui produit des ulcères des jambes, l'héméralopie et prédispose à l'helminthiase. Les écoles des campagnes ont l'habitude de fournir ~~normalement~~ un repas de midi contenant, dans la mesure du possible, les ~~suppléments~~ ~~éléments~~ nécessaires.

D. Conditions de logement et programmes

Dans les provinces du nord, à Zaria et à Kaduna, on relève le plan de tous les lotissements afin de décider quels bâtiments doivent être démolis. Dans ces deux villes, ainsi que dans d'autres centres, il est maintenant interdit de construire sans avoir auparavant soumis les plans au Service de santé de l'administration indigène. A Kano Sabon Gari, on a amélioré l'hygiène en cimentant les chemins sanitaires.

Beaucoup de villages, de leur propre initiative, défrichent de larges avenues. Dans un district de l'Emirat du Daura, le plan de tous les villages a été retracé d'après les villages modèles de Kaita et de Daudawa au Katsina. A Minna, un nouveau tracé propre à éliminer le surpeuplement a provoqué une forte demande de nouveaux terrains. On prépare un plan nouveau pour la ville de Lokoja et un chef-lieu entièrement nouveau pour le district d'Igala. Pour les camps des mines du Plateau, le Gouvernement a fixé certaines normes de construction, et tous les camps sont inspectés périodiquement par des inspecteurs du travail et de l'hygiène.

Dans les provinces occidentales, les autorités indigènes ont imposé des règles d'hygiène élémentaire et réglementé également la construction. Dans la province d'Abeokuta, un service chargé de l'urbanisme a été créé conformément à l'ordonnance concernant l'urbanisme et l'aménagement des campagnes en Nigéria.

Dans les provinces de l'est, les services d'urbanisme de Port Harcourt ont mis en train deux plans destinés à porter remède à l'énorme surpeuplement.

Parmi ces projets, il faut citer ceux qui se rapportent à une meilleure répartition des terrains à bâtir, aux services d'hygiène, à l'adduction de l'eau et aux égouts. Le Fonds pour le développement colonial économique et social fournit des subventions s'élevant à 10 pour 100 des frais encourus pour améliorer et retracer les villages.

Dans la colonie on a pris des mesures concernant les taudis de la région de Lagos : règlements précis sur le genre de matériaux de construction à employer, sur la dimension minimum des pièces et la largeur des chemins sanitaires. Le Comité exécutif pour le développement de Lagos a réussi à

éliminer une quantité de taudis et, à l'heure actuelle, on voit à la place des pires taudis de la ville de grandes avenues droites et nettes bordées de maisons bien construites.

En 1947, des experts en matière de récupération des terrains sont venus d'Europe pour examiner les marécages et les fonds des lagunes entourant Lagos. Toute la ville de Lagos a été déclarée zone de construction, ce qui arrête toute espèce de construction qui ne serait pas conforme aux plans prévus pour cette zone. Pour Apapa, on a approuvé un programme de construction prévoyant un quartier d'habitation pour quinze mille personnes ainsi que pour les industries légères, d'excellents emplacements, facilement accessibles par chemins de fer et par eau, et toutes les facilités habituelles d'une ville moderne bien organisée. Ce programme lorsqu'il sera exécuté, diminuera le grave surpeuplement qui sévit actuellement dans Lagos. Pour Ikeja, qui se trouve à proximité du principal aéroport de la Nigeria, le plan d'urbanisme initial a été résolument amélioré de façon à assurer désormais à la ville un développement harmonieux.

E. Assistance sociale et secours

Aucun système d'assistance sociale ne fonctionne dans la colonie. Généralement, les personnes âgées sont entièrement à la charge de leur famille. A Lagos, dans les rares cas où il n'en est pas ainsi, elles sont logées à l'asile des vieillards, petite institution organisée par le Conseil municipal de Lagos.

Pendant l'année 1947, qui a suivi l'entrée en vigueur de l'ordonnance relative aux enfants et adolescents, le fonctionnaire chargé de l'assistance sociale dans la colonie et les fonctionnaires supérieurs ont consacré beaucoup de temps à la coordination, à la surveillance et à la formation professionnelle du personnel subalterne. Le magistrat chargé des tribunaux d'adolescents a entièrement la responsabilité d'organiser la conciliation en cas de désaccord conjugal, de surveiller le remboursement des dots, de percevoir et de verser les pensions alimentaires volontaires et les frais de pensions des enfants, d'enregistrer les décisions prises pour les mineurs et d'organiser les maisons de correction. Le Gouvernement a été saisi d'une proposition tendant à ce que le système Borstal (correction) soit introduit en Nigeria pour les adolescents criminels invétérés.

Dans le service de mise en liberté surveillée, le travail était rendu difficile par le manque de coopération des parents, par le fait que les jeunes gens appartenant à la classe qui fournit le plus de délinquants, sont généralement privés d'une vie de famille normale et stable et par l'inexpérience

des délégués à la liberté surveillée.

A la maison de redressement d'Isheri, on constate des progrès dans la formation des menuisiers, des tailleurs, des ouvriers du bâtiment, des coiffeurs et des cultivateurs. On projette aussi d'y enseigner le tissage.

Des assistants sociaux ont fait une tournée dans la province de Warri afin d'étudier la possibilité d'y créer une organisation destinée à réprimer la traite de mineures pour la prostitution.

Dans les villages, des clubs de garçons et des instituts locaux se développent, fondés sur la coopération entre la population et le service du bien-être social.

Dans les ports, les travaux d'assistance sociale augmentent en importance et en caractère, en raison du nombre croissant des navires qui fréquentent le port de Lagos.

Le programme comporte des sports et des jeux, des subventions financières aux matelots indigents, des visites aux malades et des mesures de surveillance au point de vue des vols commis au détriment des matelots et des pillages à bord. La maison d'accueil de Lagos doit être réorganisée grâce à un don du Fonds de développement colonial économique et social, de façon à devenir plus attrayante pour les matelots. A Yaba, l'organisation de l'école professionnelle pour assistants sociaux est en progrès.

Le chef des services d'assistance sociale de la colonie a soumis au Gouvernement un rapport contenant des suggestions sur l'établissement dans le Protectorat d'un service d'assistance sociale.

Les membres du service d'assistance sociale de la colonie prennent part aux travaux des comités suivants : Comité des permis pour la vente des boissons alcooliques, Comité pour le travail des adolescents, Comité municipal de l'éducation, Comité des éclaireurs, Comité pour la censure des films; Comité des services sociaux de Lagos, YWCA, Association de l'Empire britannique pour la lutte contre la lèpre.

Dans les provinces du nord, en dehors de quelques régions, le soin des vieillards, des indigents et des infirmes a toujours été, dans les régions musulmanes, à la charge des parents; il en est de même, mais peut-être à un moindre degré, dans les régions païennes. Les étrangers indigents, enfants compris, sont généralement rapatriés aux frais de l'administration indigène de leur pays. Les malades indigents sont reçus gratuitement dans tous les hôpitaux. Les compagnies qui exploitent les mines ont nommé de leur propre initiative, un assistant social européen qui s'occupe de cinq cercles africains et coopère avec les membres des organisations ouvrières et des syndicats pour

le règlement des questions concernant le travail et pour la prévention des fléaux sociaux qui résultent de conflits industriels généralisés.

Un grand nombre de cabinets de lecture, de cercles d'études et de clubs athlétiques nouveaux se sont ouverts au cours de l'année. On encourage la Boy's Brigade et le mouvement des Eclaireurs. A Kaduna, des Africains enthousiastes ont créé sans aucune aide extérieure un club de garçons. A New Giwa, centre nouvellement établi dans la province de Zaria, la commune a construit une salle de réunions pour servir de centre récréatif et de local pour les conférences intéressant les villages et les districts.

A Calabar, dans les provinces de l'Est, les travaux d'assistance sociale ont surtout porté sur le problème de la jeunesse indigente et la jeunesse délinquante et les maux correspondants. Citons aussi la surveillance des conditions d'emploi et du travail des enfants, les enquêtes relatives aux différends conjugaux, le soin des prisonniers libérés et des femmes sans moyen d'existence, la création de clubs de jeunesse et d'une auberge pour les matelots européens qui séjournent à Calabar.

Dans les provinces de l'Ouest, où la société repose principalement sur les liens de famille, c'est aux parents qu'incombe le soin des indigents et des infirmes. On voit peu de mendiants, sauf dans les villes plus grandes et ce sont principalement des étrangers venus d'autres régions.

Il n'existe aucun service organisé d'assistance sociale, mais les missions travaillent beaucoup dans ce sens. Les administrateurs (le chef de district et son assistant) remplissent une bonne partie des fonctions d'un assistant social. On essaye de stimuler l'intérêt des villageois pour la vie rurale afin d'encourager la jeune génération à demeurer dans les campagnes au lieu d'émigrer vers les villes où elle ne fait bien souvent que grossir les rangs des chômeurs.

F. - G. Statistiques de la criminalité: description du système pénal.

Les renseignements sur ce point ont été transmis dans un rapport qui a été résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir section IV, I.

III. CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

On a transmis un document officiel de 61 pages intitulé "Mémoire sur les programmes d'éducation au Nigeria".

Voici quelques points de ce mémoire :

- (1) Les programmes d'éducation doivent avoir pour but d'aider les populations à obtenir l'autonomie et de les guider dans ce sens.
 - (2) Le progrès est dû, dans une large mesure, à la coopération entre le Gouvernement et les institutions bénévoles.
 - (3) Pour augmenter les possibilités d'éducation, la coopération active des populations intéressées est nécessaire.
 - (4) Il conviendrait de développer les organismes pédagogiques locaux et d'y envoyer des représentants des autorités indigènes.
 - (5) La grande majorité des enfants devrait pouvoir profiter de quatre années d'enseignement primaire du degré inférieur.
 - (6) Ces écoles devraient fournir des élèves pour les écoles primaires du degré supérieur.
 - (7) Il faudrait des écoles secondaires organisées par l'administration centrale, et il serait souhaitable de passer du régime des missions subventionnées par le Gouvernement à la création d'institutions autonomes.
 - (8) A l'échelon supérieur, il conviendrait de consacrer des sommes généreuses aux bourses d'étude et de prendre toutes les mesures permettant d'élever le niveau des professeurs des écoles secondaires.
 - (9) Il faudrait donner à l'enseignement des sciences une place plus importante dans les écoles secondaires.
 - (10) Il serait bon de développer les écoles des villages afin de former des maîtres et un personnel propres à l'éducation des régions agricoles et rurales.
 - (11) Il faudrait essayer de remédier par l'éducation technique au manque d'artisans hautement qualifiés.
 - (12) Il serait bon d'organiser, à partir des besoins de certains villages, des cours d'adultes dans des régions soigneusement choisies.
- Autrefois, l'éducation était entre les mains des missionnaires et des fonctionnaires du Gouvernement. Peu à peu, et de plus en plus, les populations locales se chargent de cette tâche.
- A l'exception des provinces musulmanes du nord et de quelques régions arriérées du sud, la population prend toutes les initiatives nécessaires pour développer le régime scolaire. Le principal problème est de fournir à la population ce qu'elle demande.

En ce qui concerne les écoles des institutions bénévoles, connues autrefois sous le nom d'écoles des missions, la population indigène s'occupe en grande partie des détails d'organisation. Dans les écoles du Gouvernement, tous les directeurs de l'instruction sont africains.

Les communes sont chargées en grande partie de fournir et d'administrer les fonds destinés aux écoles, sauf pour ce qui est des écoles du Gouvernement.

Autrefois, les fonds des missions provenant d'outre-mer subvenaient en grande partie aux dépenses des écoles, mais ils tendent aujourd'hui à diminuer.

Voici le total des sommes dépensées pour l'enseignement par le Gouvernement du territoire et par les provinces (y compris les dépenses pour le Cameroun sous tutelle du Royaume-Uni) :

	<u>Livres</u>
Gouvernement territorial	113.141
Provinces de l'Est	618.610
Provinces de l'Ouest	582.831
Provinces du Nord	<u>159.489</u>
TOTAL	1.474.071

Les institutions bénévoles se chargent en grande partie de la formation des instituteurs. Les écoles et les centres de formation des institutions bénévoles reçoivent d'importantes subventions, y compris une subvention par tête et d'autres subventions renouvelables, ainsi que des subventions pour les bâtiments qui peuvent aller jusqu'à 100 pour 100 du total des frais de construction. Elles reçoivent également des subventions du fonds pour le développement colonial, économique et social, et des fonds locaux institués en vue du plan décennal de développement.

Des renseignements concernant les bâtiments scolaires et autres aménagements, ainsi que les programmes et les langues d'enseignement ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

L'enseignement supérieur est assuré, sur le territoire, par l'Institut des hautes études de Yaba et l'Université d'Ibadan. L'Institut technique a également l'intention de donner des séries de cours d'un niveau élevé sur des sujets industriels et autres questions pratiques.

Les Universités du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Etats-Unis d'Amérique ont ouvert leurs portes aux étudiants de la Nigeria. Le Gouvernement donne des bourses qui couvrent toutes les dépenses des étudiants et assure également la vie des personnes à leur charge demeurées

en Nigeria. L'enseignement élémentaire populaire et les cours d'adultes sont donnés par l'intermédiaire d'organisations tribales existantes. On a déterminé neuf régions où la lutte contre l'analphabétisme est particulièrement nécessaire et où elle peut intéresser la population, et on espère que les premiers travaux qui s'effectueront dans ces régions auront des répercussions qui permettront d'étendre la portée de la campagne. Dans les provinces du nord, la Gaskiya Corporation produit déjà des brochures éducatives en langue hausa et se propose d'en publier en langue tiv et autres dialectes. Dans les provinces du sud, des travaux de traduction sont en cours et on espère établir bientôt des bureaux. Dans cette région, l'enseignement de l'anglais et de l'arithmétique figure maintenant aux programmes.

Dans les centres commerciaux et les instituts techniques, on s'occupe de l'orientation professionnelle, qui constitue l'un des points les plus importants du programme de développement scolaire; on lui a déjà affecté une subvention du Fonds de développement colonial économique et social et des crédits ont été votés sur les revenus normaux.

Selon les programmes d'apprentissage du Gouvernement, la formation professionnelle prend de 3 à 5 ans et comporte un stage pratique dans l'industrie du bâtiment et dans les entreprises commerciales ou les ateliers du Gouvernement. Dans les instituts techniques, les apprentis reçoivent une éducation théorique plus avancée.

Dans les provinces du nord, où la population s'élève à environ 11 millions de personnes, moins de 70.000 enfants fréquentent les écoles et les essais d'éducation populaire n'atteignent que 16.000 adultes. Dans certaines régions des provinces du sud, le pourcentage des personnes sachant lire et écrire est assez élevé.

On compte 656.000 élèves dans les écoles primaires, 8.750 dans les écoles secondaires, 2.500 dans les écoles normales et 108 étudiants à l'Institut des hautes études de Yaba.

L'enseignement élémentaire dure quatre ans. On estime à 1.700.000 le nombre des enfants qui sont d'âge à suivre ce cycle de quatre ans. Ainsi, 40 pour 100 environ des enfants du territoire pourraient bénéficier de quatre années d'école primaire, si on employait à cette fin toutes les ressources des écoles.

Il y a dans le territoire 4.441 professeurs et instituteurs diplômés ou porteurs de certificat, 25.313 instituteurs sans diplôme et 65 fonctionnaires du Gouvernement nommés auprès des institutions pédagogiques.

Parmi les diplômes des professeurs, on compte des diplômes universitaires, des diplômes pédagogiques, des certificats du Ministère de l'éducation, des certificats d'instruction ménagère du Ministère de l'éducation, des diplômes pour la méthode Froebel et des diplômes de l'école supérieure de la Nigeria pour professeurs de l'enseignement secondaire.

Il existe 18 écoles assurant quatre années d'enseignement primaire supérieur, 22 écoles donnant deux ans d'enseignement primaire, 12 assurant un ou deux ans d'enseignement préliminaire et 2 écoles pour les maîtres d'éducation rurale. Dans les provinces du nord, il existe aussi 12 classes de formation pédagogique attachées aux écoles. On donne également des bourses pour l'étranger aux candidats qui veulent obtenir des diplômes universitaires, des diplômes du Ministère de l'éducation, des diplômes et certificats pédagogiques de l'Institut pédagogique de l'Université de Londres.

La proportion du nombre d'élèves par rapport au nombre de professeurs est, pour le territoire, de 22 à 1. Pour chaque élève, on dépense approximativement 2 livres 2 shillings par an. Le Gouvernement publie chaque mois 60.000 exemplaires du Nigerian Children's own paper, et chaque semaine 39.000 exemplaires de la Nigeria Review (Revue de la Nigeria). Le Journal contient des articles simples et des illustrations sur les peuples des autres pays et leur manière de vivre; la Revue explique la politique du Gouvernement, donne quelques renseignements de fait sur des sujets tels que les institutions célèbres des autres pays et les traditions, coutumes, arts et métiers et industries de la Nigeria. On a également publié, avec grand succès, une série d'articles pour enseigner l'anglais.

Dans les provinces du nord, la Gaskiya Corporation, organisée sur l'initiative du Gouvernement, publie un hebdomadaire en hausa et administre une section de littérature.

Le Service de la propagande fait passer dans les écoles des films documentaires. Dans différentes régions du pays, il existe de petits musées locaux qui contiennent surtout des objets gravés, des terres cuites et de la pierre sculptée. On a voté un crédit de 25.000 livres pour retrouver en Allemagne des spécimens d'oeuvres d'art de la Nigeria.

Les renseignements transmis sous le titre "Autres informations utiles" n'ont pas été résumés.

Pour les renseignements touchant les programmes de développement, voir section IV, I.

IV. CONDITIONS ECONOMIQUES

A. - C. Ressources naturelles et production

Sur la superficie totale, qu'on estime à 372.674 milles carrés ² 25.000 milles carrés sont cultivés chaque année, et produisent principalement du cacao, de l'huile de palme, des ignames, du manioc, du coton, du sorgho, du millet et des arachides. Etant donné que les cultures se déplacent, le territoire qui demeure en jachère représente environ neuf fois la superficie du territoire cultivé. Les hautes forêts dont l'étendue est limitée, produisent des acajous, et les savanes boisées du bois de construction de petite dimension et du bois de chauffage pour la population locale.

Parmi les ressources minérales de la Nigéria, on compte l'étain, la columbite, l'or et le charbon.

Voici la superficie présumée des terrains qui fournissent les principales récoltes et les chiffres de la production :

<u>Produits</u>	<u>Superficie</u>	<u>Production totale moyenne</u> (en tonnes)
Arachides	2.675.000	551.000
Huile de palme)	2.600.000	290.000
Amandes palmistes)		220.000
Igname	1.418.000	3.545.000
Sorgho et millet	11.370.000	2.540.000
Manioc	945.000	3.000.000
Maïs	750.000	134.000
Coton	700.000	50.000
Cacao	500.000	95.000

Si l'on en juge par les relevés relatifs au cheptel pour 1947, il existait dans le territoire environ 3.731.545 bovidés; 2.327.958 moutons; 5.370.880 chèvres, plus de 250.000 chevaux et 500.000 ânes. On estime que ces relevés sont au-dessous de la vérité et que le chiffre exact serait de 15 pour 100 supérieur en ce qui concerne les bovidés et de 50 pour 100 supérieur en ce qui concerne les chèvres.

² Note du Secrétariat: y compris le Cameroun sous tutelle des Nations Unies (27.192 milles carrés)

Dans les hautes forêts de la Guinée, au sud, les plus hauts des arbres s'élèvent à 60 mètres et souvent d'autres essences ombreuses et plus basses poussent en-dessous. Au nord des hautes forêts se trouve la savane de la Guinée où poussent de grandes herbes et quelques arbres. La zone du Soudan qui constitue le reste du pays, à l'exception de l'extrême pointe, au nord-est, est couverte d'une savane plus sèche mais nullement aride.

Les grands bois de charpente ne sont produits en quantité suffisante pour le commerce et l'exportation que dans la zone des hautes forêts, mais on en extrait une quantité considérable pour l'usage des populations locales, dans les forêts de la périphérie. L'exploitation commerciale du bois ne fait l'objet de concessions que dans des régions très nettement définies. Il faut également obtenir un permis pour abattre tout arbre à l'usage de la population locale. Les concessions pour l'exploitation desquelles un capital est nécessaire, sont surtout entre les mains de compagnies européennes, mais l'abattage individuel des arbres est une industrie locale entièrement exercée par les scieurs de long nigériens. Le nombre d'arbres abattus chaque année par des bûcherons détenteurs de permis individuels est environ le double de celui des arbres abattus dans les concessions. La région des savanes de la Guinée et du Soudan est une source importante de bois de faible dimension, poteaux ou bois de chauffage. Mais ces forêts ne peuvent être exploitées commercialement si ce n'est comme matières premières pour des produits dérivés du bois comme le charbon de bois.

On encourage la conservation du sol. Dans les provinces du sud on emploie un système de hauts talus étayés qui a donné de très bons résultats. Dans les provinces du nord où l'on favorise l'emploi des véhicules tirés par des boeufs, on a recours à un système simple de larges terrasses entourées de levées de terre. Dans la province du Plateau, on répare les dégâts causés par l'exploitation de mines et l'érosion provoquée par l'excès de culture et d'élevage. Les Services de l'agriculture et des forêts coopèrent pour empêcher le ravinement des terrains de la province d'Onitsha.

La législation sur la conservation des forêts impose la protection de certaines essences dont la liste est indiquée, et comprend toutes celles qui présentent une importance au point de vue économique. On procède à des remises en état afin de maintenir les forêts et les bois naturels en état de produire.

On signale pour la transformation des produits l'usage de machines telles que: pressoirs à main pour l'huile de palme, machines pour casser les noix de palme, concasseurs simples actionnés par des animaux pour le sucre de canne, rizoires mécaniques. On a commandé, pour faire des essais, un nombre considérable de tracteurs et de machines de toutes sortes.

Le centre de recherches sur l'huile de palme, situé près de Bonin dans le sud de la Nigeria, procède, avec l'aide d'une subvention du Fonds de développement colonial économique et social, à des travaux relatifs à la culture et à la sélection des palmiers producteurs d'huile afin d'augmenter la capacité productive en ce qui concerne aussi bien l'huile de palme que l'amande palmiste. On travaille également sur la culture et la sélection du cacao, du coton, des arachides, du manioc, des légumineuses et du sorgho.

Dans les provinces du nord, l'Administration de l'agriculture, en collaboration avec l'Administration vétérinaire, opère sur le plan local la sélection des bestiaux en vue de la reproduction, et dans le sud et le centre du pays, elle fait des expériences sur les types de bestiaux capables de résister au trypanosome. On encourage l'élevage des porcs et on a établi, avec l'aide d'une subvention du Fonds de développement colonial économique et social, un centre d'élevage des volailles et un centre expérimental.

En ce qui concerne la lutte contre les fléaux qui s'attaquent aux plantes et aux animaux, les sections botaniques et entomologiques du Département s'occupant de certaines maladies du cacaoyer qui produisent le gonflement des pousses et le noircissement des cabosses, de la lutte contre le hasiodrama sericorno, charançon qui s'attaque aux réserves de cacao, l'héliopeltis et le ver du coton (Anthrenus grandis). Le centre de recherches sur l'huile de palme procède à des recherches sur le chrysops; dans les provinces de Bornu et Adamawa, on localise les points infestés par les sauterelles et d'où elles pourraient se répandre.

Il existe dans le territoire deux écoles pour la formation du personnel subalterne du Département de l'agriculture, une école agronomique donnant deux ans d'études, trente et une stations expérimentales et centres agronomiques et soixante-huit fermes modèles.

Parmi les renseignements transmis figure une longue liste de documents contenant des lois, des règlements et des décisions de principe concernant le régime foncier.

En 1925, le Gouverneur de l'époque a affirmé de nouveau les grandes lignes de la politique fixée par Lord Lugard en ce qui concerne la terre,

Il s'est opposé par exemple à la suggestion tendant à ce que le Gouvernement accorde aux compagnies une position qui leur permettrait d'acquérir un grand nombre de terres en propriété perpétuelle ou à très-long bail, afin d'y faire des installations pour la production de l'huile de palme et des amandes de palme. Il a expliqué que le Gouvernement, s'il acceptait une telle proposition, irait à l'encontre de l'un des principes fondamentaux de sa politique en vendant et en louant à des personnes qui n'y ont aucun droit des terrains qui ne lui appartiennent pas. Ce serait le début d'une mainmise des propriétaires européens sur les régions rurales de la Nigéria. "J'espère très sincèrement que la politique agraire du Gouvernement, qui constitue la clé de voûte de tout l'édifice de la propriété indigène... ne sera jamais modifiée ou abandonnée, quelle que soit l'énergie avec laquelle on affirme que cette mesure est imposée par des intérêts économiques."

La loi aussi bien que l'usage administratif, sont avant tout orientés vers la protection des intérêts de la population indigène et, par suite, on peut dire qu'ils ne sont menacés par aucune mesure discriminatoire fondée sur la race, la couleur ou la religion.

Le régime des terres varie beaucoup en Nigéria, de la propriété collective à la propriété individuelle libre, telle qu'on l'observe en Angleterre, en passant par les différentes catégories de propriétés familiales.

Il n'y a pas de grands propriétaires terriens en dehors des autochtones et, de même, à l'exception de deux propriétés louées à long bail, toutes les plantations et tous les centres d'élevage sont aux mains des autochtones.

Un grand nombre d'autorités indigènes accordent des facilités spéciales de crédit pour l'échat des bestiaux, des outils et des machines. Un système de crédit coopératif s'est organisé sous le contrôle du secrétaire des sociétés coopératives.

Les produits qui s'achètent pour l'exportation, tels que le cacao, les produits du palmier, le caoutchouc, les arachides et le coton sont soumis à une inspection et font l'objet d'un classement, conformément aux décrets du Gouvernement. Un prix minimum est affiché et imposé pour chaque catégorie. Le Département de l'agriculture a fourni une assistance spéciale pendant les premières phases de l'exploitation commerciale d'un produit nouveau tel que le gingembre et les piments qu'on achète pour l'exportation, les pommes de terre et la cassonade qu'on produit pour le marché intérieur.

On a créé un Service géologique dont le personnel technique et d'exploration comprend des Africains.

Voici les chiffres de la production des principaux minéraux

	<u>Production</u>	
Cassitérite	12.597 tonnes	longues
Columbite	1.286 "	"
Galène	91,50 "	"
Sphalérite	10 "	"
Tantaline	3,71 "	"
Wolframite	3,22 "	"
Or	2.503	onces troy (77,680 kg.)
Charbon	379.354	tonnes

La moitié du revenu des mines situées dans la zone de la Compagnie du Niger est versée aux successeurs de la Compagnie royale du Niger.

Sur les quinze centrales électriques du territoire, 11 appartiennent au Gouvernement et 4 aux autorités indigènes.

En ce qui concerne les produits laitiers, on a l'intention d'élargir considérablement le programme de fabrication du beurre pour la consommation intérieure. Le développement de l'industrie du savon est ralenti par la crise mondiale de soude caustique.

En ce qui concerne l'artisanat, dans les trois centres textiles, des fonctionnaires chargés des textiles donnent des indications sur la technique du filage et du tissage, sur l'usage du métier et l'emploi des colorants synthétiques. Les villages exportent une assez grande quantité de nattes de raphia, principalement celles que manufacture la Société coopérative Ikot-Ekpene.

Le Comité de développement local de la Nigeria qui dispose de 250.000 livres par an pour cinq ans, a donné des subventions pour un programme de colonisation, la construction d'une scierie, l'installation de corroyeurs et de menuisiers, l'amélioration des routes, etc... En outre; le Fonds pour le développement colonial économique et social a accordé des subventions aux municipalités et aux autorités indigènes à titre de réciprocité et au prorata des services rendus par celles-ci, soit directement, soit sur leur initiative.

D. Niveaux de vie

Voici quels sont les prix de détail du boeuf et du riz :

	<u>Lagos</u>	<u>Calabar</u>	<u>Sokoto</u>	<u>Jos</u>
Boeuf (une livre)	1 shilling	10 pence	6 pence	8 pence
Riz (une livre)	6 pence	5 pence	3 pence	--

E. Communications et transports

Il existe sur le territoire 126 bureaux de poste se chargeant des mandats et du service télégraphique, et 6.105 bureaux de téléphone.

Le Gouvernement a accordé 1.687 permis pour la détention d'appareils de radio; à la fin de l'année, les services de radiodiffusion comptaient 6.230 abonnés.

La longueur totale du réseau routier étant de 24.659 milles, on compte 18.400 milles de routes utilisables en toutes saisons.

La longueur totale du réseau ferré est de 1.903 milles.

Il existe 14 aérodromes capables de recevoir un service régulier d'avions. La British Overseas Airways Corporation assure cinq fois par semaine dans les deux sens le service Nigeria-Royaume-Uni. Air-France et la Compagnie KLM (Ligne royale néerlandaise) ont deux services hebdomadaires. Air-France organise également le ravitaillement en essence par Kano et Lagos et assure la liaison avec les territoires de l'Afrique occidentale française. Plusieurs compagnies à charte dont les avions se rendent en Afrique du Sud et en Afrique centrale font escale en Nigeria. La West African Airways Corporation a été la première à toucher par avion les principaux centres de population de la Nigeria.

Des paquebots de compagnies britanniques, néerlandaises, françaises et américaines ont mouillé dans les ports de la Nigeria au cours de l'année. Le territoire offre un réseau navigable de 6.000 km.

F. Finances publiques

Les renseignements transmis fournissent des détails sur les estimations de recettes et de dépenses. Le revenu est évalué à 18.213.170 livres et les dépenses à 17.908.200 livres.

Parmi les principales sources d'impôt figurent l'impôt sur le revenu, l'impôt général et l'impôt sur le bénéfice.

Le taux de l'impôt sur le revenu se répartit comme suit:

<u>Revenu imposable</u>		<u>Taux de l'impôt</u>	
		Shillings	pence
Par livre jusqu'à	200 livres	0	4 1/2
" " pour la tranche suivante de	200 "	0	9
" " " " " "	" 200 "	1	1 1/2
" " " " " "	" 200 "	1	6
" " " " " "	" 400 "	3	0
" " " " " "	" 800 "	4	6
" " " " " "	" 1.000 "	6	0
" " " " " "	" 1.000 "	7	6
" " " " " "	" 1.000 "	9	0
" " " " " "	" 5.000 "	11	3
Par livre au dessus de	10.000 "	15	0

ou 4 1/2 pence par livre de revenu total, si la somme ainsi perçue est supérieure.

Toutes les compagnies paient l'impôt sur les bénéfices au taux de 7 shillings 6 pence par livre.

G. Banques et crédit

Le nombre des banques est indiqué. Il existe sur le territoire 120 bureaux de caisse d'épargne postale avec 142.276 titulaires de compte; le total des sommes déposées dans l'année s'élève à 1.075.736 livres. Le taux minimum pratiqué par les banques pour l'escompte ou l'intérêt des prêts à court terme est de 5 pour 100.

H. Commerce international

Le total des importations s'élève à 39.421.512 livres: 1.328.094 livres sterling pour les denrées alimentaires et 10.204.031 livres sterling pour les vêtements. Les principaux articles alimentaires d'importation ont été le sel (675.110 livres), le poisson (222.748 livres) et les biscuits (201.329 livres).

Le total des exportations s'élève à 38.369.076 livres sterling. Les principaux produits exportés sont les suivants:

	<u>Quantité</u> <u>Tonnes</u>	<u>Valeur</u> <u>Livres</u>
Cacao	110.793	10.650.131
Arachides	255.866	6.270.047
Amandes palmistes	316.376	6.203.944
Minerai d'étain	14.090	4.091.149
Huile de palme	125.954	3.241.936

Les marchandises d'importation (à l'exclusion des lingots de métaux précieux, des espèces monnayées et des devises) provenaient surtout des pays suivants :

	<u>Livres</u>
Royaume-Uni	16.163.755
Etats-Unis d'Amérique	5.755.062
Inde	2.027.116
Pays-Bas	1.456.832
Italie	1.259.577

Les exportations de la Nigeria (à l'exclusion des espèces monnayées et des devises) ont été dirigées principalement vers les pays suivants :

	<u>Livres</u>
Royaume-Uni	28.087.048
Etats-Unis d'Amérique	5.972.731
Pays-Bas	1.176.499
Canada	497.284

Les statistiques du commerce données ci-dessus concernant la Nigeria et le Cameroun sous tutelle britannique. Il est impossible d'indiquer à part les chiffres relatifs à la Nigeria, étant donné que la plus grande partie des importations du Cameroun et une partie de ses exportations passent par les ports de la Nigeria et ne peuvent être identifiées.

Voici la liste des tarifs douaniers imposés pour les trois principales catégories d'importation:

Denrées alimentaires	1 penny à 4 shillings 2 pence par livre poids
Vêtements	4 pence à 1 shilling sur chaque article ou <u>ad valorem</u> 16 2/3 pour 100 si la somme ainsi obtenue est plus élevée
Cotonnades	2 pence à 9 pence par yard carré

I. Programmes de développement

Le Gouvernement britannique a transmis un mémorandum imprimé de 157 pages avec carte, intitulé "Plan décennal de développement économique et social pour la Nigeria, 1946."

L'un des traits saillants de ce plan décennal de développement économique et social est le fait que la grande majorité des programmes qui le constituent ont trait au développement économique. Tout grand programme de développement pour un pays économiquement arriéré est voué à l'échec s'il ne prévoit pas que le développement économique fournira, au moins en partie, les fonds nécessaires aux programmes de développement social.

Pendant l'année 1947, on a creusé 379 puits nouveaux, construits 80 réservoirs et 58 digues et travaux de moindre importance. On a élaboré des plans pour Ilorin et Iwo et les programmes relatifs à Minna, Warri, Socoto, ainsi qu'à l'agrandissement des digues et barrages de Jos sont en voie d'exécution.

On a poursuivi l'exécution du programme relatif à l'extension des services fournis par les hôpitaux, au traitement généralisé des épidémies et maladies endémiques par des équipes sanitaires mobiles, à l'établissement de centres d'hygiène ruraux et à la formation du personnel nécessaire. Les travaux de drainage pour la lutte contre le paludisme et le plan d'assainissement des marais de la région de Lagos sont terminés. Un groupe de recherches de l'Association de l'Empire britannique pour la lutte contre la lèpre (British Empire Leprosy Relief Association) s'est établi à Uzuakoli dans la province de Owerri. On signale aussi des progrès dans le domaine des recherches pathologiques et physiologiques.

Les plans d'urbanisme et de reconstruction des villages ont été mis à exécution dans la province de Bauchi, où l'on a construit six villages et tracé les plans de 1.200 camps, ainsi qu'à Port Harcourt.

Le plan de développement scolaire prévoit le développement de l'instruction publique : approximativement 1.900.000 livres; il prévoit également l'assistance aux institutions pédagogiques volontaires (2.100.000 livres); un enseignement technique gouvernemental (1.200.000 livres); et, pour les provinces du Nord, un plan quinquennal supplémentaire ayant pour objet principal la formation du personnel enseignant (500.000 livres). L'exécution de ces plan s'est poursuivie.

En ce qui concerne le développement de l'agriculture, on a installé des fermes modèles à Yola et Maiduguri, un centre d'élevage des volailles à Oyo, et on a mis en oeuvre un plan de drainage et d'irrigation à Bida. Dans les provinces de l'Est, on a fait des démonstrations de l'usage de la

chaux et des expériences relatives aux engrais. Le plan d'exploitation agricole de Bamenda-Cross River-Calabar progresse de façon satisfaisante.

Le programme vétérinaire prévoit le développement général de l'élevage et comporte des recherches sur le traitement des maladies du bétail, sur l'immunisation massive, sur l'amélioration des espèces et l'étude du genre de bétail le mieux adapté aux différentes parties du pays. On a poursuivi la création de centres d'amélioration du bétail et de centres d'immunisation.

Dans les forêts du Bénin, l'abattage des arbres est maintenant complètement surveillé et on a délimité des réserves dans le Bénin, l'Ondo et les provinces du plateau. Dans les provinces du Nord, des scieries se sont installées dans les forêts de Jemma et dans la province de Zaria. L'école forestière a pris de l'extension pour former en plus grand nombre un personnel subalterne.

Conformément aux programmes de développement pour la production minérale et industrielle, une fabrique de contreplaqués s'est construite à Sapele, une brasserie est en construction à Apapa, et on projette la construction d'une fabrique de jus d'oranges à Umushia; on entreprend l'exécution de nouveaux plans d'électrification et d'agrandissement des centrales électriques existantes; l'industrie textile est en voie de développement.

Grâce à une subvention libérale votée par le Fonds de développement colonial économique et social, on procède à des travaux de prospection et à des expériences concernant les ressources minérales du territoire.

Les fonds nécessaires pour la mise en vigueur du plan de développement proviendront d'une subvention de 23.000.000 de livres du Fonds colonial, d'un prêt de 16.000.000 de livres du Gouvernement de la Nigeria et d'environ 16.000.000 de livres provenant du revenu du territoire.

Voici la liste de quelques-unes des principales dépenses projetées pour les années 1946-1947 à 1956-1957 :

	<u>Livres</u>
Adduction d'eau	8.062.000
Routes	7.046.300
Electricité	1.544.200
Services médicaux et d'hygiène	6.628.287
Enseignement	5.326.503
Agriculture, médecine vétérinaire et forêts	3.229.641
Industries textiles paysannes	141.000
Organisation d'assistance sociale	384.000
Pêcheries	157.000
Urbanisme et reconstruction des villages	332.000

RHODESIE DU NORD

La Rhodésie du Nord, pays formé en majeure partie de hauts plateaux couverts de forêts clairsemées, s'étend au nord du fleuve Zambèze et est bornée au nord par le Territoire du Tanganyika et le Congo belge, à l'est par le Nyassaland et le Mozambique, au sud, par la Rhodésie du Sud et le Sud-Ouest Africain et à l'ouest par l'Angola. Sa superficie est de 287.680 milles carrés et le nombre de ses habitants est évalué à 1.700.000.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Dans la plus grande partie de la Rhodésie du Nord, à l'exception des régions industrielles, les contacts entre Africains et Européens sont limités et les relations culturelles et sociales entre les deux races sont peu importantes.

L'article 25 (I) du Northern Rhodesia Order in Council (arrêté ministériel), de 1924, stipule qu'aucune législation discriminatoire (à l'exception des lois relatives à la fourniture d'armes, de munitions ou d'alcool) ne pourra être mise en vigueur sans la sanction du Secrétaire d'Etat.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La politique suivie par le Gouvernement vise à l'établissement de relations harmonieuses entre les patrons et les ouvriers et au règlement pacifique des conflits du travail.

En vue de faciliter la création d'organes représentatifs des travailleurs africains, un Ministère du travail a été organisé en 1940. A l'exception d'un syndicat d'employés de magasin africains, il n'existe pas de syndicat africain. Les Africains peuvent toutefois être élus membres de comités d'entreprise ou d'organismes similaires, qui sont consultés par les patrons.

Les travailleurs européens dans les mines et les chemins de fer sont pleinement représentés par des syndicats. Le Syndicat des mineurs a récemment décidé de constituer des sections africaines faisant partie intégrante de ce syndicat.

Dans l'industrie minière, les Européens gagnent en moyenne de 53 (ouvrier de surface) à 59 Livres sterling par mois (ouvriers du fond), ainsi que des allocations de vie chère, des paiements pour heures supplémentaires, des primes de congé, etc... Les Africains gagnent de 37 (ouvriers de surface) à 45 shillings par mois (ouvriers du fond) et sont nourris et

logés gratuitement, ce qui porte leurs salaires réels à environ 6 livres sterling 15 shillings (jour) à 7 livres sterling 6 shillings (fond). Dans les autres secteurs d'activité, les Européens gagnent de 38 à 78 livres sterling par mois et les Africains de 35 à 75 shillings, y compris la nourriture et le logement. Dans certaines régions, les Africains travaillant dans l'industrie du bâtiment ou l'industrie mécanique ont droit à un salaire minimum de 22 shillings 6 pence.

Dans la Rhodésie du Nord, il n'existe pas de législation locale régissant l'organisation du travail, mais en vertu d'actes législatifs du Parlement impérial qui ont été appliqués au territoire, les syndicats ouvriers ont obtenu la reconnaissance juridique.

La Chambre des mines est la seule véritable association d'employeurs existant dans le territoire.

La loi relative au règlement des conflits du travail, s'appuie sur le Conciliation Act de 1896, du Parlement impérial. Les différends sont réglés par voie de conciliation ou par renvoi à un arbitre à l'intervention du Conseiller industriel dans le cas de différends entre Européens, et à l'initiative du Commissaire du travail lorsque des travailleurs africains sont mis en cause.

Les principales lois du travail sont les suivantes :

Ordonnance sur l'emploi des indigènes (<u>Employment of Native Ordinance</u>)	
Ordonnance sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants (<u>Employment of Women, Young Persons and Children Ordinance</u>)	1933
Ordonnance sur l'apprentissage (<u>Apprenticeship Ordinance</u>)	1943
Ordonnance sur le salaire minimum (<u>Minimum Wage Ordinance</u>)	1932
Ordonnance sur les accidents du travail (<u>Workmen's compensation Ordinance</u>)	1944
Ordonnance sur les établissements industriels (<u>Factories Ordinance</u>)	1942
Ordonnance sur les employés de magasins (<u>Shop Assistants Ordinance</u>)	1937
Ordonnance sur la silicose (dispositions provisoires) (<u>Silicosis (Temporary Arrangements) Ordinance</u>)	1945

ainsi que les règlements pris en vertu de ces ordonnances.

L'application et l'observation des lois du travail susmentionnées sont assurées par des inspecteurs du travail, par des inspecteurs des mines et des établissements industriels et par des fonctionnaires de l'administration provinciale et de la police. Il existe un commissaire pour les

accidents du travail auquel sont soumis les rapports sur les accidents du travail. L'ordonnance sur la silicose (dispositions provisoires) est appliquée par le Bureau de la silicose et par le Comité d'indemnisation de la silicose où siègent les représentants des employeurs et des ouvriers.

A la fin de 1947, l'effectif des travailleurs africains se répartissait comme suit : 56.000 dans l'industrie lourde, 14.000 dans les exploitations agricoles européennes, 30.000 dans le commerce, le service domestique et le Gouvernement. La pénurie de main-d'oeuvre s'est fait sentir dans les fermes particulièrement à l'époque des semailles et de la récolte.

Il n'existe pas d'organisation chargée du recrutement des travailleurs étrangers, et il n'est pas mis d'entraves aux migrations. Au nombre des travailleurs immigrants figurent 5.000 travailleurs venus de l'Afrique équatoriale portugaise, 5.500 du Nyassaland et 2.000 respectivement du Tanganyika et du Congo belge.

L'émigration se fait principalement en direction de l'Union Sud-Africaine et de la Rhodésie du Sud. L'émigration en Rhodésie du Sud est libre; celle en direction de l'Union est soumise en partie à une réglementation, étant donné qu'il existe un accord pour le recrutement dans le Barotseland de 3.500 ouvriers africains engagés pour 12 mois dans les mines du Witwatersrand.

On envisage d'adopter une législation régissant les migrations de travailleurs et portant institution d'un système de paiement différé des salaires en application d'un accord tripartite conclu entre les deux Rhodésies et le Nyassaland.

Les mines attirent un nombre considérable de travailleurs indigènes.

C. Hygiène et santé publique

Indépendamment de la nécessité de renforcer le personnel du service de santé pour le mettre en mesure de faire face à l'accroissement de ses tâches dans le domaine médical et sanitaire, les problèmes suivants ont retenu tout particulièrement l'attention des autorités intéressées : maladies vénériennes, maladie du sommeil, nutrition, silicose, soins dentaire, tuberculose, traitement de la lèpre et des maladies mentales, enseignement de l'hygiène.

En 1947, les dépenses afférentes à la santé publique étaient les suivantes :

	<u>Livres sterling</u>
Prévisions totales des dépenses du Service de santé	307.996
Dépenses totales réelles du Service de santé	274.662,13 sh.8d.

Livres sterling

Subvention du Fonds de développement colonial économique et social	22,836
Dépenses engagées sur cette subvention	9.970 15sh.3d.

Dans le territoire, les Européens peuvent se faire soigner dans 12 hôpitaux gouvernementaux ou privés (500 lits); 26 hôpitaux (2.249 lits) sont réservés aux Africains.

Il y a 109 praticiens agréés, 14 dentistes et 175 infirmières et sages-femmes. Il n'existe pas de centre de formation de médecins et de dentistes, mais la formation du personnel médical africain est assurée dans une école et dans des hôpitaux privés.

On ne dispose pas de statistiques démographiques détaillées pour la population africaine. Les chiffres relatifs à la population européenne, comprenant 21.919 personnes, sont les suivants :

(a) Nombre de décès	163
Taux par 1.000 habitants	7, 4
(b) Nombre de naissances	692
Taux par 1.000 habitants	31, 4
(c) Taux de la mortalité infantile par 1.000 naissances vivantes	53, 6
(d) On ne dispose d'aucune donnée sur le nombre annuel des cas des principales maladies. Outre les maladies énumérées ci-dessous, la fièvre récurrente, la bilharzia, le paludisme, la tuberculose et la maladie du sommeil font de nombreuses victimes parmi les Africains.	
(e) Les principales maladies dont sont atteints les Européens sont celles des systèmes respiratoire et circulatoire, le cancer et autres tumeurs, le paludisme, les maladies infectieuses et parasitaires et les maladies du tube digestif et du système nerveux.	

On croit que la sous-alimentation et les avitaminoses sont assez répandues parmi la population africaine, mais on ne dispose pas encore de renseignements sûrs à ce sujet.

D. Conditions de logement et programmes

L'extension des programmes de construction a été activée en vue de remédier à la grave pénurie de logements. Des villes africaines situées en dehors des agglomérations importantes sont construites sous la surveillance du Gouvernement.

E. Assistance sociale et secours

Il n'existe pas de système général d'assurances sociales, mais le Gouvernement vient en aide aux Européens âgés et met à leur disposition un hospice de vieillards. Des secours suffisants sont accordés aux Africains

infirmes ou indigents. Il existe des cliniques pour enfants africains de même qu'un certain nombre de centres de service social.

F.- G. Statistiques de la criminalité, description du système pénal

Les renseignements ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

H. Renseignements sur les programmes de développement en matière de progrès social

Voir section IV, I.

III. Conditions de l'enseignement

En ce qui concerne l'enseignement des Européens, les écoles sont généralement situées dans les centres où le nombre des enfants d'âge scolaire est supérieur à 12. Les écoles privées reçoivent des subventions là où il n'existe pas d'école officielle.

La politique suivie pour l'enseignement des Africains vise à lutter contre l'analphabétisme, à donner une formation suffisante aux individus appelés à exercer des fonctions importantes et en même temps à assurer l'éducation de la masse de la population.

Un Comité consultatif composé des représentants des missions et de la population africaine donne des avis au Service de l'enseignement africain.

En 1947, les prévisions de dépenses pour l'enseignement européen s'élevaient à 128.937 livres sterling. En 1948, les prévisions de dépenses pour l'enseignement africain s'élèvent à 341.758 livres sterling dont 271.629 livres sterling seront prises en charge par le territoire et le solde par le Fonds pour le développement colonial économique et social. Les sociétés de missionnaires fournissent le personnel et assurent l'administration de 1.112 établissements d'enseignement africains, bénéficiant de l'aide du Gouvernement.

Les renseignements relatifs aux bâtiments et installations scolaires ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

Les renseignements relatifs aux programmes d'études et aux langues employées ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

Dans le territoire, il n'existe pas d'établissement d'enseignement supérieur pour Européens. Il existe des bourses, des subventions, des prêts accordés par le Gouvernement et des bourses privées en vue de faciliter les études universitaires et la formation professionnelle à l'étranger. Il existe un régime spécial permettant aux anciens combattants de faire des études supérieures.

Les Africains peuvent obtenir le certificat de fin d'études secondaires et des facilités leur sont accordées pour faire des études supérieures dans l'Ouganda, l'Union Sud-Africaine et le Royaume-Uni.

Il n'existe pas d'enseignement organisé pour les adultes européens, mais une campagne pour la suppression de l'analphabétisme parmi la population africaine est en cours depuis 1945.

Il existe un inspecteur de l'enseignement technique. On trouve des écoles techniques destinées principalement aux apprentis européens dans les principaux centres miniers. La formation d'apprentis et d'instructeurs industriels africains est assurée au centre de formation de Munali. Il existe également des cours de pédagogie pour instituteurs.

La plupart des enfants européens d'âge scolaire vont à l'école et le nombre des élèves inscrits était de 2.821, dont 1.896 dans les écoles primaires. Il y avait 139.000 enfants africains inscrits dans les écoles primaires, ce qui représente 45 pour 100 du nombre des enfants d'âge scolaire; 194 enfants suivent les cours de l'enseignement secondaire, ce qui correspondait à 0,16 pour 100 du nombre des enfants d'âge scolaire. Il y avait 140 instituteurs dans les écoles européennes et 4.259 dans les écoles africaines, dont 4.151 étaient des Africains. Il y avait 33 élèves africains par instituteur. Les dépenses moyennes par tête pour les enfants européens étaient de 24 livres sterling 3 shillings et pour les enfants africains de une livre sterling 9 shillings.

Quant aux institutions culturelles, outre la presse européenne, il y a un journal bimensuel africain, Mutende, dont le nombre d'abonnés s'élève à 18.000, mais on estime que le nombre de ses lecteurs représente dix fois ce chiffre.

Il y a 43 cinémas (films de 16mm.) commerciaux et privés dans le territoire. Six groupes cinématographiques mobiles du Gouvernement, donnent des programmes réguliers dans 15 cinémas fixes pour Africains. La filmothèque centrale comprend 650 films.

Il y a trois postes d'émission radiophonique qui fonctionnent deux heures par jour. Des programmes africains sont donnés dans quatre dialectes.

Il existe un musée.

D'autres renseignements relatifs à l'enseignement ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

Pour les renseignements sur les programmes de développement, voir section IV, I.

IV . CONDITIONS ECONOMIQUES

A. - C. Ressources naturelles et production

L'extraction de métaux communs, principalement des minerais de cuivre, constitue la principale activité économique. Il existe également des mines de plomb, de zinc et de vanadium. L'industrie agricole (européenne) occupe la seconde place et a surtout pour objet la production de vivres destinés à la consommation intérieure, les principaux produits étant le maïs, le blé, la pomme de terre et l'arachide. Le tabac constitue le produit principal destiné à l'exportation. Les ressources forestières sont considérables. On n'a pas encore déterminé l'importance des ressources de la pêche. D'autres produits industriels sont: les meubles, le bois contre-plaqué, la farine, les huiles, la pierre à chaux, les eaux minérales et les textiles.

On trouve des auxiliaires africains dans le service de l'agriculture et les services vétérinaires, ainsi que des gardes-forestiers africains dans le service forestier.

En ce qui concerne les pêcheries, la politique de base consiste à réserver l'industrie de la pêche aux Africains. Les entreprises européennes ne sont autorisées que lorsque les entreprises africaines n'ont pu réussir à se maintenir.

En dehors des terres cédées aux fermiers européens, des concessions minières ou des possessions de la Couronne, la population africaine se livre à diverses formes d'agriculture pour assurer sa subsistance. L'agriculture indigène est, dans sa majeure partie, à assolement, les terres de meilleure qualité sont utilisées pour des cultures de caractère permanent.

On ne dispose pas de données précises sur la superficie des principales emblavures en 1947. Les superficies approximatives étaient les suivantes : maïs (européen) 55.000 acres; blé (européen) 2.000 acres; tabac (traité à la gaine de chauffe) 8.500 acres; tabac (turc) 2.500 acres; tabac (séché à l'air) 900 acres.

La production totale du maïs s'est élevée à 264.000 sacs, la production totale du tabac a été de 4.207.000 livres, et moins de 5.000 sacs de blé indigène ont été mis sur le marché.

Il y avait 770.012 têtes de bétail, et les produits dérivés de l'élevage ont consisté principalement en 42.000 boeufs de boucherie. La production de beurre s'est élevée à 20.087 livres.

Vingt et un milles carrés du territoire peuvent être boisés et fournir du bois de sciage. La superficie des réserves forestières est maintenant

de 1.438 milles carrés, ce qui représente 0,5 pour 100 de la superficie totale du territoire.

Il existe quatre régions forestières principales.

Le volume total du bois coupé sous licence en 1946 était de 3.600.000 pieds cubes.

On estime que la valeur du poisson mis annuellement sur le marché et venant s'ajouter à l'importante consommation privée est de 200.000 à 250.000 livres sterling. Ceci représente de 3.000 à 4.000 tonnes de poisson, en majeure partie séché, dont la plus grande partie est vendue par des Africains. Il existe une pêcherie européenne.

En ce qui concerne les méthodes de conservation du sol, la lutte contre l'érosion a consisté principalement à dresser divers types de levées de terre, connues généralement sous le nom de "contours" à semer de l'herbe et à tenir en échec les incendies de brousse et d'espaces herbeux. La lutte contre les incendies a été organisée, aussi bien pour les forêts en cours d'exploitation que pour les forêts vierges. Les dispositions essentielles adoptées pour la protection des pêcheries ont été reprises dans les règlements qui régissent la pêche dans les principales régions.

Les ressources du sol ont fait l'objet d'un examen pédologique approfondi. On a prévu la nomination d'un chimiste des sols qui sera chargé d'effectuer des recherches en vue de déterminer la richesse des sols et de faire l'essai des engrais.

En général, le seul matériel agricole utilisé consisté en une charrue à soc unique tirée par 4 boeufs. Les agriculteurs africains ne se servent pour la plupart que d'une hache et d'une houe. Les fermiers européens utilisent des charrues à trois socs; on trouve souvent des tracteurs à moteur dans les exploitations importantes.

Les engrais verts sont utilisés dans une large mesure pour la production des céréales, et les producteurs indigènes de maïs font également un certain usage de fumier. Les planteurs européens se servent d'engrais chimiques pour la culture du maïs, du blé et du tabac.

Dans le territoire, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de service pour l'amélioration des espèces végétales, bien que certains essais aient été faits en vue d'acclimater certaines espèces de blé et de tabac. Plusieurs stations expérimentales des services agricoles se consacrent à la sélection des céréales indigènes. L'amélioration du bétail par la sélection et le croisement a été tentée également.

Le territoire ne possède pas de phytapathologiste. Des campagnes intensives ont été menées contre les sauterelles rouges. Des avions ont été utilisés avec succès pour l'arrosage des essaims en vol.

Il existe trois projets de lutte contre la mouche tsé-tsé. Ces projets sont financés par le Fonds pour le développement colonial économique et social. Ils vont d'une simple mesure de contrôle à l'élimination complète de cet insecte. Les moyens mis en oeuvre comprennent le déboisement judicieux et le contrôle des mouvements du gibier.

On mène actuellement une campagne contre la peste bovine. Etant donné les succès obtenus par la campagne contre la pleuro-pneumonie, le cordon sanitaire qui avait été imposé à la frontière du Barotseland pour la protection du bétail a été supprimé.

Il n'existe pas d'écoles d'agriculture, mais le Département de l'agriculture possède dix stations agricoles, dont deux pour l'agriculture européenne.

Un agronome est attaché aux services de vulgarisation agricoles qui peuvent en outre faire appel au concours d'autres membres du personnel agricole. Un expert de la culture du tabac, payé par le Gouvernement, a été mis à la disposition de l'Association des planteurs de tabac du nord-ouest de la Rhodésie. Le personnel sur place a organisé des services de consultations vétérinaires et il existe une école pour la formation d'auxiliaires vétérinaires africains.

La loi anglaise de 1924 régit le régime foncier, à la condition qu'aucune loi du Gouvernement impérial votée après 1911 ne s'applique au territoire. Il n'y a pas de lois particulières s'appliquant aux terres de la Couronne, aux réserves indigènes, aux réserves forestières, au territoire indigène et au Barotseland.

Avant 1943, les terres de la Couronne étaient en général cédées à bail avec option d'achat. Ces terres font maintenant l'objet de baux à court terme (30 ans) et à long terme (999 ans). Les baux relatifs à l'exploitation de parcelles et à la location de petites propriétés ne peuvent avoir une durée supérieure à 99 ans. Certaines terres de la Couronne ont été déclarées réserves forestières.

En règle générale, les terres réservées aux autochtones, aussi bien les réserves que les territoires mis à part pour les indigènes, sont inaliénables, et sous l'autorité du Secrétaire d'Etat aux colonies, sont destinées à l'usage exclusif des autochtones et à l'amélioration de leur condition. Le Barotseland est réservé aux autochtones en vertu de traités.

La superficie totale du territoire est de 184.090.000 acres; 170.218.000 acres sont réservés aux indigènes; de cette superficie 98.792.000 acres forment le domaine mis à part pour les indigènes (Native Trust Land). Les terres de la Couronne ont une superficie de 9.790.600 acres, mais 7.202.940 acres ont déjà été cédées à bail; 3.878.400 acres sont détenus en propriété et à

titre individuel. Les agglomérations urbaines ont une superficie de 203.000 acres qui ont été aliénées pour une durée déterminée.

La demande de crédits ruraux est faible. Une société de crédit européenne, à responsabilité limitée, existe à Fort Jameson. Son activité consiste essentiellement à faire des avances aux planteurs de tabac. Il n'y a pas de prêteurs d'argent professionnels; le Gouvernement encourage les agriculteurs africains à former des coopératives de production et de vente, pouvant fournir des crédits dans des conditions raisonnables, notamment aux fermiers et aux petits tenanciers, dont dépend l'accroissement de la production.

A la fin de 1947, il y avait sept sociétés de production et de vente européennes, qui comptaient au total 965 membres. Au nombre de leurs activités figurent l'amélioration et la vente du bétail, la vente du tabac, du café et des produits laitiers et l'amélioration des méthodes agricoles. Il y avait une association africaine comptant environ 1.000 membres, qui s'occupait de la production, de la préparation et de la vente du tabac Burley et des arachides destinées à la consommation intérieure.

On trouvera à la section IV, I, des renseignements sur les programmes de développement.

Les licences pour la prospection minière sont délivrées par la British South Africa Company, en tant que détentrice des droits miniers. Des concessions minières portant sur des régions plus étendues ou sur des métaux qui ne sont pas spécifiés dans la licence de prospection, peuvent être obtenues en vertu de permis spéciaux.

La production minière de 1947 était évaluée à 23.519.554 livres sterling (sous réserve de rectification). Cette somme se répartissait comme suit : 20.397.481 livres sterling pour les diverses catégories de cuivre; 1.296.755 livres sterling pour le plomb et 1.301.496 livres sterling pour le pentoxyde de vanadium.

La production d'énergie en 1946 était de 6.904.000 kwh, valant 57.000 livres sterling.

Parmi les raffineries et les manufactures figurent des fabriques d'huile comestible et d'huile de foie, des minoteries, quatre fonderies, une fabrique d'huiles essentielles, un four à chaux, une fabrique de couvertures, une fabrique de vêtements. Au nombre des autres industries figurent les scieries du Zambèze, deux savonneries et une fabrique de ciment ayant une production annuelle de 500.000 tonnes, qui est en voie d'achèvement.

Les industries traditionnelles villageoises telles que, la fabrication de nattes, de haches, la ferronnerie et la poterie, sont pratiquées par des

particuliers et répondent à un besoin réel dans les régions rurales du territoire. Les industries villageoises ne sont pas subventionnées.

D. Niveau de vie

La majorité des célibataires non-indigènes ont des revenus allant de 300 à 700 livres sterling par an. Chez les personnes mariées ces revenus varient entre 500 et 1.200 livres sterling. Les renseignements relatifs au coût de la vie portent notamment sur le prix de diverses denrées alimentaires: une livre de pain coûte 6 pence; une livre de farine, 1 penny.

E. Communications et transports

<u>Catégorie</u>	<u>Importance</u>
Chemins de fer	environ 642 milles
Les chemins de fer relient le territoire au port de Beira dans le Mozambique et aux ports de l'Union Sud-Africaine.	
Transports aériens	17 lignes; 4 aérodromes principaux
Routes pour automobiles	9.910 milles
Télégraphes	36
Téléphones	2.762
Bureaux de télégraphe	36
Il existe également une liaison radio-téléphonique avec le Royaume-Uni.	
Radio	1 poste d'émission

F. Finances publiques

Les recettes du territoire se sont élevées à 4.290.000 livres sterling. Le déficit a été comblé à l'aide du produit des ventes de terrains et des crédits alloués par le Fonds de développement de la Rhodésie du Nord et par le Fonds du revenu général.

Les dépenses se sont élevées à 4.534.132 livres sterling.

L'exonération de l'impôt était prévue pour les revenus des célibataires non-indigènes inférieurs à 250 livres sterling⁽¹⁾. Pour les personnes mariées, ce chiffre était porté à 500 livres sterling plus 120 livres sterling par enfant. Les taux varient de 1 shilling par livre de revenu imposable pour la première tranche de 250 livres à 7 shillings 6 pence pour les revenus supérieurs à 2.500 livres sterling dans le cas des personnes mariées.

(1) Note du Secrétariat : Les renseignements relatifs à l'imposition des indigènes n'ont pas été transmis.

H. Commerce international

La valeur des importations totales s'élevait en 1946 à 8.131.273 livres sterling, y compris 444 livres sterling pour les importations en provenance du Sud-Ouest Africain.

Ces importations comprennent :

Denrées alimentaires (à l'exclusion des produits animaux, agricoles et laitiers évalués à 120.516 livres sterling)	794.046	livres sterling
Vêtements et textiles	1.850.406	" "
Métaux et outillage	2.115.502	" "
Produits pharmaceutiques, produits chimiques et engrais	206.203	" "

Le montant des exportations totales s'élevaient à 13.124.972 livres sterling, y compris 86 livres sterling d'exportations en direction du Sud-Ouest Africain.

Les exportations de produits du pays étaient les suivantes :

Métaux, produits métalliques, etc...	11.958.019	livres sterling
Tabac	410.081	" "
Bois, canne à sucre, articles de vannerie	193.319	" " "
Animaux, produits agricoles et produits laitiers	133.254	" "

Les principaux courants commerciaux étaient les suivants :

	<u>Importations</u>	<u>Exportations</u>
	Pour 100	Pour 100
Royaume-Uni	30	61
Union Sud-Africaine	22, 4	10
Rhodésie du Sud	18	
Etats-Unis	9, 8	
France		6
Belgique		5
Suède		5

Les tarifs douaniers de la Rhodésie du Nord comprennent deux sortes de droits : les tarifs généraux et les tarifs préférentiels, dans le cadre de l'Empire d'une part, et d'autre part, les tarifs applicables au bassin du Congo, qui sont en vigueur dans le nord-est du Territoire.

Des droits spécifiques sont perçus pour presque toutes les denrées alimentaires, la bière, l'alcool, le tabac, le ciment, le charbon et le coke, les bougies, les huiles de graissage, la paraffine, les pneus et chambres à air, les allumettes, les explosifs. D'autres articles sont soumis à des droits ad valorem ou admis en franchise.

En novembre 1947, les droits à l'importation ont été suspendus pour de nombreux articles, notamment les vivres et les vêtements, en vue de compenser l'augmentation du coût de la vie. Les droits spéciaux prélevés pendant la guerre sur le tabac et l'alcool ont été rétablis.

Aux termes des accords douaniers conclus avec l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud, les droits perçus sur les marchandises importées dans un de ces territoires et ensuite réexportées dans un autre territoire sont transférés au Gouvernement de ce dernier territoire. Il en est de même en ce qui concerne les marchandises fabriquées dans le pays, dont l'échange n'est soumis à aucune restriction.

En 1947, les recettes douanières se sont élevées à 863.377 livres sterling.

Le Gouvernement de la Rhodésie du Nord n'a conclu aucun accord commercial en 1947.

I. Programmes de développement

Pendant l'année écoulée des progrès ont été réalisés dans le domaine de l'enseignement. De nouveaux instructeurs et des apprentis ont été formés et la campagne pour la suppression de l'analphabétisme dans la population a eu pour résultat de diminuer de 600 le nombre des illettrés.

Au nombre des progrès réalisés dans l'exécution du projet de culture des arachides, figurent l'étude scientifique de deux régions proposées et la création de 10 champs d'expérimentation. On a réalisé de grands progrès dans la lutte contre la mouche tsé-tsé et les projections contre les sauterelles en vol ont été couronnées de succès.

Au nombre des nouvelles fabriques construites pendant la guerre figurent une fabrique de couvertures et une fonderie de fer. L'amélioration et l'agrandissement des raffineries des mines se sont poursuivis pendant cette année et on a prospecté des gisements de fer. Les possibilités de développement industriel font actuellement l'objet d'un examen approfondi.

Les plans de développement pour l'ensemble de la colonie ont été publiés dans le "Plan de développement décennal de la Rhodésie du Nord". Les dépenses afférentes à cette période ont été évaluées à 13.000.000 de livres sterling.

Dans le domaine de l'enseignement, le programme de développement vise à assurer aux enfants européens une éducation moderne complète. Les programmes de développement de l'éducation africaine comprennent notamment l'augmentation générale du nombre des écoles par le moyen de subsides accordés aux missions et aux écoles de village; la multiplication des établissements d'enseignement secondaire professionnel et artisanal; l'intensification de la campagne contre l'analphabétisme, la fourniture de repas chauds aux écoliers et le développement de l'école nationale de Barotse.

Dans le domaine sanitaire, les principaux points du programme étaient les suivants : unification et amélioration des services existants, y compris la modernisation des hôpitaux; développement du système des dispensaires ruraux; formation de personnel médical africain, y compris des inspecteurs sanitaires; prophylaxie et traitement de diverses maladies et amélioration générale de l'état de santé des habitants du territoire.

Le développement agricole portera essentiellement sur la conservation du sol, l'amélioration de l'agriculture et le développement de l'industrie agricole dans chacune des dix régions considérées. Certains projets ont pour objet la conservation du sol et le développement de l'irrigation et de l'écoulement des eaux, l'amélioration des ressources hydrauliques, l'augmentation du cheptel, l'intensification de la lutte contre la mouche tsé-tsé, la pisciculture et la recherche de nouveaux marchés et débouchés.

Dans le domaine du développement industriel, diverses enquêtes sont en cours et le développement des ressources hydroélectriques des cours d'eau Kafue et Zambèze fait l'objet d'un examen approfondi. D'autres plans comprennent le développement des ressources actuelles et l'octroi, par le Gouvernement, de subventions à des industries nouvelles qui contribueront à assurer le développement et la prospérité du territoire.

Les programmes de développement seront financés par le territoire et par le Fonds de développement colonial économique et social ainsi que par des prêts.

Ces contributions seront respectivement de 5.500.000, 2.500.000 et 5.000.000 de livres sterling.

La somme totale se répartit sous les rubriques principales suivantes :

I.	Services sociaux	Livres sterling
A.	Santé	1.568.000
B.	Enseignement africain	1.536.000
C.	Enseignement européen	250.000
II.	Services économiques	
	Agriculture, exploitation forestière soins vétérinaires, gibier et poisson	2.108.000
III.	Développement rural	1.500.000
IV.	Communications	1.820.000
V.	Développement des ressources hydrauliques	970.000
VI.	Développement économique	500.000
VII.	Logement de la population africaine	1.000.000
	Autres rubriques et solde disponible	1.718.000

NYASSALAND

Le Protectorat est borné au nord par le Territoire du Tanganyika, à l'ouest, par la Rhodésie du Nord, au sud, au sud-ouest et à l'est, par le Mozambique. La frontière orientale avec le Mozambique, au lac Nyassa, est la côte orientale ou portugaise du lac, de sorte que la plus grande partie du lac Nyassa se trouve dans les limites du Protectorat. La superficie totale du Protectorat est de 47.949 milles carrés dont 11.120 milles carrés sont recouverts d'eau. La population est estimée à 2.500 Européens, 3.500 Asiatiques et 2.244.000 Africains.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Il existe entre les différentes races relativement peu de rapports sociaux ou culturels; en dehors du commerce villageois auquel participent toutes les races, il n'y a entre elles que peu ou pas de concurrence. Il n'y a dans le Nyassaland aucune discrimination contre les gens de couleur et les quelques lois qui font une distinction entre les races ont pour but de protéger la population indigène.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La politique en matière de travail vise à assurer aux salariés des conditions de travail et de vie convenables, à maintenir des rapports harmonieux entre patrons et travailleurs et à sauvegarder les intérêts de la main-d'oeuvre migrante. Les deux problèmes capitaux sont le bas niveau de rendement de l'ouvrier africain et la migration de la main-d'oeuvre.

Le nombre total des personnes qui, à un moment quelconque de l'année 1947, occupaient un emploi salarié, est évalué à 80.000 au minimum; sur ce nombre, 25.600 étaient employés à la production du tabac (dirigée par les Européens) et 30.000 à la production du thé. Quatre-vingt-neuf mille se livraient, pour leur propre compte, à la production du tabac et 35.000 cultivaient leur propre coton. Quatre mille huit cent étaient occupés aux chemins de fer.

On a établi des commissions pour fixer les barèmes de salaires minima dans les provinces; dans une des provinces, le salaire minimum d'un travailleur manuel africain de sexe masculin, adulte et non qualifié, s'élève à 12 shillings 6 pence par mois, sans compter l'indemnité alimentaire. Les taux de salaire normaux, y compris l'indemnité alimentaire, sont les suivants: ouvriers agricoles, thé 20 shillings, tabac, 16 shillings, surveillants, thé, 30 shillings, tabac, 27 shillings; ouvriers qualifiés, thé, 23 shillings, tabac, 25 shillings; manoeuvres aux chemins de fer, 22 shillings, manoeuvres au Département des travaux publics, 14 à 17 shillings; artisans, de 30 à

150 shillings. Dans les industries du thé et du tabac, on paie des primes et les ouvriers aux chemins de fer reçoivent des indemnités de vie chère. Les heures de travail sont en moyenne de 30 heures par semaine pour le travail agricole, de 45 heures pour les manoeuvres et de 48-50 heures pour les ouvriers d'usines.

Il existe des lois relatives aux syndicats ouvriers mais il n'y a pas de syndicats enregistrés. Les patrons sont groupés en associations volontaires. Il existe également une association des fonctionnaires, une association des instituteurs africains et une association des chauffeurs africains.

En cas de conflit de travail, on a recours à la médiation officielle chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

En matière de travail, les lois ci-après étaient en vigueur :

Forced Labour Ordinance

Ordonnance relative au travail forcé

Native Labour Ordinance

Ordonnance relative à la main-d'oeuvre indigène, de 1944

Minimum Wage Ordinance

Ordonnance relative aux salaires minima, de 1939, amendée

Workmen's Compensation Ordinance

Ordonnance relative aux accidents du travail, de 1944

Trade Unions and Trade Disputes Ordinance

Ordonnance relative aux syndicats ouvriers et aux conflits du travail, de 1944, amendée

Trade Disputes (Arbitration and Inquiry) Ordinance

Ordonnance relative aux conflits du travail (arbitrage et enquête) de 1944

Factories Ordinance

Ordonnance relative au travail dans les industries, de 1938.

Une législation réglementant le travail des femmes, des enfants, et des adolescents est en vigueur. Il existe un Conseil consultatif central du travail, qui comprend un membre africain.

La pénurie de main-d'oeuvre, qui continue à se faire sentir dans le territoire, est attribuée à l'absence de stimulants appropriés et à l'accroissement des fonds en circulation, provoqué par l'augmentation des prix et par le paiement des pensions de guerre.

On estime à 33.550 le nombre de personnes qui ont quitté le territoire en 1947; le nombre total des absents était de 140.000 dont 84.000 se trouvaient en Rhodésie du Sud et 50.000 en Afrique du Sud. Dans ces deux derniers territoires, des représentants du Gouvernement du Nyassaland veillent à la

protection des intérêts desdits ouvriers. La main-d'oeuvre migrante qui quitte le territoire est pourvue de pièces d'identité et on délivre des permis pour le recrutement de ces ouvriers.

C. Hygiène et santé publique

Le problème fondamental qui se pose est celui de l'éducation de la population en matière d'hygiène. Les services médicaux tendent à relever le niveau de la santé publique, en particulier au moyen de mesures préventives. Le personnel du Département médical comprend deux premiers sous-aides de chirurgien asiatiques, huit sous-aides de chirurgien asiatiques et 43 assistants d'hôpital africains.

En 1947, les prévisions de dépenses budgétaires du territoire pour l'hygiène et la santé publiques s'élevaient à 101.899 livres sterling. En outre, une somme de 10.000 livres provenant du Fonds de développement colonial économique et social, a été affectée à une campagne contre les maladies vénériennes.

Il existe 7 hôpitaux gouvernementaux et privés pour les Européens et les Asiatiques, et 41 pour les Africains (avec 2.098 lits). Il y a également 95 dispensaires ruraux, en plus d'un certain nombre de dispensaires relevant d'établissements industriels et de sociétés de missionnaires.

Il y a 47 médecins praticiens enregistrés, 13 médecins praticiens agréés et 4 dentistes agréés. On ne dispose pas de statistiques pour ce qui est du nombre total des infirmières et sages-femmes diplômées.

Il existe une école pour la formation des assistants d'hôpital et du personnel sanitaire ainsi que 6 écoles pour la formation des sages-femmes et infirmières.

Les statistiques démographiques de 1947 portant sur les Européens et les Asiatiques ne sont pas encore au point; quant aux Africains, on a commencé au cours de l'année à recueillir des statistiques élémentaires à leur sujet. Les maladies tropicales les plus répandues qui donnent lieu à l'hospitalisation des Africains sont le paludisme, l'ulcère tropical, la schistosomiase et l'ankylostomiase. On ne dispose pas encore de chiffres pour 1947. Les maladies les plus répandues chez les Européens sont le paludisme et les affections des voies digestives.

Pour la plus grande partie de la population, l'aliment de base est le maïs. On s'efforce d'améliorer cet état de choses. Des régimes alimentaires bien équilibrés sont prévus au profit de certains ouvriers, dans les hôpitaux et les prisons, ainsi qu'au profit des enfants dans les internats.

D. Conditions de logement et programmes

Le Gouvernement a établi un programme tendant à améliorer et à remplacer les bureaux et les habitations, y compris les logements du personnel africain en général.

E. Assistance sociale et secours

Etant donné la structure de la société africaine, on n'a pas jugé utile de créer un système organisé d'assurances sociales. Il n'existe pas d'administration de service social. Il y a une école agréée pour jeunes délinquants et pour enfants à l'abandon. Les sociétés de missionnaires prennent soin des orphelins, lépreux et autres indigents. Le Gouvernement et les missions se chargent des soins prénataux et de la protection de l'enfance.

F et G. Statistiques de la criminalité; description du système pénal

Les renseignements ont été transmis mais non résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir section IV, I.

III. Conditions de l'enseignement

L'enseignement n'est obligatoire au Nyassaland pour les enfants d'aucune race. Actuellement, on tend à réaliser des progrès constants dans ce domaine, dans l'espoir d'aboutir à l'enseignement primaire gratuit pour tous les enfants africains. Pour l'instant, il s'agit avant tout d'élargir le système existant, de manière à former le nombre indispensable de dirigeants qualifiés sans diminuer les possibilités de l'enseignement primaire. On s'attache tout particulièrement à l'enseignement des femmes et des enfants.

Sous le régime actuel de l'instruction, le Gouverneur a à sa disposition quatre comités consultatifs distincts en matière d'enseignement, composés respectivement de représentants des Africains, des Européens, des Asiatiques, et des Eurafricains. L'enseignement primaire des Africains se trouve en majeure partie aux mains des sociétés de missionnaires; d'autre part, il existe des établissements d'enseignement primaire au profit des enfants d'origine non-indigène. Toutes les écoles du territoire sont enregistrées et font l'objet d'inspections officielles. Il y a deux écoles secondaires pour Africains, tandis que les non-Africains reçoivent habituellement leur instruction secondaire en dehors du territoire. Cet enseignement bénéficie du concours financier du Gouvernement.

En 1947, les dépenses totales du Département de l'instruction publique s'élevaient à 110.190 livres; sur cette somme, 46.677 livres étaient prélevées sur le Fonds de développement colonial économique et social. Les subventions accordées à l'enseignement des Africains se chiffraient par 78.007 livres. On ne dispose pas de renseignements sur les dépenses en matière d'enseignement effectuées par les missions.

Des renseignements ont été transmis sur les bâtiments et autres installations scolaires, sur le programme d'études et les langues d'enseignement; toutefois cette documentation n'a pas été résumée.

L'instruction supérieure se donne en dehors du Protectorat et le Gouvernement a mis un certain nombre de bourses à la disposition des enfants de toutes les races.

La première campagne de grand style pour combattre l'analphabétisme a commencé en 1947 sous les auspices de la mission de l'Eglise réformée hollandaise. Au terme de cette campagne, on avait appris à lire et à écrire à 1.500 personnes. Un projet provisoire de l'UNESCO portant sur l'éducation des masses est en cours de réalisation dans la province centrale et s'étend à un territoire d'une superficie d'une centaine de milles carrés.

Les missions ont entrepris la formation des artisans et la plupart des charpentiers et ouvriers du bâtiment ont été formés sur place. Il y a quelques apprentis.

On estime à 558.000 la population africaine d'âge scolaire. On comptait 220.430 enfants inscrits à 4.373 écoles; sur ce nombre, 83.786 fréquentaient des institutions bénéficiant de l'aide financière des pouvoirs publics. Cinq cent quatre-vingt dix enfants d'origine non-indigène fréquentaient 10 écoles. Il y avait 2.859 instituteurs locaux et 118 instituteurs venus de l'extérieur; 1.130 de ces instituteurs étaient classés comme "non-diplômés". Le rapport du nombre d'élèves au nombre d'instituteurs était de 74 à 1. On ne dispose pas encore de statistiques relatives aux dépenses par écolier; mais l'on se borne aux dépenses des pouvoirs publics, le taux par écolier s'établissait comme suit pour l'ensemble du Protectorat: 6 pence pour les Africains, 4 livres 12 shillings pour les Asiatiques, 10 livres 16 shillings 7 pence pour les Euroafricains et 12 livres 10 shillings 4 pence pour les Européens.

La presse locale se compose d'un journal bi-hebdomadaire de langue anglaise et d'un hebdomadaire publié dans la langue du pays. Il existe quatre projecteurs de cinéma de 35 millimètres et sept projecteurs de 16 millimètres ainsi qu'une installation mobile de cinéma appartenant au Gouvernement. Un programme radiodiffusé dans la principale langue indigène, le Nyanja, est transmis à partir de la Rhodésie du Sud; il n'y a pas de station d'émission dans le territoire.

La Société du Nyassaland s'occupe de problèmes scientifiques et historiques touchant le Protectorat.

Des concours de manuscrits dans les différents dialectes du pays sont organisés et il existe un plan de production de littérature indigène qui est subventionné par les autorités.

Des renseignements relatifs aux manuels scolaires et à l'activité des écoles ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

Des renseignements sur les programmes de développement en matière de progrès social figurent à la section IV, I.

IV. Conditions économiques

A. C. Ressources naturelles et production

Le Nyassaland est un pays essentiellement agricole. Les principales cultures industrielles sont le tabac, le thé, le coton et l'aleurite. Les principaux produits alimentaires récoltés sont le maïs, la cassave, le riz, les haricots, et les arachides. On produit également du sisal et du caoutchouc. Les pêcheries occupent la deuxième place; parmi les ressources forestières qui suffisent à peine aux besoins propres du pays on compte un bois tendre, assez rare et très précieux. On a constaté l'existence de ressources minérales, notamment de charbon, d'or, de bauxite et de corindon, mais ces produits n'ont pas encore été exploités. Il existe également des réserves d'énergie hydroélectrique.

Les Africains sont occupés en grand nombre dans les diverses activités : agriculture 369 (instructeurs); forêts 162 (personnel subalterne); services vétérinaires 116 (personnel subalterne).

En dehors des domaines forestiers, la plus grande partie du sol productif du Protectorat est constitué par de la terre arable qui est cultivée par les paysans. Pour l'année 1947, la production se décomposait comme suit :

<u>Produits</u>	<u>Superficie</u>	<u>Production</u>
Thé	20.399 acres	6.500 tonnes courtes
Huile de tung	13.361 acres	220 tonnes courtes d'huile
Tabac	120.000 acres	29.000.000 de livres
Coton	63.500 acres	6.764 tonnes courtes
Maïs		300.000 - 400.000 tonnes (estimation)

Les forêts occupent au total environ 18,4 pour 100 de la superficie totale du Protectorat. La production actuelle de bois tendre s'élève à environ 100.000 pieds cubes (chiffre rond). Les coupes de bois tendre précieux, (Widdringtonia Whytei) effectuées par le Gouvernement, se chiffrent par 30.000 pieds cubes. Les forêts de l'Etat ont produit plus d'un million de pieds cubes de bois de construction et de bois à brûler.

On estime à environ 4.000 tonnes la quantité de poissons pêchés au cours de l'année, dont 3.000 tonnes recueillies par les pêcheurs africains du lac Nyassa.

La conservation du sol constitue un problème brûlant dans le Nyassaland et les mesures prises à cet égard visent également la conservation des forêts. Un conseil des ressources naturelles, créé en 1946, surveille toute activité en matière de conservation. Les pêcheries font l'objet d'une réglementation spéciale en vertu de laquelle les pêcheurs non-indigènes commerçants en poisson doivent être agréés par les autorités.

L'enseignement des méthodes agricoles perfectionnées fait partie intégrante du programme scolaire. Dans les cours donnés à l'intention des chefs, on insiste particulièrement sur l'exploitation rationnelle du sol. Il existe une école qui forme des auxiliaires africains pour le Département de l'agriculture.

Des stations d'expérimentation pour le thé, l'huile de tung, le tabac (toutes exploitées par le Gouvernement) et pour le coton (station exploitée par des particuliers) se livrent à des recherches sur ces produits.

A l'exception des terres indigènes (Native Trust Land), qui sont généralement occupées par les indigènes sous le régime de la tenure coutumière, on peut diviser les formes de tenure en pleine propriété, bail accordé par la Couronne et droit d'occupation d'une terre indigène accordé par le Gouverneur. Environ 20.500.000 acres sont occupés par la population indigène, 1.240.000 acres par la population non-indigène et 1.800.000 acres par le Gouvernement.

Attendu qu'il n'y en a aucun besoin, il n'y a pas de crédit agricole autre que les crédits bancaires accordés suivant les modalités habituelles.

Les usages commerciaux varient d'après le produit. Tout le tabac doit passer par les enchères. Il existe des conseils de contrôle qui achètent le maïs, l'huile de tung et tout le tabac produit par les Africains sur les terres indigènes; les agents du Gouvernement font l'acquisition des arachides et du coton. Les autres produits africains sont mis en vente sur les marchés surveillés par le Gouvernement, tandis que le thé se vend d'après des modalités fixées par les producteurs eux-mêmes.

Pour les produits minéraux, les droits et l'exploitation font l'objet d'une législation spéciale. Une ordonnance concernant les minéraux radioactifs est également en vigueur. La production minière de l'année a été minime.

Il existe des centrales électriques dans trois villes. Il n'y a pas d'usine chimique ou textile dans le Protectorat; par contre, il y a un certain nombre de moulins pour la mouture du blé et du maïs et le traitement des arachides. Il existe également une usine de production d'huile de tung. Les principales fabrications locales étaient celles du tabac, des cigarettes et du savon pour la consommation locale; le traitement du thé se fait dans un certain nombre d'usines.

L'artisanat traditionnel joue un rôle important dans la vie villageoise, mais il n'existe à cet égard aucune aide ni aucun crédit accordé par l'Etat.

D. Niveau de vie

D'après les estimations du revenu du territoire, la totalité du revenu national imposable pour 1945 se situait entre huit millions et demi et neuf millions de livres, chiffre qui, pour la population africaine, comprend un revenu total estimé à 6.874.000 livres. Vers la fin de 1947, le prix de la farine était estimé à 8 1/2 pence la livre et celui du maïs à 1 penny pour 2 livres 1/2.

E. Communications et transports

Type de communications

Importance

Marine

1 bateau à moteur; 4 remorqueurs sur le lac Nyassa

Chemins de fer

289 milles, de la frontière portugaise à Salima.

Air

3 aérodromes, 9 terrains d'atterrissage de secours. Le service intérieur est assuré par la Compagnie de navigation aérienne de l'Afrique centrale (Central African Airways)

Routes principales

3.896 milles de réseau routier total
1.856 milles de routes carrossables en toutes saisons.

Télégraphes

1.096 milles

Téléphones

573 milles

Postes

44 bureaux

Radio

5 stations de radiodiffusion relevant de l'Administration des postes
3 émetteurs privés.

F. Finances publiques

Au moment où le rapport a été rédigé, on ne disposait pas encore des chiffres définitifs des recettes et des dépenses pour 1947.

Les renseignements transmis comprennent des estimations par chapitres des recettes et des dépenses. Le revenu total est estimé à 1.371.867 livres, dont 76.260 livres à valoir sur le Fonds de développement colonial économique et social; le total des dépenses est estimé à 1.384.722 livres.

Il existe deux banques commerciales et 35 caisses d'épargne relevant de l'Administration des postes.

On prélève un impôt de capitation d'une livre de tous les non-indigènes de sexe masculin, âgés de plus de 18 ans et habitant le Protectorat. Le taux

de l'impôt de capitation des indigènes variait, en 1947, entre 9 shillings dans les régions à population aisée et 7 shillings dans les régions pauvres. Le Trésor indigène reçoit 1 shilling sur chaque taxe payée par un indigène.

La marge excédentaire de l'impôt sur le revenu était de 225 livres pour un célibataire et de 450 livres pour un homme marié; avec déduction supplémentaire pour les enfants. Pour un revenu annuel de 600 livres, l'impôt s'élève à 26 livres pour un célibataire et à 5 livres 7 shillings 6 pence pour un homme marié; pour un revenu de 800 livres, les taux respectifs pour un célibataire et pour un homme marié sont de 52 livres 11 shillings 3 pence et de 23 livres 10 shillings; pour un revenu de 2.000 livres, les taux sont respectivement de 335 livres 15 shillings 9 pence et de 267 livres 7 shillings 6 pence.

H. Commerce international

Les restrictions en matière d'importation et d'exportation sont du même ordre que celles en vigueur dans les autres possessions britanniques.

Les importations totales se sont élevées à 4.042.564 livres dont :

Denrées alimentaires, boisson et tabac ...	182.902 livres sterling
Vêtements	1.953.396 livres sterling
Machines et véhicules	811.342 livres sterling

Dans la rubrique "denrées alimentaires" les principales importations étaient constituées par le sucre (49.187 livres) et le sel (15.629 livres).

Les exportations totales se sont élevées à 3.065.698 livres, dont notamment :

Thé (12.939.828 lbs)	849.172 livres sterling
Tabac (20.007.732 lbs)	1.527.417 livres sterling
Coton (3.704.455 lbs)	139.733 livres sterling

En 1947, la provenance des importations s'établissait comme suit :

<u>Pays d'origine</u>	<u>Valeur des importations</u>	<u>Pourcentage des impor-</u>
	<u>Livres sterling</u>	<u>tations totales</u>
Royaume-Uni	1.126.401	32,06
Etats-Unis d'Amérique	1.147.057	32,65
Inde	424.948	12,10
Afrique du Sud	137.520	3,91
Rhodésie du Sud	114.856	3,27

On n'a reçu aucun renseignement quant aux pays de destination et aux pourcentages des exportations.

I. Programmes de développement

Parmi les nouveaux projets dont l'exécution a commencé au cours de l'année, il y avait un programme relatif à l'éducation des masses, entrepris de concert avec l'UNESCO, dont le coût est évalué à 17.335 livres pour une période de 5 ans; une nouvelle station de recherches agricoles portant sur le tabac et d'autres produits; une station de recherches pour l'huile de tung; et la réduction des troupeaux en vue de la conservation du sol. On a enregistré des progrès dans de nombreux domaines. De nouvelles écoles ont été ouvertes à la population; dans le cadre du plan de Vipya pour la plantation d'aleurites sur une grande échelle, on a inauguré de nouvelles pépinières; on a procédé à des études minéralogiques et de pêche pour préparer la mise en valeur de ces ressources naturelles.

Les plans de mise en valeur du Protectorat exigent, pendant une période de 10 ans, un capital approximatif et une dépense régulière de 4.588.846 livres. Le Fonds de développement colonial économique et social a alloué au territoire une somme de 2.000.000 de livres. Le programme de développement comprend : une école polytechnique de formation professionnelle; la construction de pavillons d'hôpital et l'accroissement des installations de traitement médical et de formation de personnel; la fourniture d'eau en quantité suffisante; la conservation et la mise en valeur des ressources naturelles, notamment la transformation de produits naturels et en particulier la fabrication de papier et de bois contre-plaqué.

SARAWAK

La colonie de Sarawak est située dans la partie nord-ouest de l'île de Bornéo, sur la mer de Chine méridionale. Elle s'étend sur une superficie de 47.071 milles carrés et mesure environ 475 milles de long et 150 milles de large en son point le plus large. De nombreuses rivières navigables traversent le territoire. Vers l'intérieur, le terrain devient montagneux et la plus grande partie de la superficie est couverte d'une jungle tropicale.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles.

Comme la population de Sarawak se compose de plusieurs groupes, des problèmes se posent dans les rapports entre les races. En conséquence, certaines mesures de protection ont été prises : (1) Pour ce qui est de la terre, il a été constitué (a) des "zones intérieures" pour les peuples primitifs, dans lesquelles seuls les autochtones peuvent acquérir des terres, (b) des "réserves indigènes" dont notamment les réserves malaises, où seuls les musulmans peuvent détenir des terres, et (c) des "zones mixtes" pour la population qui n'est ni malaise ni autochtone. (2) Pour ce qui est des forêts, il a été constitué des forêts communales et les autochtones sont autorisés à s'approvisionner gratuitement en bois de construction et en bois à brûler. (3) L'ordonnance relative aux zones interdites confère au Gouvernement le pouvoir d'interdire à des personnes jugées indésirables l'accès dans toute localité déclarée interdite.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

Le but du Gouvernement est d'avoir un Protectorat de la main-d'oeuvre, à faire inspecter d'une manière plus systématique les lieux de travail par des fonctionnaires du Département du travail et à réunir des données relatives aux salaires, heures et conditions de travail. En 1947, il n'existait pas de Département du travail; le Secrétaire aux affaires chinoises exerçait les attributions de protecteur de la main-d'oeuvre et les chefs de district faisaient fonction d'adjoints du protecteur. Récemment un conseiller du travail a été nommé pour les territoires de Sarawak, de Bornéo septentrional et de Brunei.

La main-d'oeuvre indigène est principalement occupée à l'agriculture dans les petites propriétés. Les principales catégories de salariés se livrent à la production du sagou, à l'extraction du caoutchouc et des produits de la jungle, à l'emballage du caoutchouc, à la production de l'huile minérale, (la seule industrie qui emploie de la main-d'oeuvre indigène sur une grande échelle pendant des périodes quelque peu prolongées), à l'abattage, au travail dans les scieries, au débardage et à la distribution des produits importés.

On ne dispose pas des statistiques récentes ou dignes de foi se rapportant aux taux de salaire et aux heures de travail. Les salaires, bien que plus bas que ceux payés en Malaisie, peuvent leur être comparés. La nourriture est plus abondante. D'une manière générale, les heures de travail sont longues, en particulier - on le craint - dans un ou deux moulins à sagou.

Les seuls syndicats véritables (régis par l'ordonnance relative aux syndicats, (Trade Union Ordinance) promulguée en septembre 1947 et devant entrer en vigueur le 1er mai 1948) sont les organisations des garçons de cafés, des coiffeurs, ainsi que celles des ouvriers mécaniciens et ajusteurs de la Compagnie de pétrole Sarawak Oilfields Limited; chacun de ces syndicats compte rarement plus de 200 membres.

Les conflits du travail, qui se produisent peu fréquemment, sont réglés soit par négociation directe, soit par l'intervention du fonctionnaire de district ou du protecteur de la main-d'oeuvre. Le seul conflit quelque peu important a surgi dans la Sarawak Oilfields Limited. Certaines imperfections, que la compagnie avait d'ailleurs reconnues, ont mené à la grève; celle-ci se termina cependant assez rapidement, la compagnie ayant, sur le conseil du chef de district, fait droit aux revendications.

Le décret sur la protection de la main-d'oeuvre (Labour Protection Order) prévoit une large protection en matière d'accords du travail, de renvois, de paiements en nature, d'inspection des lieux de travail et de conditions sanitaires. Le décret sur les conventions du travail met en application un certain nombre de conventions internationales qui ont trait à la main-d'oeuvre enfantine ou féminine ainsi qu'aux entreprises industrielles.

C. Hygiène et santé publiques

Les principales maladies sont : le paludisme, le pian, l'ankylostomiase et autres affections dues aux helminthes, les infections dysentériques et la tuberculose. A la suite de l'occupation japonaise, on constate encore une pénurie d'équipement et de personnel qualifié.

Le programme du Département médical et de la santé publique vise à remettre en état les hôpitaux, à étendre les systèmes des dispensaires (en prévoit la création de 16 dispensaires itinérants sur les voies fluviales qui constituent le principal moyen de communication à l'intérieur du territoire) et à augmenter le personnel qualifié en obtenant du Royaume-Uni les services d'un inspecteur sanitaire expérimenté, qui sera chargé de la formation du personnel local.

Le budget du Département médical et de la santé publique du territoire, pour l'exercice 1947, s'est élevé à 970.258,38 dollars (malais).⁽¹⁾

(1) Note du Secrétariat : Un dollar (malais) = 2 shillings 4 pence (sterling)
0,47 1/2 dollar (E.U.)

En outre, le Gouvernement du Royaume-Uni (par application de la loi sur le développement colonial, économique et social) a accordé une subvention de 670.000 dollars, à répartir sur une période de 5 ans. (Voir section IV,I).

Il existe trois hôpitaux publics avec 405 lits, deux hôpitaux privés avec 20 lits, ainsi que 75 lits dans les dispensaires installés dans certains postes éloignés.

Il y a 11 médecins, 111 dentistes agréés (qui ne possèdent cependant pas les titres exigés dans le Royaume-Uni) 149 externes et infirmiers, 26 sages-femmes et 23 praticiens en médecine.

Les étudiants en médecine reçoivent leur formation professionnelle à Singapour (bourses créées par le Gouvernement). Les infirmiers, externes et sages-femmes sont formés sur place.

Etant donné les difficultés d'enregistrement, il y a lieu de considérer comme incomplet l'aperçu des statistiques démographiques ci-après :

(a) Nombre de décès 3.412
 Taux par mille habitants 6,25

(b) Nombre de naissances 7.392
 Taux par mille habitants 13,5

(c) Nombre de décès en dessous de l'âge d'un an 557
 Taux de mortalité infantile par mille naissances viables 75

(d) Principales maladies

Nombre de cas relevés en 1947

Pian	21.415 *
Paludisme	18.182 *
Gale	4.112
Fièvre	4.007

(e) Principales causes de décès

	<u>Nombre de décès relevés en 1947</u>	<u>Taux de mortalité par 100.000 habitants</u>
Pneumonie	114	20,86
Tuberculose pulmonaire	211	38,61
Paludisme	104	19,03

* Note du Secrétariat : D'après les renseignements recueillis en 1947, on aurait signalé 10.617 cas de pian et 30.000 cas de paludisme.

A l'exception des cas de décès survenus dans l'hôpital gouvernemental, les décès ne sont pas médicalement constatés en pratique.

Bien qu'aucune étude portant sur la nutrition n'ait été faite, il y a des signes d'un certain degré de sous-alimentation. A l'hôpital gouvernemental de Kuching, il y a eu 75 cas de béri-béri et un grand nombre de cas classés comme cas de débilité. Dans d'autres localités, là où se trouvent des médecins qualifiés, des cas de sous-alimentation ont été signalés, sans atteindre toutefois le degré des maladies de carence caractérisées.

D. Conditions et programmes de logement

Les programmes de logement en cours d'exécution comportent le remplacement des taudis par des ateliers neufs et l'épuration des zones peu sanitaires.

E. Assistance sociale et secours

Le Gouvernement a un camp pour vieillards et indigents, ainsi qu'une institution pour délinquants mineurs.

F. - G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal

Des renseignements ont été reçus mais non résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir section IV, I.

III. CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Après 4 années d'occupation ennemie, le but immédiat consiste à rétablir les écoles sur le niveau d'avant-guerre et de pourvoir à l'instruction de ceux qui en furent privés pendant la guerre.

Un programme à longue échéance tendra à l'amélioration et à l'extension du système d'enseignement primaire jusqu'au moment où des établissements d'instruction publique seront à la disposition de tous les garçons et filles de toute race; au développement de l'enseignement secondaire, professionnel et supérieur ainsi qu'à l'organisation de l'instruction des masses, de concert avec d'autres départements gouvernementaux et les organismes bénévoles.

Le Gouvernement a contribué à l'enseignement du territoire par l'allocation d'une somme de 428,587 dollars. Par application de la loi sur le développement colonial économique et social le Gouvernement du Royaume-Uni a approuvé des subventions à l'instruction publique s'élevant à 980,000 dollars.

L'apport des institutions non gouvernementales s'est élevé à 1.101.000 dollars.

Des renseignements sur les bâtiments scolaires, les programmes des écoles et les langues d'enseignement ont été reçus mais n'ont pas été résumés.

L'octroi de bourses a permis à certains étudiants de se rendre outre-mer pour y poursuivre des études supérieures. Onze étudiants fréquentent des établissements d'enseignement supérieur en Malaisie et à Singapour.

Dans un certain nombre d'écoles chinoises et dans quelques écoles du Gouvernement et des missions, des cours du soir ont été organisés pour enseigner aux adultes à lire et à écrire. Des cours élémentaires du même genre ont également été organisés dans certaines prisons par des volontaires et des préparatifs ont été faits en vue de mener des campagnes pour combattre l'analphabétisme chez les adultes.

Il existe des plans d'apprentissage dans les départements techniques du Gouvernement et sous les auspices des maisons de commerce les plus importantes.

Il existe 62 écoles gouvernementales, avec 109 instituteurs, 4.416 élèves. Le nombre d'élèves par instituteur est de 40,5 élèves. Il y a en outre 58 écoles de mission, avec 192 instituteurs, 5.087 élèves. Le nombre d'élèves par instituteur y est de 26,5. Il existe 192 écoles chinoises, avec 656 instituteurs, 19.522 élèves; nombre d'élèves par instituteur 29,7; enfin 8 écoles privées ont 18 instituteurs pour 591 élèves soit 32,8 élèves par instituteur.

Sur les 145.119 Chinois habitant le Sarawak, 15,4 pour 100 fréquentent l'école; sur les 97.540 Malais, 3,6 pour 100; sur les 297.899 autres personnes indigènes, 1,2 pour 100; et sur les 5.121 autres asiatiques, 4,4 pour 100.

On ne connaît pas le chiffre du nombre des enfants d'âge scolaire.

Environ 25 pour 100 des instituteurs dans les écoles gouvernementales possèdent une certaine formation professionnelle. Dans les écoles chinoises, environ 5 pour 100 des instituteurs sont diplômés d'université et environ 15 pour 100 possèdent des titres professionnels. Dans les écoles des missions, il y a quelques titulaires de diplômes d'universités européennes et américaines.

Des renseignements relatifs aux autres secteurs de l'enseignement ont été reçus mais n'ont pas été résumés.

En ce qui concerne les renseignements sur les programmes en matière de progrès social, voir section IV, I.

IV. CONDITIONS ECONOMIQUES

A. - C. Ressources naturelles et production

Les principales exportations sont constituées par le pétrole, le caoutchouc et le sagou. Il existe de grandes réserves de bois précieux sur pied et des gisements de charbon et d'or, dont l'étendue exacte n'est pas connue.

Le Département de l'agriculture comprend 4 fonctionnaires agricoles européens, un personnel asiatique d'exécution comptant 63 personnes (dont 10 possédant des titres agricoles reconnus) et 12 commis.

Les dépenses de 1947 pour l'agriculture et l'élevage sont évaluées à 217.176 dollars. Quant aux forêts, les dépenses totales s'élèvent à 75.116, 23 dollars.

Sur la superficie totale de 47.071 milles carrés, environ 11 pour 100 seulement sont affectés, d'une manière régulière, à des fins agricoles, le restant du territoire étant couvert d'une jungle montagneuse ou marécageuse. Etant donné qu'aucun inventaire foncier n'a été établi, on dispose de peu de renseignements précis sur l'utilisation des terres. Dans les montagnes, les principales cultures sont le riz de montagne et le caoutchouc; dans la plaine, le riz de plaine, le caoutchouc, le sagou et les noix de coco.

En 1947, la culture porte sur 258.000 acres de riz, 239.557 de caoutchouc, 150.000 de sagou et 21.000 de noix de coco.

Les buffles, utilisés aussi bien pour la culture des rizières que comme viande de boucherie, sont au nombre de 7.000. Les porcs, les chèvres et la volaille sont conservés pour l'usage propre de la population.

Les forêts à feuilles persistantes du Sarawak se composent de : (a) forêts de mangliers, dans les deltas des principaux fleuves, produisant du bois à brûler, du charbon de bois et de l'extrait de tanin, (b) forêts dans les marécages de l'intérieur (eau douce), produisant un bois de construction de bonne qualité et du jelutong (matière servant à la fabrication de la gomme à macher) et (c) forêts en terrain sec ou montagneux produisant des bois durs et des bois tendres de valeur, des rotins et des résines. La production du bois s'élève en 1947 à 1.116.850 pieds cubes.

Certains essais ont été faits tendant à l'introduction de systèmes agricoles qui seraient susceptibles de conserver la fertilité du sol d'une manière plus efficace que les méthodes indigènes actuelles fondées sur le déplacement des cultures avec de longues périodes de jachère.

Il est vraisemblable qu'une grande partie du sol est pauvre, bien qu'on trouve des bandes de terre de bonne qualité le long des rives du cours inférieur des principaux fleuves, entre le bord de l'eau et les marais tourbeux et profonds des deltas.

Bien que les chutes de pluie annuelles s'élèvent à environ 160 pouces, on enregistre des périodes de sécheresse d'une durée de deux à trois semaines, lesquelles ont des effets bien plus sérieux que le chiffre qui précède ne pourrait laisser supposer.

On envisage actuellement l'accroissement du rendement en riz de plaine au moyen d'un drainage savant, des mesures pour combattre la sécheresse à l'aide d'une irrigation à partir des canaux ou des fleuves ainsi que l'assèchement des tourbières sur une grande échelle en vue d'étendre la culture du riz de plaine.

On essaie actuellement la mise en service de petits tracteurs pour la culture du riz de plaine

Le Département de l'agriculture encourage l'utilisation des dépôts de guano de chauve-souris; l'on procède, d'autre part, à des essais avec les engrais importés.

Des travaux de sélection préliminaires portant sur les variétés locales de riz de plaine ont commencé; on envisage également une sélection portant sur les buffles.

La lutte contre les parasites animaux et végétaux, prend la forme d'une inspection gouvernementale des importations de plantes et d'animaux. On s'attend à une diminution des dégâts occasionnés par les animaux nuisibles du pays (principalement les oiseaux, les rats, les porcs et les cervidés) grâce à la collaboration des cultivateurs aux vastes projets qu'on envisage dans la production du riz.

On construit en ce moment, à Kuching, une école de perfectionnement agricole.

Il existe deux stations agricoles qui effectuent des essais portant sur le riz et deux stations qui s'occupent de cultures autres que le riz.

Le service de consultation agricole est assuré par le personnel du Département de l'agriculture.

L'ordonnance sur le régime foncier (Land Ordinance) de 1931 règle la protection et la cession des terres appartenant à la Couronne, l'enregistrement de transactions et titres fonciers et les conditions dans lesquelles on peut aliéner et détenir des terres; elle protège les droits de la Couronne dans le domaine minéral; elle prévoit la création de réserves, de domaines indigènes et de réserves communales, la perception de l'impôt foncier et des peines en cas d'infraction ou de défaut de paiement. L'ordonnance relative aux droits fonciers (Land Settlement Ordinance) de 1933, fixe les droits fonciers et établit un nouveau registre foncier d'après un relevé cadastral.

La politique de l'administration foncière tend à encourager le petit fermier ou paysan, notamment lorsque la forme de culture convient à l'économie des indigènes ou des immigrants. Il existe un petit nombre de grands domaines exploités par des étrangers, mais la superficie totale de celles-ci est négligeable si on la compare à l'ensemble des terres cédées en vertu d'un titre. Les terres arables qui ne sont pas situées à proximité des principaux centres commerciaux et des plantations - ces terres constituent de loin la plus grande partie de la superficie agricole - restent entièrement réservées à leurs habitants indigènes, et font l'objet d'une surveillance purement administrative.

qui porte sur l'utilisation du sol. Ces terres sont désignées comme "zones intérieures" pour les distinguer des "zones mixtes", dont la cession s'effectue en vertu d'un titre.

Toute la terre appartient à la Couronne, excepté les parties qui sont cédées aux termes de l'ordonnance foncière ou revendiquées par droit d'usage par les indigènes. Les étrangers, qui détiennent des terres, sont, à quelques exceptions près, des Chinois. La forme habituelle de cession est le bail de longue durée en vertu duquel la terre de la Couronne est cédée pour une période ne dépassant pas 99 ans. La cession des terres agricoles se fait à la suite d'une demande directe et n'est soumise à aucun frais, sauf un loyer annuel d'un dollar.

On ne peut obtenir que des prêts de source privée, consentis à un taux d'intérêt élevé et moyennant des garanties importantes.

La vente des produits se fait par les soins du commerce privé; quelquefois le troc intervient dans les transactions. Après avoir quitté le premier négociant, le produit passe presque toujours par une chaîne d'intermédiaires, touchant chacun une commission, avant de parvenir à l'exportateur dans le port de départ. Une grande partie des marchands et exportateurs sont chinois, bien que quelques firmes européennes importantes soient établies également au Sarawak.

Une autorisation générale de prospection est délivrée pour la prospection d'une région déterminée; une autorisation de prospection exclusive permet d'enquêter dans une zone pendant un laps de temps limité; au cours de cette période le titulaire de l'autorisation bénéficie d'un droit d'option pour obtenir une concession minière, qui est accordée pour une période de 21 ans, conformément aux conditions prévues dans l'ordonnance relative aux mines (Mining Ordinance).

Les champs pétrolifères de Sarawak produisent des quantités considérables de pétrole. On extrait en outre de l'or, de l'antimoine et de l'argent.

Huit centrales électriques à moteurs diesel ont ensemble une puissance de 1477 KW et 444 KW.

Il existe plusieurs rizeries, dont la plus importante produit journalièrement 4 tonnes (avec une seule équipe), quelques petites usines d'huile de coco et une raffinerie de pétrole.

Les principales industries dans les villages sont le tissage de rotin, la poterie, la construction de barques et la charpenterie.

D. Niveau de vie

Prix moyens par livre (1)

Riz	0,26 dollars
Légumes	0,23 "

E. Communications et transports

Catégorie de communications

Etendue

Mer	Service régulier de navigation avec Singapour
Voies d'eau intérieures	Fleuves : (a) 231 milles navigables par bateau à vapeur. (b) Les cours supérieurs des fleuves, accessibles aux canots, constituent le principal mode de locomotion à l'intérieur du pays.
Chemins de fer	10 milles
Air	1 aérodrome 1 service hebdomadaire avec Singapour
Routes principales	146 milles
Routes secondaires	116 milles
Pistes	195 milles
Télégraphes	19 stations
Téléphones	2167 milles de fil
Radio	1 station

F. Finances publiques

Les recettes et les dépenses du Gouvernement pour l'exercice 1947 s'élèvent respectivement à 12.318.383 et à 11.312.961 dollars.

Plusieurs articles sont grevés de droits à l'importation, notamment le tabac, les liqueurs, les textiles et les dérivés du pétrole. On perçoit des droits à la sortie sur les principales exportations.

D'autres sources de revenu sont la capitation qui s'applique surtout aux Malais, et exclusivement aux adultes de sexe masculin, ainsi que la taxe de la porte pour les Dayaks. La "porte" est l'appartement occupé par une seule famille dans une maison de Dayak, de forme allongée. Partout où des administrateurs de finance indigènes ont été établis, les fonds recueillis leur sont versés entièrement.

(1) 454 grammes

G. Banques et crédit

Les renseignements reçus portent sur le nombre des banques.

H. Commerce international

La valeur totale des importations est de 72.254.507 dollars et celle des exportations, de 103.138.575 dollars.

A l'exception des exportations de pétrole, le commerce du pays se fait presque exclusivement avec Singapour. Le pétrole s'expédie principalement en Australie et au Bornéo néerlandais.

Les exportations sont soumises à un contrôle, afin d'empêcher l'exportation du riz et des autres produits nécessaires à l'existence. Les importations des pays à "monnaie forte" se bornent aux produits qu'il est impossible de se procurer ailleurs.

I. Programmes de développement

On peut résumer comme suit les divers programmes de développement :

A l'occasion de l'octroi d'une subvention de 670,000 dollars par le Gouvernement du Royaume-Uni, des plans ont été établis pour une étude économique et sociale portant sur la mise en valeur du pays et l'assistance sociale au cours des cinq années à venir.

Un centre de formation professionnelle pour instituteurs et une école secondaire ont été créés par le Gouvernement; une école rurale de perfectionnement doit s'ouvrir en 1948.

Les programmes agricoles provisoires comportent notamment les points suivants : (a) développement de l'agriculture au bénéfice des cultivateurs indigènes, (b) encouragement du petit fermier, qui cultive sa propre terre à l'aide d'un système de culture mixte, plutôt que des grandes plantations spécialisées, (c) recherche énergique de cultures monnayables pouvant remplacer le caoutchouc, et (d) accroissement de la production du riz.

Les plans relatifs à "l'étude du sol arable" et au "développement de la production du caoutchouc" ont été approuvés; un programme portant sur le développement de "cultures monnayables pouvant remplacer le caoutchouc" fait l'objet d'un examen de la part du Secrétaire d'Etat aux colonies. Ces plans seront financés à la fois par des revenus locaux et par des fonds alloués par le Royaume-Uni par application de la loi sur le développement colonial économique et social.

Parmi les autres mesures prises en vue de l'exécution de programmes de développement, il faut signaler une étude sur les pêcheries et la formation de personnel pour un service de la coopération.

LES SEYCHELLES

Les Seychelles et leurs dépendances se composent de 92 îles situées entre le 4ème et le 10ème parallèles de latitude sud. Mahé est la plus vaste et la plus peuplée de ces îles. Elle a 17 milles de long et de 3 à 7 milles de large; elle est située à 934 milles de l'île Maurice, à 600 milles de Madagascar et à 970 milles de Zanzibar. La population totale des îles est évaluée à 36.000 habitants et la superficie totale, à 156 1/4 milles carrés.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

La population se compose des descendants des premiers colons français, d'Africains, dont la majeure partie descend d'esclaves affranchis, d'un groupe créole, d'un nombre relativement faible d'Européens d'origine britannique et d'un groupe de Capucins suisses, membres du clergé catholique romain.

Il n'existe pas de loi établissant des distinctions, soit en faveur, soit au détriment d'une partie quelconque de la population.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La politique suivie à l'égard de la main-d'oeuvre tend à favoriser l'octroi de salaires équitables et l'établissement de bonnes conditions de travail et de vie.

Les travailleurs agricoles, qui constituent la majeure partie des salariés, reçoivent un salaire minimum légal de 16 roupies⁽¹⁾ par mois pour les hommes et de 8 roupies pour les femmes, la journée de travail étant de 5 heures 1/2. La tâche journalière n'occupant pas plus de quatre heures, les travailleurs sont encouragés par une double paie à travailler une deuxième fois dans la journée. D'ordinaire, l'employeur fournit également le logement et un lopin de terre.

Les ouvriers spécialisés reçoivent un salaire allant de 35 à 100 roupies par mois pour une semaine de 50 heures et les manoeuvres, un salaire de 18 à 20 roupies par mois. Cependant, comme dans le cas de la main-d'oeuvre agricole, la tâche journalière peut être terminée en 4 heures, de sorte que l'ouvrier peut aisément faire un deuxième poste avec un salaire double.

(1) Note du Secrétariat : 1 roupie (100 cents) = 1 shilling 6 pence (sterling)
= 30 cents des Etats-Unis.

La main-d'oeuvre d'emploi intermittent reçoit 3 roupies par jour.

La législation du travail en vigueur est la suivante :

Ordonnance sur l'engagement des ouvriers, 1945

Ordonnance sur l'emploi des domestiques, 1945

Ordonnance sur l'emploi des domestiques dans les îles éloignées, 1945

Ordonnance sur les syndicats et les conflits du travail, 1943

Ordonnance sur les conflits du travail (arbitrage et enquête), 1943.

Il n'existe pas de syndicats, ni d'organisations patronales et il n'y eut en 1947 aucun conflit du travail. Il n'y a pas de chômage saisonnier ni de main-d'oeuvre migrante.

C. Hygiène et santé publique

Les îles Seychelles ne connaissent pas la plupart des maladies infectieuses courantes dans les régions tropicales. Il n'y a pas de paludisme. Les infections intestinales, notamment la dysenterie amibienne, et les maladies vénériennes, sont les maladies les plus fréquentes.

On s'est appliqué à créer dans les trois îles les plus peuplées (Mahé, Praslin et La Digue) des établissements sanitaires avec l'hôpital des Seychelles, à Victoria, dans l'île Mahé comme établissement central, et des dispensaires pour les îles éloignées dont quelques-unes ne sont occupées que par une main-d'oeuvre restreinte et durant seulement une partie de l'année. Une petite colonie de lépreux existe dans l'île Curieuse.

Le problème le plus pressant est celui de la réorganisation des services de santé et d'hygiène. Les progrès de la médecine préventive n'ont pas été aussi rapides que ceux de la médecine curative et, en raison de la réduction de l'effectif du personnel pendant les années de guerre, le personnel supérieur n'a guère eu le temps de se consacrer à des campagnes, de quelque nature que ce soit, à l'extérieur des établissements de soins. La révision de la législation concernant la santé publique et le système de la quarantaine, l'enquête sur l'habitat urbain et rural, l'éducation de la population en ce qui concerne toutes questions de la nourriture et de l'eau potable, l'évacuation, dans les conditions appropriées, des déchets et des ordures ménagères, sont autant de problèmes qui attendent leur solution. Le personnel supérieur médical prend souvent part à des émissions de la station de radiodiffusion locale et, dans le cas des maladies vénériennes, par exemple, les membres du personnel effectivement chargés du traitement, ont fait une large campagne de publicité à ce sujet.

On estime à 389,608 roupies le total des frais des services de santé et d'hygiène du pays, avec une subvention accordée aux termes de la loi sur le développement colonial économique et social, qui s'élève à 2.235 livres sterling (29.800 roupies) et destinée à la construction d'un petit hôpital à La Digue.

Il existe trois hôpitaux comptant 146 lits et deux cliniques privées comptant 12 lits. Il y a 8 docteurs; 2 dentistes, 36 infirmières et 10 sages-femmes.

L'hôpital des Seychelles offre des facilités de formation professionnelle aux infirmières et aux sages-femmes.

Les statistiques démographiques transmises s'établissent comme suit :

(a) Nombre de décès	355	
Taux par 1.000 habitants	10	
(b) Nombre de naissances	949	
Taux par 1.000 habitants	26,6	
(c) Nombre de décès d'enfants de moins d'un an	76	
Taux de mortalité infantile pour 1.000 enfants nés vivants	80	
(d) Principales maladies	<u>Total</u>	<u>Taux de morbidité par mille habitants</u>
Bronchite	1.021	29,48
Entérite	627	18,6
Syphilis	592	17
Anémies	517	14,93
Blennorragie et complications	507	14,63
Rhumatisme chronique	466	13,45
Cirrhoses	401	11,58
Amygdalite	372	10,74
(e) Principales causes de décès	<u>Total</u>	<u>Taux de mortalité par mille habitants</u>
Sénilité	46	131,43
Maladies du système nerveux	53	94,29
Tuberculose	28	80
Cancer et autres tumeurs	17	48,57
Bronchopneumonie	14	40
Maladies du coeur	25	71,43
Syphilis	11	31,43
Naissance avant terme	17	48,57

Il n'existe pas de sous-alimentation prononcée, mais le fort pourcentage

d'helminthiase et de dysenterie a, sans aucun doute, un effet débilisant.

D. - E. Conditions et programmes de logement : assistance sociale et secours.

Le manque de matériaux importés a compromis les programmes de construction. Le Gouvernement a bâti quelques villas de pierre destinées à la main-d'oeuvre qui travaille sur ses plantations et des logements familiaux pour les fonctionnaires de la police, à Port Victoria et Anse Boileau.

Il n'existe pas de système d'assurances sociales, mais l'Institut Fiennes qui compte 80 pensionnaires abrite les vieillards et les infirmes aux frais de la collectivité. Les institutions qui sont disposées à se charger des orphelins et sont en mesure de les abriter bénéficient de subventions.

F. - G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal.

Les renseignements ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social.

L'hôpital des Seychelles, à Victoria, a subi d'importantes améliorations et s'est adjoint notamment une maternité, un nouveau laboratoire et un nouveau dispensaire.

En prévision de la construction d'un système moderne d'approvisionnement d'eau à Port Victoria, les zones de captage des eaux qui appartenaient à des particuliers ont été acquises au domaine public.

III. Conditions de l'enseignement

Le plan de 10 ans pour le développement de l'instruction tend à procurer à la masse de la population les connaissances nécessaires et le désir d'améliorer le niveau général de vie et de fonder un foyer et une économie familiale stable; il insiste particulièrement sur la formation du sens moral et du caractère afin de faire des habitants les membres utiles et heureux d'une communauté d'agriculteurs et de pêcheurs. Ceux qui désireront entrer dans les carrières libérales, dans l'administration locale et dans des emplois techniques et commerciaux auront l'occasion de s'y préparer.

Le plan vise à assurer l'instruction, dans les écoles, en 1956, de 80 pour 100 des enfants de 6 à 12 ans et de 50 pour 100 des enfants de 12 à 15 ans. La dépense totale du plan qui a déjà été approuvée s'élève à 78.140 livres sterling de frais d'installation et 163.360 livres sterling de frais courants; aux termes de la loi sur le développement colonial économique et social, des subventions s'élevant à 68.285 livres ont déjà été accordées et serviront à financer un certain nombre de nouveaux services,

notamment à procurer le personnel et l'équipement d'un centre technique, d'un centre d'études ménagères et d'une école normale; à acheter des projecteurs de cinéma, des films, des manuels scolaires et à construire de nouveaux bâtiments pour King's College.

Il existe un Conseil consultatif de l'enseignement composé d'habitants de la colonie et deux de ses douze membres sont des femmes.

On estime le total des frais de l'enseignement à 264.421 roupies, dont 122.951 roupies proviennent du fonds pour le développement colonial économique et social, et 141.530 roupies du budget local.

Il existe six écoles primaires de l'Eglise anglicane et dix-sept écoles primaires catholiques subventionnées, en plus des écoles primaires dépendant de King's College et du Couvent de St-Joseph. Il existe également deux écoles catholiques, une école de l'Eglise anglicane et six écoles primaires privées non subventionnées. L'enseignement secondaire est donné à King's College et dans un établissement qui reçoit du Gouvernement une subvention de 9.600 roupies par an, et qui est dirigé et pourvu de personnel enseignant par les Soeurs de St-Joseph de Cluny.

Le British Council accorde une certaine aide, dans les limites de ses attributions, en faisant don de livres, de disques, de photos et de films.

Les renseignements concernant les bâtiments scolaires et autres installations, le programme d'études et les langues dans lesquelles se fait l'enseignement, ainsi que la place faite à la culture indigène, sont transmis, mais n'ont pas été résumés.

Il n'existe pas d'institution d'enseignement supérieur. Un boursier du Gouvernement poursuit sa deuxième année d'études à l'Ecole d'économie politique de Londres. Le Gouvernement de la métropole a attribué à la colonie 3.000 livres sterling pour envoyer des fonctionnaires locaux faire des stages de formation outre-mer. Le plan décennal a accordé 4 bourses destinées à envoyer des instituteurs faire des stages de formation outre-mer.

L'éducation de la population se fait au moyen d'émissions radiophoniques régulières, de représentations cinématographiques et de distribution de publications aux salles de lecture, aux cercles et aux particuliers, tandis que des cours pour adultes sont organisés périodiquement.

Le Centre technique du Département de l'enseignement contribue à la formation professionnelle et un petit nombre de ses étudiants sont employés dans les services des travaux publics et de l'imprimerie officielle.

D'après le recensement effectué en décembre 1947, 25,9 pour 100 de la

population sait lire et écrire et l'on estime que 55 pour 100 des enfants de 6 à 15 ans sont inscrits dans les écoles.

Seuls peuvent être employés les instituteurs agréés. Ceux qui se destinent à cette carrière peuvent obtenir une bourse de 3 ans dans des écoles secondaires et servir 2 ans comme élève-maître. Le rapport du nombre d'élèves par rapport au nombre d'instituteurs ou de professeurs est de 11,9 élèves par professeur dans les établissements secondaires et de 33,8 élèves par instituteur dans les écoles primaires. La dépense par tête ¹⁾ est de 63 roupies, soit 4 livres sterling 14 shillings 6 pence, soit 18 dollars 90 cents des Etats-Unis. ...

Les journaux locaux sont :

Le Bulletin gouvernemental des Seychelles, publication quotidienne.

The Clarion, hebdomadaire, qui tire à 350 exemplaires.

Le Seychellois, organe bi-mensuel de l'Association des contribuables et des producteurs des Seychelles, qui tire à 300 exemplaires;

Deux revues paroissiales et des périodiques publiés par le Département de l'enseignement et les éclaireurs.

Il n'existe pas de cinéma commercial régulier. Le Département de l'enseignement possède deux projecteurs de 16 mm pour cinéma parlant et quatre appareils de projections lumineuses. Des séances de cinéma gratuites et en plein air sont données à Victoria, environ trois soirées par mois, et le nombre moyen des spectateurs est de 2.000 par soirée. La commande d'un camion de projections cinématographiques vient d'être faite.

Les émissions radiophoniques ont commencé en 1945 et la station diffuse chaque semaine deux émissions d'une heure.

Il existe une bibliothèque Carnegie qui reçoit du Gouvernement une subvention de 150 livres sterling par an et une bibliothèque de prêt aux instituteurs dépendant du Département de l'enseignement.

Les renseignements sur les types d'écoles, les livres scolaires, les bibliothèques scolaires, les cantines, les organisations de jeunesse, l'éducation physique, les certificats et l'inspection scolaire, la musique et les arts dans les écoles, les recherches scientifiques et le développement

(1) Note du Secrétariat : On a obtenu la dépense par tête en divisant le total des frais d'instruction, soit 264.421 roupies, par le nombre total d'élèves, soit 4.210.

de la culture indigène, sont transmis, mais n'ont pas été résumés.

Pour les renseignements concernant les programmes en matière de progrès social, voir section IV, I.

IV. CONDITIONS ECONOMIQUES

A. - C. Ressources naturelles et production

L'agriculture est à la base de la vie économique de la colonie, les principaux produits étant le coprah et l'essence de feuille de cannelle, avec, comme produits de moindre importance, l'écorce de canelle, la vanille et l'essence de patchouli. Il n'existe pas de minerais exploitables. Le guano, riche en phosphate, provenant des îles coralliennes éloignées fait l'objet d'une exploitation. Les pêcheries, ressource naturelle extrêmement importante, sont susceptibles d'un grand développement.

Le personnel du Département de l'agriculture se compose de trois fonctionnaires recrutés dans la métropole, de neuf fonctionnaires recrutés sur place et de trois administrateurs attachés aux plantations du Gouvernement. On estime les dépenses du poste du budget réservé à l'agriculture à 135.576 roupies.

La plus grande partie du pays est couverte de cocotiers, principale ressource du pays, tandis que les canneliers et la forêt occupent les pentes moyennes et élevées des îles granitiques. On estime à 1.000 acres la superficie des pâturages.

<u>Cultures</u>	<u>Superficie</u>	<u>Rendement en 1947</u>
Noix de coco (coprah)	30.000	6.000 tonnes
Essence de cannelle	4.000	57 tonnes
Essence de patchouli	200	9 tonnes
Ecorce de cannelle	4.000	261 tonnes
Vanille	250	516 kilogrammes

Il y a 3.277 têtes de bétail, 8.353 porcs, ainsi que des chèvres et de la volaille.

La superficie couverte de bois exploité est d'environ 1.500 acres et les réserves du Gouvernement s'étendent sur environ 4.000 acres.

Autour des Seychelles, s'étend une zone de pêche de 10.000 milles carrés et une zone de 15.000 milles carrés est, en outre, accessible. Le marché local qui débite de 1.000 à 1.500 tonnes par an environ est alimenté par les pêcheurs locaux et un commerce d'exportation de poisson séché salé vers l'Afrique orientale est en train de s'établir.

En vue de prévenir l'érosion du sol, on a recours à la formation de terrasses, au reboisement des corniches et à la culture par bandes, tandis qu'une série d'ordonnances protège les forêts et les pécheries.

Bien que les précipitations soient considérables, l'eau ne séjourne pas et l'irrigation est nécessaire pour mettre en valeur la terre. L'usage de machines agricoles est peu ou pas du tout nécessaire. On utilise surtout le fumier d'étable et d'autres matériaux de fumage que l'on trouve sur place, ainsi qu'une petite quantité de sulfate d'ammonium.

Le programme d'élevage comporte l'amélioration du bétail indigène par l'emploi de taureaux reproducteurs d'élite, importés, de race frisonne et sindhi.

On a mené contre les rats qui constituent une grave menace pour la récolte des noix de coco une énergique campagne d'extermination.

Toutes les terres qui ne sont pas terres de la Couronne sont pleines propriétés foncières et elles se répartissent comme suit :

Propriétés de 5 acres et moins	1.312
Propriétés de 5 à 10 acres	103
" de 10 à 20 "	147
" de 20 à 50 "	119
" de 50 à 100 "	61
" de 100 à 200 "	42
" de plus de 200 acres	56
" " " " 1.000 "	7

Le Gouvernement possède 9.000 acres et neuf îles coralliennes qu'il a données à bail. La Mission catholique possède au total 1.300 acres.

Il n'existe ni associations agricoles ni sociétés coopératives. La Banque agricole, établissement gouvernemental, accorde des crédits à un faible intérêt. Toutes les exportations sont aux mains d'un petit nombre d'expéditeurs qui achètent les produits aux propriétaires de plantations.

La colonie ne possède pour ainsi dire aucune industrie. Les plus grandes propriétés ont des installations pour le séchage du coprah et des distilleries où elles préparent l'essence de cannelle. Le Gouvernement dirige une distillerie centrale qui produit d'autres essences.

Les objets en écaille de tortue, les chapeaux de paille, les paniers, les travaux au crochet et de broderie sont les principales ressources artisanales et sont, pour la plupart, vendus sur place aux visiteurs.

D. Niveau de vie

Les indices du coût de la vie pour la famille d'un petit salarié figurent dans le tableau suivant :

Septembre 1939	100
Septembre 1943	215
Septembre 1946	212
Septembre 1947	218

Le prix de détail des vêtements (coutil) s'est élevé de 90 cents l'aune en 1939, à 2 roupies 29 cents en 1947; en ce qui concerne la nourriture, le prix du riz est passé de 8 à 28 cents la livre; la farine, de 12 à 27 cents la livre; le café de 10 à 45 cents la livre en 1947.

E. Communications et transports

<u>Type de communication</u>	<u>Etendue</u>
Navigation maritime	Victoria, le seul port, reçoit une fois par mois les vapeurs de la ligne Durban-Bombay, allant dans l'une et dans l'autre direction.
Voies navigables intérieures	Néant
Chemins de fer	Néant
Lignes aériennes	Néant
Routes principales	65 milles 1/2, toutes dans Mahé
Routes secondaires et chemins	Nombreux
Postes	Le service est assuré entre Mahé Praslin et La Digue
Télégraphes et câbles	Service avec le reste du monde.
Téléphone	A Port Victoria seulement
Radio	Une station émettant deux fois par semaine.

F. Finances publiques

Dans les renseignements transmis, figurent des tables qui indiquent le montant approximatif des recettes et des dépenses. Les recettes s'élèvent à 2.631.059 roupies; les dépenses, à 2.267.831 roupies.

Les principales sources de recettes sont :

Impôts sur le revenu	120.000 roupies
Impôts fonciers, 40 cents par acre	19.573 roupies
Impôts sur la propriété à Port Victoria, 1 pour 100 de la valeur	19.100 roupies
Permis (liqueurs, commerces, radios, armes, chiens et véhicules)	128.000 roupies.

Il n'existe pas de capitation ni d'impôt perçu par feu.

Le taux de l'impôt sur le revenu portant sur les revenus de moins de 1.000 roupies est de 1 pour 100, avec un minimum de 4 roupies, les cinq cents premières roupies de revenu n'étant pas imposables. Si le revenu s'élève à 1.000 roupies ou plus, le taux varie de 2 pour 100 pour les 1.000 premières roupies, à 10 pour 100 dans les cas des revenus de 5.000 à 6.000 roupies, à 20 pour 100 dans le cas des revenus de 9.000 à 10.000 roupies, jusqu'à 50 pour 100 pour toute somme excédant 16.000 roupies.

G. Banques et crédit

Comme il n'existe pas de banque fonctionnant dans la colonie, le Gouvernement effectue les opérations bancaires et accorde les facilités de crédit.

H. Commerce international

La valeur totale des importations s'élève à 5.087.106 roupies. Les principaux articles importés sont :

Produits alimentaires, boissons et tabacs	2.571.128 roupies
Articles d'habillement	860.667 roupies
Machines et produits manufacturés	1.422.754 roupies

Les principales denrées alimentaires importées sont le riz (996.494 roupies), la farine de froment (372.451 roupies), le sucre (352.595 roupies) et le maïs (241.121 roupies).

La valeur totale des exportations s'élève à 4.163.626 roupies. Les principaux articles exportés sont :

	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>
Coprah	4.862 tonnes 1/2	2.625.763 roupies
Essence de patchouli	9.005 kilos 1/4	630.715 "
Essence de cannelle	57.357 kilos	418.291 "
Guano	14.287 tonnes	307.970 "
Ecorce de cannelle	261 tonnes	71.002 "

Sur une valeur totale de 5.087.106 roupies, 1.528.394 roupies de marchandises ont été importées du Royaume-Uni et 2.371.105 roupies, de pays situés dans la zone de la livre sterling. Les cotonnades sont en majeure partie importées de l'Inde, la farine et le maïs de l'Afrique orientale et le sucre de l'île Maurice, de l'Afrique du Sud ou du Mozambique.

Des exportations d'une valeur de 3.033.433 roupies, sur un total de 4.163.626 roupies vont au Royaume-Uni, le reste se dirigeant sur les Etats-Unis d'Amérique (essence et vanille) et l'Afrique du Sud (guano).

Il existe un système de licences qui a pour but de diriger, dans la mesure du possible, les exportations vers des territoires dont la balance commerciale n'est pas favorable aux pays de livre sterling et de réduire au minimum les importations provenant de régions "de monnaie forte".

Le Ministère du ravitaillement du Royaume-Uni a acheté la totalité de la production de coprah de l'année.

I. Programmes de développement

A la fin de l'année 1946, a été élaboré un programme de développement culturel qui a été accepté comme devant servir de base générale au plan de développement, une importance plus grande toutefois devant être accordée au développement économique.

Des plans prévoyant un vaste programme de reboisement, de recherches agricoles, de projets d'irrigation, de terrassement et de campagnes de pêche de grande envergure prennent forme peu à peu. Aux termes de la Loi sur le développement colonial économique et social, 9.100 livres sterling ont été accordées pour des travaux de terrassement et d'irrigation dans les propriétés du Gouvernement et 11.000 livres sterling pour l'importation de bétail de race. Un bateau à moteur destiné à des recherches sur la pêche et bénéficiant d'une autre subvention poursuit actuellement une croisière d'études de 2 ans dans les eaux de l'île Maurice et des Seychelles. Dans l'ensemble, 250.000 livres sterling ont été attribuées aux travaux de développement prévus pour une période de 10 ans, 1946-1955, tandis qu'un programme de travaux publics qui coûte environ 35.000 livres sterling par an est financé par le budget de la colonie.

SIERRA-LEONE

La colonie et le Protectorat britanniques du Sierra-Leone sur la côte occidentale de l'Afrique sont bornés au nord-ouest, au nord et au nord-est par la Guinée française, et à l'est et au sud-est par le Libéria.

La partie du territoire formant la colonie comprend la péninsule de Sierra-Leone, l'île Sherbro, quelques petites îles et quelques bandes étroites de territoire dans l'intérieur du pays. La Couronne a aussi acquis une bande de terrain en profondeur d'un quart de mille à un mille tout le long de la côte non comprise dans les régions déjà spécifiées. Le restant du territoire qui comprend plus des neuf dixièmes de l'ensemble, constitue le Protectorat.

Freetown, qui a une population de 86.000 habitants (1944), est la seule ville importante.

La superficie totale de la colonie et du Protectorat de Sierra-Leone s'élève à 27.925 milles carrés. La population est évaluée à un peu moins de 2.000.000 d'habitants.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

A part une loi ordonnant l'imposition d'une capitation (qui établit une distinction en faveur des Africains) et les décrets régissant les pensions (pensions établies en fonction des conditions de service pour l'ensemble de l'Afrique occidentale britannique mais qui seront dorénavant modifiées au Sierra-Leone de façon à assurer plus d'égalité), les lois du Sierra-Leone ne font aucune différence entre les Européens et les Africains. Lorsqu'elles distinguent, c'est presque dans tous les cas entre indigènes et non-indigènes. A l'exception des définitions spéciales qui figurent dans le décret relatif à la capitation des non-indigènes (non-Native Poll-Tax Ordinance) et dans la quatrième partie du décret relatif aux employeurs et employés (Employers and Employed Ordinance), les définitions assez variables de l'indigène que l'on trouve dans les lois indiquées ci-dessous tendent en règle générale à établir une différence entre les naturels du Protectorat d'une part, et toutes les autres personnes, d'autre part. La plupart des personnes placées dans cette dernière catégorie au Sierra-Leone sont, tout comme les aborigènes, de descendance africaine, mais leur système social et

culturel est différent. En règle générale, ces lois du territoire établissent donc des distinctions non pas entre les races, mais entre des groupes de la population qui vivent chacun dans des conditions sociales extrêmement différentes.

Dans les questions qui sont en dehors du domaine législatif, les efforts du Gouvernement tendent, d'une manière générale, à supprimer en matière politique, sociale et économique, toute espèce de distinction fâcheuse entre les races ou entre les différents groupes de la population.

Les différentes mesures législatives sont analysées et on en tire les conclusions suivantes :

En ce qui concerne la propriété foncière, les seuls décrets dont on pourrait dire qu'ils établissent des distinctions entre les différentes races sont les suivants : la Concession Ordinance (Loi relative aux concessions, n° 29 de 1931) qui règle la concession des droits fonciers par les indigènes (c'est à dire par "toute personne née en Afrique qui, en vertu des coutumes indigènes, jouit de droits fonciers dans la colonie ou dans le Protectorat"); la Protectorate Land Ordinance (Décret relatif au régime foncier du Protectorat, n° 16 de 1937) qui établit les conditions auxquelles les personnes autres que les indigènes (aux termes de ce décret, l'indigène est tout membre des races aborigènes ou des tribus de l'Afrique résident habituellement à l'intérieur du Protectorat ou dans les territoires adjacents autres que la colonie), peuvent posséder des terres dans le Protectorat. Cette distinction vise à protéger les droits fonciers des indigènes et si l'on considère que les naturels eux-mêmes ne jouissent pas du droit à la pleine propriété foncière, le refus d'accorder ce même droit aux non-indigènes dans le Protectorat ne peut sembler déraisonnable. En fait, au stade actuel, la notion britannique de la pleine propriété foncière est étrangère au droit indigène du territoire.

La loi n'établit aucune distinction en ce qui concerne les droits de résidence et il n'existe pas de villes indigènes réservées. Le Gouvernement a clairement déclaré qu'il n'existe plus maintenant aucune objection de principe à ce que des Africains s'établissent dans la station de montagne situées près de Freetown qui avait été créée à l'origine pour protéger les fonctionnaires européens contre les maladies endémiques auxquelles on les croyait particulièrement sensibles.

De même, la loi n'établit aucune distinction en matière de syndicats, non plus que dans le domaine de l'enseignement. Dans celui-ci, les seules différences naissent du degré de richesse ou de pauvreté des parents qui détermine dans une large mesure si, et jusqu'à quel point, leurs enfants peuvent recevoir de l'instruction.

Aux termes de l'article 29 de la Summary Conviction Offences Ordinance 1924 (Décret relatif aux infractions passibles de condamnations sommaires) (chapitre 201 des lois), un indigène (c'est à dire tout membre des races aborigènes ou des tribus de l'Afrique qui réside habituellement à l'intérieur du Protectorat ou dans les territoires adjacents autres que la colonie et qui n'est pas au service de Sa Majesté (article 2 de la Protectorate Ordinance, 1924)) qui chôme depuis plus de 21 jours, peut être rapatrié de la colonie. En général, des mesures ne sont prises que lorsque les conditions de vie ou la conduite de l'intéressé attirent sur lui l'attention de la police.

Dans l'administration, des changements récents dans les conditions de service ont renforcé la tendance à égaliser les conditions d'emploi des fonctionnaires africains et des fonctionnaires européens. Il n'existe de différence entre fonctionnaires européens (ou "expatriés") et les autres que dans la mesure où l'on considère que les fonctionnaires expatriés ont droit à des conditions spéciales (par exemple, indemnité d'expatriation et périodes de congé), en considération du fait qu'ils servent loin de leur propre pays et dans un climat différent.

Le décret de 1924 sur les pensions (veuves et orphelins) (chap. 148 des lois) ne contient aucune disposition relative aux veuves et orphelins des fonctionnaires non-européens analogue à celles qui existent en faveur des veuves et orphelins des fonctionnaires européens. La création d'une Caisse des pensions des veuves et des orphelins des fonctionnaires africains est soumise à un examen très poussé.

Des amendements sont actuellement à l'étude en vue de donner effet à la décision tendant à établir un coefficient égal pour les pensions des fonctionnaires expatriés et des fonctionnaires non expatriés.

Il existe au moins un cas exceptionnel où un fonctionnaire non-européen a obtenu des conditions d'emploi qui ne sont normalement accordées qu'à la classe de fonctionnaires dits "expatriés" et qui a donc bénéficié des droits octroyés en vertu des chapitres 146 et 148 des lois.

La loi ne précise pas si les membres élus du Conseil législatif seront des Européens ou des non-Européens, bien qu'en pratique, seuls des Africains aient été élus. Trois des membres désignés et officieux (dont le nombre ne doit pas dépasser 7) doivent, en vertu de l'article 4 de l'Ordre en Conseil de 1924 de Sierra-Leone (Conseil législatif) être des grands chefs du Protectorat, c'est-à-dire donc des Africains. Les autres membres officieux et désignés peuvent être de n'importe quelle race.

Aux termes de l'article 12 du décret n° 30 de 1934 relatif aux employeurs et employés, les employeurs commettent un délit grave lorsqu'ils manquent à certains de leurs devoirs, tandis que les articles 34, 57 et 69 prescrivent une responsabilité pénale en ce qui concerne les mauvais traitements graves et le défaut de subvenir aux besoins des employés. Les articles 35 et 37 établissent certaines infractions relatives au recrutement de la main-d'oeuvre indigène pour l'étranger (le mot indigène s'entend cette fois "des indigènes de l'Afrique occidentale qui ne sont pas de race ou d'origine européenne ou asiatique"). Aux termes des articles 56 et 70, une rupture de contrat commise par un employé constitue dans certains cas un délit grave.

On estime que les sanctions pénales appliquées aux employeurs devraient être maintenues jusqu'au moment où l'assistance judiciaire dans la procédure civile serait à la fois plus rapide et plus accessible aux travailleurs faiblement rétribués.

Afin de protéger les indigènes et de restreindre le pouvoir des autorités locales du Protectorat dans un domaine où de sérieux abus peuvent être commis, l'article 5 du décret n° 22 de 1941 relatif au recrutement des travailleurs interdit à toute autorité indigène, grand chef ou tout autre chef, de recruter des travailleurs.

Le Forced Labour Ordinance, n° 50 1932 (Décret n° 50 de 1932 relatif au travail obligatoire) impose aux indigènes certaines obligations et établit les limites, d'ailleurs très étroites, dans lesquelles le travail obligatoire est actuellement permis. Le maintien des dispositions tendant à autoriser l'emploi de la main-d'oeuvre non payée à certaines fins déterminées est sujet à un examen continu. Le Registration of Employees Ordinance, n° 8 1947 (Décret n° 8 de 1947 relatif à l'enregistrement des travailleurs) vise exclusivement à faciliter la surveillance de l'emploi et n'établit aucune distinction de race.

Le mariage par coemption (paiement de la dot au père de la femme) est reconnu lorsque les deux parties sont des indigènes. Les mariages mixtes sont rares mais la loi ne les interdit pas.

Dans le Protectorat, étant donné que la population n'est pas suffisamment évoluée, le procès devant jury n'existe pas et l'opinion unanime des assesseurs ne lie pas le juge comme dans la colonie. Tous les cas dans lesquels des non-indigènes sont accusés de meurtre d'indigènes (ou inversement) doivent être jugés dans la colonie en vue de réduire le risque des préjugés.

Les affaires civiles et les affaires criminelles secondaires dans lesquelles sont impliqués des indigènes du Protectorat, relèvent de la juridiction des tribunaux indigènes. Cette mesure a été prise en vue d'assurer que les questions de droit et de coutumes indigènes qui ne sont pas prévues par le droit britannique, soient traitées par les tribunaux appropriés.

Les lois relatives à l'enregistrement des médecins ne font aucune distinction de race.

Les décrets interdisant (sauf dans des conditions déterminées qui sont plus sévères pour les indigènes) la production ou la vente des boissons spiritueuses dans certaines régions du Protectorat, sont tombés en désuétude.

Le Mineral (amendment) Ordinance, 1946 (Amendement au décret relatif aux minerais, n° 34 de 1946) prescrit que des licences pour l'exploitation de l'or d'alluvion seront délivrées aux "personnes indigènes", avec cette restriction que le consentement de l'autorité de la tribu sera exigé quand lesdites personnes ne sont pas domiciliées "dans la région d'exploitation sous licence" intéressée. Cette licence spéciale doit permettre aux indigènes qui n'ont que peu ou pas de capital, d'entreprendre sur une petite échelle l'exploitation d'or d'alluvion.

Les lois de Sierra-Leone relatives à l'impôt sur le revenu ne font aucune distinction de race, bien qu'en pratique l'impôt sur les revenus atteigne les Européens et les Asiatiques dans une plus grande mesure que les Africains.

Aucune distinction de race n'empêche une personne de poursuivre une activité quelconque dans le domaine économique; si certains facteurs s'y opposent, ils sont dus exclusivement au fait que la Sierra-Leone dépend du

capital étranger pour exploiter ses ressources naturelles, des marchés étrangers pour la vente de ses matières premières et de l'industrie étrangère pour ses importations. La politique poursuivie dans ce domaine tend à assurer à toutes les races, à tous les groupes de la population en général et aux groupes les plus arriérés en particulier un juste accès au progrès économique et à leur procurer les encouragements nécessaires à cette fin.

Aucune distinction n'est faite dans l'usage des services publics, ni, d'une manière générale, en ce qui concerne les droits sociaux. Le degré auquel les relations sociales et les amitiés se nouent entre personnes de races différentes dépend surtout des individus intéressés, de la mesure dans laquelle ils partagent des intérêts communs, sont sûrs d'eux-mêmes et ne souffrent pas d'une sensibilité sociale trop aiguë. Le Dinner Club de Freetown et le British Council s'efforcent également de réunir sur un terrain commun les personnes cultivées des groupes européens et africains.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La politique du travail tend : a) à relever le niveau de vie et les conditions d'emploi des salariés; b) à développer le système des contrats collectifs et les consultations entre employeurs et travailleurs; c) à favoriser l'amélioration de la qualité du travail, du rendement et de l'organisation du travail; d) à diminuer le chômage par une nouvelle répartition de la main-d'oeuvre.

Au cours de l'année, des conseils paritaires (Joint Industrial Councils), et des commissions de fixation des salaires (Wages Boards) conformes à la loi ont été créés et on a institué également une bourse du travail au port.

Dans le domaine du travail, certains problèmes particuliers se posent a) par les grandes différences que l'on constate dans le niveau de vie d'une population composée de races diverses qui ont chacune atteint un stade différent de développement; b) de par l'arrivée ininterrompue dans les régions plus développées, d'éléments plus pauvres provenant des régions beaucoup plus vastes et relativement peu développées de l'intérieur.

La catégorie la plus importante des salariés est celle des travailleurs des mines (6.446 personnes); vient ensuite celle des travailleurs du bâtiment et de la construction, y compris les employés de l'Administration des travaux publics (5.961 personnes), suivie par celle des travailleurs des transports (2.793 personnes).

Les salaires dans l'agriculture, les forêts, le bâtiment et les transports sont de 2 à 5 shillings par jour pour les manœuvres et de 5 à 7 /6 shillings par jour pour la main-d'œuvre qualifiée. Les mineurs gagnent de 1/6 à 11 shillings par jour.

La loi reconnaît les organisations du travail qui se font immatriculer conformément aux dispositions du décret relatif aux syndicats.

Il existe sept syndicats immatriculés, qui accusent au total 12.821 membres, dont 5.496 ont payé une cotisation.

Il n'existe pas d'organisations patronales.

Un système de négociations des salaires a été institué et les accords et décisions résultant des négociations sont incorporés dans la réglementation relative aux salaires. La loi prévoit certaines mesures pour le règlement des différends là où il n'existe pas de système de négociation ou lorsque les pourparlers n'ont pas abouti à un accord.

La législation du travail en vigueur comprend :

- Forced Labour Ordinance, 1932 (Ordonnance relative au travail obligatoire)
- Recruiting of Workers Ordinance, 1941 (Ordonnance relative au recrutement des travailleurs)
- Registration of Employees Ordinance, 1947 (Ordonnance relative à l'enregistrement de la main-d'œuvre)
- Employers and Employed Ordinance, 1934 (Ordonnance relative aux employeurs et employés)
- Fair Wages Clause (Clause relative au juste salaire, insérée dans tous les contrats du Gouvernement)
- Workmen's compensation Ordinance, 1939 (Ordonnance relative aux accidents du travail)
- Machinery (Safeworking and Inspection) Ordinance, 1941 (Ordonnance relative aux mesures de sécurité et à l'inspection des lieux de travail)
- Regulation of Docks Ordinance, 1938 (Ordonnance relative à la réglementation du travail dans les docks).

Les statistiques fournies par les employeurs occupant plus de 6 personnes révèlent qu'en 1947, 17.055 personnes étaient employées dans la colonie, et 15.695 dans le Protectorat. Le nombre total des salariés peut être estimé à 60.000 personnes.

La main-d'oeuvre est abondante et nombreux sont les petits paysans qui recherchent un emploi salarié dans les centres urbains.

Le nombre des travailleurs instruits ou hautement qualifiés est très réduit.

En ce qui concerne les travailleurs migrants, près de 2.000 citoyens du Libéria résident à Freetown. Un petit nombre de membres des tribus de la Guinée française passent au Sierra Leone individuellement, soit pour s'y établir, soit pour y travailler pendant un certain temps.

C. Hygiène et santé publique

Les grands problèmes de la santé résultent de la pauvreté, de l'ignorance, de la sous-alimentation qui sévit dans une certaine mesure dans les centres urbains, du paludisme, du pian, de la maladie du sommeil, de la tuberculose et de la lèpre. On envisage la création de services spéciaux pour lutter contre la tuberculose et les maladies vénériennes. Le Département de la santé dispose d'un service mobile, qui mène la lutte contre le paludisme, le pian et la maladie du sommeil. Des équipes mobiles ont également entrepris la vaccination contre la variole dans les parties éloignées du Protectorat.

Le budget du Département de la santé publique pour le territoire s'élevait à 192.126 livres et les subventions accordées par le Gouvernement métropolitain se chiffraient à 32.363 livres.

Le territoire possède 21 hôpitaux et 2 infirmeries, comprenant 941 lits et 35 berceaux. Il y existe également un hôpital pour les malades mentaux pouvant recevoir 112 personnes. Le personnel sanitaire comprend 30 médecins du Gouvernement, 2 dentistes du Gouvernement, 27 médecins qualifiés, 84 infirmières, 74 élèves infirmières, 12 accoucheuses et 14 élèves accoucheuses.

Des centres de formation pour infirmières et accoucheuses fonctionnent dans 3 hôpitaux du Gouvernement. Les pharmaciens et les inspecteurs sanitaires sont formés à Freetown.

Nous donnons ci-dessous un résumé des statistiques démographiques qui se rapportent à la colonie seulement :

a) Mortalité	Taux par mille	16,7
b) Natalité	Taux par mille	25,16
c) Mortalité infantile	Taux par mille naissances vivantes	182

d) et e) Les maladies qui provoquent un taux élevé de mortalité et de morbidité sont les suivantes :

	<u>Cas</u>	<u>Décès</u>
Maladies de la peau, des tissus cellulaires, des os et des organes locomoteurs	17.287	21
Pian	13.220	-
Paludisme	13.134	14
Etat rhumatismal	7.612	2
Maladies du système digestif	7.395	16
Maladies vénériennes	4.960	9
Maladies du système respiratoire	4.847	15
Bronchite	4.521	3
Autres maladies non vénériennes du système génito-urinaire	2.780	15
Diarrhée	2.298	13
Autres maladies de la nutrition, etc.	2.163	17
Maladies de la grossesse, de l'accouchement et de l'état puerpéral	2.019	27
Hernies, obstructions intestinales	1.268	36
Maladies du sang et des organes hématopoiétiques.	1.264	25
Autres maladies du système nerveux	1.160	21
Dysenterie	814	23
Maladies du système circulatoire	717	53
Pneumonie	573	57
Tuberculose	294	44
Cancer et autres tumeurs	236	9

La sous-alimentation est fréquente mais, sauf parmi certains groupes des régions urbaines, n'est nulle part très grave.

D. Conditions de logement et programmes

Un plan d'urbanisation a été établi pour la ville de Freetown, et on se propose d'élever, à titre d'essai, une série d'habitations de construction moderne et solide de types différents, correspondant aux revenus des différents groupes de la population.

E. Assistance sociale et secours

La Commission d'assistance sociale du port envisage de créer une hôtellerie et un club destinés aux marins de passage et aux marins du pays. Le Conseil municipal de Freetown accorde des secours aux indigents.

Il n'existe pas de système d'assurances sociales. Dans le Protectorat, les membres de la famille au sens large, qui constitue la cellule sociale normale, reconnaissent l'obligation de se soutenir les uns les autres et de s'entraider.

Le service d'assistance sociale du territoire possède un centre de réunion et dirige une Association civique (Community Association), un Bureau de consultations pour les citoyens (Citizens Advice Bureau), des cercles de jeunes gens, un Service de la liberté surveillée, un établissement de rééducation et une maison de détention provisoire.

F. Statistiques de la criminalité

Des renseignements ont été fournis, mais n'ont pas été résumés.

G. Description du système pénal

Des renseignements ont été fournis mais n'ont pas été résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir section IV, I.

III. CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Les efforts dans ce domaine tendent avant tout à réduire l'analphabétisme surtout dans le Protectorat et à former un plus grand nombre d'instituteurs. Les problèmes particuliers qui se posent au Département de l'enseignement sont notamment le manque de personnel qualifié, les ressources financières restreintes et le déchet considérable qui se produit dans la fréquentation scolaire avant que les enfants aient atteint les classes supérieures.

Dans la colonie, l'enseignement primaire est assuré par deux écoles du Gouvernement, par 150 écoles de régime mixte (pour lesquelles le Gouvernement recrute le personnel enseignant et paye, outre les salaires, toutes les fournitures et tout le matériel, et pour lesquelles les missions fournissent et entretiennent les bâtiments), et par 16 écoles privées.

Dans le Protectorat, l'enseignement primaire est assuré par 3 écoles du Gouvernement, par 18 écoles de l'administration indigène, par 167 écoles des missions et par 3 écoles privées.

Le Gouvernement a accordé des subventions pour les salaires, le matériel et les bâtiments à toutes les écoles hormis les écoles privées et 77 des écoles des missions.

L'enseignement secondaire de la colonie comprend une école du Gouvernement pour garçons et 8 écoles subventionnées (4 pour garçons et 4 pour filles).

Dans le Protectorat, l'enseignement secondaire est donné par une école du Gouvernement pour garçons et une école primaire pour filles qui comprend un cours complémentaire secondaire.

Les dépenses afférentes à l'enseignement ont été couvertes par des contributions provenant des sources suivantes :

Gouvernement du territoire	88.605 livres
Administration locale	6.478 livres
Gouvernement de la métropole	14.679 livres
Ensemble des contributions non-gouvernementales	52.173 livres

Les missions ont fourni une somme de 46.605 livres et le Mining Benefits Fund (Caisse de secours des mines) du Protectorat une somme de 5.568 livres destinée à l'enseignement.

Des renseignements concernant les bâtiments scolaires et la langue employée dans l'enseignement ont été fournis mais n'ont pas été résumés.

Au cours de l'année, cinq étudiants boursiers poursuivaient des études universitaires au collège de Fourrah Bay, en Sierra-Leone. Vingt-cinq se trouvaient dans des établissements d'enseignement supérieur au Royaume-Uni et 3 au collège d'Achimota, Côte de l'Or. Ils se consacraient notamment à la médecine, aux sciences techniques, à l'agronomie ou suivaient des cours supérieurs en sciences et lettres.

Au cours de l'année, 12 bourses d'enseignement supérieur ont été accordées par le Gouvernement, 2 pour la médecine, 3 pour les sciences, 2 pour les lettres, 3 pour les sciences techniques, une pour l'agronomie et une pour les sciences sociales; une des bourses (lettres) a été octroyée pour le collège de Fourah Bay et toutes les autres pour des institutions situées dans le Royaume-Uni.

Le Conseil britannique a octroyé une bourse pour l'étude des sciences sociales, dans le Royaume-Uni.

Le Directeur des boursiers coloniaux aide les étudiants non-boursiers, qui ont la formation nécessaire, à entrer dans les établissements d'enseignement supérieur du Royaume-Uni.

Au cours de l'année, quelque 35 étudiants non-boursiers sont partis pour le Royaume-Uni et 10 pour les Etats-Unis d'Amérique afin d'y poursuivre leurs études.

Sous les auspices du Bureau de l'éducation du Protectorat (Protectorate Literacy Bureau), 851 personnes ont appris à lire et à écrire dans leur langue maternelle, principalement en langue mandé. Ce Bureau a publié 5 brochures en mandé pendant l'année et 24.424 livres de lecture ont été vendus. Des jeunes filles débutantes ont pu également suivre dans le Protectorat des cours élémentaires d'hygiène, de protection de l'enfance et d'arts ménagers.

Les artisans bénéficiant d'une formation partielle ont pu la compléter en suivant des cours de montage, de menuiserie, de mécanique automobile, de rivetage, de briquetage et de maçonnerie au Centre de formation professionnelle du Gouvernement.

Au total, 6.104 hommes se sont présentés aux examens du concours d'aptitude artisanale; sur ce nombre, 1.012 artisans qualifiés et 1.275 artisans semi-qualifiés ont été reçus.

L'augmentation continue de la fréquentation scolaire indique une réduction constante de l'analphabétisme.

Le taux de fréquentation scolaire par rapport au nombre des enfants d'âge scolaire s'élève à 55 pour 100 dans la colonie et à 4 pour 100 dans le Protectorat.

Sur le chiffre global de 28.609 inscriptions dans les établissements d'enseignement, on compte 26.124 inscriptions dans les écoles primaires,

2.224 dans les écoles secondaires, 186 dans les écoles normales d'instituteurs et 75 au collège de Fourah Bay.

La plupart des 186 étudiants dans les écoles normales se préparaient à l'enseignement primaire.

Dans les écoles du territoire, on estime qu'il y a approximativement 25,5 enfants pour un instituteur.

Les dépenses afférentes à l'enseignement à tous les degrés, du jardin d'enfants à l'université, se sont élevées pour tous les étudiants à environ 3 livres sterling 6 shillings par tête et par an.

Voici une liste des journaux, possédés et publiés par des Africains, avec leur tirage approximatif :

<u>Daily Mail</u>	2.000
<u>Daily Guardian</u>	1.500
<u>Evening Dispatch</u>	800
<u>Weekly News</u>	800
<u>African Standard</u>	1.500
<u>Reascent African</u>	800

Le Gouvernement publie un Bulletin officiel hebdomadaire, destiné principalement au Protectorat, dont le tirage s'élève à 3.600 numéros par semaine.

Freetown a un cinéma exploité par une entreprise commerciale, qui donne des films britanniques et américains ainsi que des films documentaires et des actualités, qui lui sont fournis par le Public Relation's Office (Bureau des relations avec le public).

Ce dernier exploite un cinéma itinérant et le Conseil britannique, lui aussi, donne régulièrement des représentations cinématographiques.

En vertu de la Monuments and Relics Ordinance, 1946 (Ordonnance de 1946 relative aux monuments et aux vestiges historiques), l'île de Bunce (située dans le fleuve Rokelle près de Freetown) a été déclarée site national protégé.

Le Conseil britannique organise régulièrement des classes et des conférences sur l'art, la musique et l'art dramatique. Divers clubs locaux s'efforcent en outre d'encourager l'intérêt pour les sujets littéraires et culturels.

Des renseignements relatifs à d'autres problèmes scolaires et culturels ont été fournis mais n'ont pas été résumés.

Les renseignements relatifs au développement figurent au premier chapitre de la 4ème partie.

IV. Conditions économiques

A. - C. Ressources naturelles et production

A part une exploitation minière peu importante, il n'existe pas d'industries autres que des industries artisanales, et la vie économique locale se fonde sur une agriculture qui suffit à ses besoins.

Les principaux produits agricoles destinés à la consommation locale sont le riz, le manioc, l'huile de palme, le fundi, la patate, l'arachide; la noix palmiste, le piassava, la noix de kola, le gingembre, le cacao et le café sont destinés à l'exportation. On pratique également l'élevage du bétail et de la volaille.

Le territoire comprend approximativement 1.000 milles carrés de forêts de haute futaie.

On trouve du minerai de fer, du diamant, de la chromite, de l'or, du platine, de l'ilmenite et d'autres minerais titanifères.

La Sierra Leone Development Company (Compagnie d'exploitation du Sierra-Léone) exploite les gisements de minerai de fer de Marampa; cette Compagnie a également loué environ 164 milles carrés dans la région de Tonkolili. Elle emploie environ 2.300 hommes et 642.300 tonnes de minerai ont été exportées en 1947.

La Sierra Leone Selection Trust emploie 2.600 hommes et a produit 605.553, 9 carats de diamants d'alluvion dans la région de Yengema en 1947.

La Sierra Leone Chrome Mines Company (Compagnie des mines de chrome du Sierra-Léone) occupe environ 1.050 hommes et a exporté 22.687 tonnes de chromite provenant du district de Kenema.

La péninsule de la Colonie produit du platine d'alluvion.

Le déplacement des cultures constitue le système traditionnel d'agriculture employé dans les régions montagneuses de l'intérieur, la brousse primaire ou secondaire étant défrichée pour la culture une fois en 5 à 7 ans. La région côtière est couverte de mangliers vierges et d'herbages; la haute futaie de la région du sud-est produit des palmiers à huile à l'état sauvage et on y trouve des plantations de cacaoyers et de caféiers; des travaux importants de développement sont en cours dans la région du Scarcies à l'ouest pour y permettre la culture du riz; les régions du nord et du centre qui varient de la savane à la brousse moyenne parsemées de petits marais intérieurs, produisent la plus grande partie du riz du pays.

Les cultures principales sont les suivantes :

Culture	Superficie (en milliers d'acres)	Production totale (en tonnes)
Riz	780	270.000 (paddy)
Manioc	35	100.000
Noix palmistes	très répandues	62.000
Huile de palme	"	30.000
Piassava	le raphia croît sponta- nément dans les marais	3.000

On compte 100.000 têtes de bétail, 50.000 moutons et 140.000 chèvres.

Il existe 830 milles carrés de réserves forestières et 79 milles carrés de forêts protégées. L'Administration des forêts a coupé 422.000 pieds cubes de bois et on estime que la population indigène en a consommé en outre 93.064.000 pieds cubes.

La pêche produit environ 5.000 tonnes de poisson par an. En 1947, le chalutiers du Gouvernement a pris 71 tonnes de poisson estimées à 2.980 livres sterling, alors qu'en 1946, il avait pêché 26 tonnes estimées à 850 livres sterling. Le Gouvernement a entrepris des recherches en vue de développer l'industrie de la pêche.

Les mesures de conservation du sol et la lutte contre l'érosion se poursuivent.

Dans la colonie, le fondement du régime foncier est la pleine propriété immobilière avec comme corollaire un système de baux et locations analogue à celui qui existe dans le Royaume-Uni.

Dans le Protectorat, la terre appartient aux autorités des tribus qui "détiennent la terre pour et au nom des collectivités indigènes intéressées" mais en vertu de l'ordonnance relative aux concessions, ces autorités ne peuvent faire don de la terre ni en autrement disposer sans le consentement préalable du Gouverneur. Les droits fonciers des non-indigènes dans le Protectorat se réduisent à des concessions ou à des locations consenties par les autorités des tribus.

Dans la colonie, les habitants indigènes possèdent 20 milles carrés de parcelles, dans les villes et dans les villages et 134 milles carrés de terres de labour et de brousse. Douze milles carrés de terrain sont réservés à des bâtiments du Gouvernement ou à d'autres fins et les réserves forestières des montagnes couvrent 88 milles carrés. La superficie des terres détenues par des habitants non-indigènes s'élève à 2 milles carrés qui sont principalement destinées aux habitations et au commerce des négociants européens et syriens et aux missions.

Dans le Protectorat, les habitants indigènes possèdent 26.877 milles carrés de terrains urbain, forestier et de culture; les stations du

Gouvernement et les réserves forestières couvrent une superficie de 780 mille milles carrés; les habitants non-indigènes occupent 10 milles carrés réservés aux camps et installations des exploitations minières et ont en location environ 2 milles carrés de terrain pour leurs entreprises commerciales situées dans différentes villes et dans des villages.

Aucun système de crédit agricole à long ou à court terme n'a encore été organisé à l'heure actuelle.

Les négociants achètent les noix palmistes, les grains de sésame, les fèves oléagineuses sauvages, le café et le cacao, pour le Gouvernement qui en organise la vente sur les marchés étrangers.

Le marché intérieur des cultures vivrières, à l'exception du riz, est réservé aux petits commerçants. Les négociants vendent le riz au détail dans les grandes villes et aux mineurs.

Les renseignements qui ont été fournis comprennent une longue liste des règlements relatifs à l'exploitation minière établis pendant la période de 1927 à 1947. Ces règlements ont trait aux minéraux en général, aux explosifs, aux forêts, à la santé publique, à la Caisse de secours des mineurs du Protectorat, aux employeurs et employés, aux droits sur les eaux, aux mesures de sécurité dans les mines, à la prospection des minéraux radioactifs, à l'inspection des machines et aux douanes.

La production minière s'établit comme suit :

Platine	431, 02 onces ⁽¹⁾
Or	2.511, 96 onces
Diamant	605.553, 9 carats
Minerais de fer	840.656 tonnes
Chromite	16.504 tonnes

Le Gouvernement exploite six centrales électriques.

Il existe une rizerie du Gouvernement qui occupe 77 personnes. Les trois usines d'eau minérale, y compris la Freetown Cold Storage Company (Société d'entrepôts frigorifiques) emploient 224 personnes. Quatre sociétés se livrant à la fabrication des meubles et au travail du bois occupent 55 personnes. Les entrepreneurs du bâtiment emploient 793 personnes. La Freetown Soap Company (La savonnerie de Freetown) a 13 travailleurs. Une bananerie occupe 49 travailleurs saisonniers. Les lignes maritimes Elder Dempster occupent 271 personnes et la Sierra Coaling Company (Société charbonnière du Sierra-Leone) emploie 640 personnes dans ses ateliers.

(1) de 31 grammes 103

Les principales industries artisanales et industries de village sont le tissage, la menuiserie, la corderie et la vannerie, la sculpture sur bois, la construction des bateaux et l'extraction de l'huile de palme.

Un fonctionnaire du Gouvernement a été désigné en vue d'organiser des sociétés de crédits et des coopératives.

D. Niveaux de vie

La population se compose en majeure partie d'agriculteurs qui assurent leur propre subsistance, produisant leur nourriture, construisant eux-mêmes leur propre maison et dans une certaine mesure, fabriquant leurs propres vêtements avec des tissus de provenance locale.

Les prix de détail des principaux produits de consommation sont les suivants :

	<u>Produits</u>	<u>Quantité</u>	<u>Prix</u>
C	Cotons imprimés	1 yard	2 shillings 4 pence à 5 shillings 3 pence
	Riz	84 livres	14 shillings 3 pence à 15 shillings
	Viande fraîche	1 livre	1 shilling 3 pence à 1 shilling 4 1/2 pence
	Poisson frais	1 livre	7 1/2 pence à 1 shilling 4 pence
	Bois à brûler	60 livres	10 pence à 1 shilling 2 pence

E. Communications et transports

Il existe 79 bureaux de poste, 24 d'entre eux effectuent des virements, et des mandats postaux et les opérations de caisse d'épargne.

Le réseau du télégraphe et du téléphone s'étend sur 1.638 milles.

Des services commerciaux assurent les communications par câbles entre Freetown et la Guinée française, la Côte de l'Or, la Nigeria, la Gambie, les îles de l'Ascension et de Saint-Vincent (d'où elles sont transmises aux autres parties du monde).

Des entreprises commerciales assurent les radiocommunications avec les navires et le Libéria. Le Gouvernement du territoire entretient une station de radiogoniométrie pour la navigation aérienne et des postes de relai par radio entre la Côte de l'Or et la Gambie.

Le réseau ferroviaire du Gouvernement comprend 311 milles de voies ferrées (non compris les voies de garage) et les chemins de fer privés en ont 57, 5 milles (pour le transport des minerais de fer).

Il existe un aéroport à Lungi, situé à 12 milles au nord-est de Freetown et plusieurs terrains d'atterrissage de secours. La West African Airways (Compagnie de navigation aérienne de l'Afrique occidentale) assure des services hebdomadaires entre Dakar et Lagos, et Air-France, un service hebdomadaire vers Dakar et un service bi-hebdomadaire vers Abidjan.

Dans le Protectorat, le réseau routier comprend 1.120 milles de routes de première classe et dans la colonie il existe 160 millès de routes de première classe dont 78 milles sont des routes bitumées.

F. Finances publiques

Les dépenses du Gouvernement s'élèvent pour l'année à un total de 2.119.500 livres⁽¹⁾, et le total des recettes a été de 2.109.500 livres⁽²⁾

Les principales impositions et leur rendement étaient :

	Livres sterling
Droits de douane	955.550
Impôt sur le revenu	244.273
Capitation et impôt sur les habitations	90.032
Impôt sur les bénéfices	221.763

Les taux de l'impôt sur le revenu étaient⁽³⁾:

<u>Revenu imposable</u>	<u>Taux de l'impôt</u>	
	Shillings	pence
Par livre de la 1ère tranche de 200 livres		3
Par livre de la tranche suivante de 200 livres		6
" " " " " " " " "		9
" " " " " " " " "	1	
" " " " " " " 400 "	2	
" " " " " " " 800 "	3	
" " " " " " " 1.000 "	4	

G. Banques et crédit

Des renseignements sont donnés sur le nombre des banques.

H. Commerce international

La valeur totale des importations s'est élevée à 4.586.922 livres comprenant notamment : denrées⁽⁴⁾, 685.699 livres; habillement 1.463.596 Livres, machines 117.476 livres et engrais 36 livres.

La valeur des exportations (non compris les diamants) s'est élevée au total à 2.801.727 livres.

-
- (1) A l'exclusion des dépenses du chemin de fer.
 (2) Y compris le crédit de 117.000 livres du Fonds pour le développement colonial économique et social (Colonial Development and Welfare Fund).
 (3) Divers dégrèvements sont consentis.
 (4) Les principales importations de denrées ont été : farine de froment (168.520 livres), sucre (84.697 livres), et légumes (60.737 livres).

Les principaux produits d'exportation sont les suivants :

<u>Produits</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u> Livres sterling
Noix palmistes	61.241 tonnes	1.301.742
Diamants	574.336 carats	1.117.153
Minerais de fer	642.300 tonnes	567.484
Noix de cola	51.525 quintaux de 100 livres	229.099
Piassava	2.958 tonnes	150.313

Le courant des échanges s'établit comme suit :

Importations

<u>Pays d'origine</u>	<u>Proportions exprimées en pourcentages</u>
Royaume-Uni	46, 54
Possessions britanniques	27, 43
Etats-Unis d'Amérique	13, 86
Belgique	1, 26
Pays-Bas	1, 05

Exportations

<u>Pays de destination finale</u>	<u>Pourcentages</u>
Royaume-Uni	77, 05
Possessions britanniques	14, 87
Etats-Unis d'Amérique	6, 57
Possessions étrangères de l'Afrique occidentale	0, 45
Pays-Bas	0, 19

I. Programmes de développement, 1946-56

Le programme de développement vise à améliorer les conditions matérielles d'existence de la population dans le sens le plus large et selon un système équilibré. Les différentes parties de ce programme sont connexes et se complètent l'une l'autre. Un des buts principaux que poursuit le Gouvernement dans le Protectorat est de porter à un niveau beaucoup plus élevé que celui qui a été atteint jusqu'ici, l'assistance à la population notamment dans les domaines de la médecine, de la santé et de l'enseignement.

Les plans de développement embrassent l'amélioration des transports, des communications et des installations du port; le développement des ressources naturelles et l'établissement d'industries secondaires; l'amélioration de la santé publique, le relèvement du niveau de vie, le développement des services de l'enseignement tant dans la colonie que dans le Protectorat. Le réseau routier sera agrandi; les bacs transbordeurs les plus importants

seront remplacés par des ponts; des bassins en eau profonde seront construits à Clive Town pour accommoder les navires à grand tirant d'eau qui pourraient utiliser le port; des services des postes et des télégraphes relieront les gares situées le long du chemin de fer qui relie Freetown à Kinema; le système de retransmission radiophonique sera étendu; et un relevé détaillé et exact des ressources naturelles du pays sera établi pour servir de base au développement.

Le système d'irrigation et d'assèchement des régions côtières ainsi que l'assèchement et le contrôle des eaux dans les marais de l'intérieur est en voie d'exécution et des subventions importantes ont été accordées à cet effet par le Fond pour le développement économique et social dans les colonies; la production des fruits, des légumes et des denrées pour les marchés de Freetown sera encouragée et les plans relatifs à la concession des terres et à la conservation du sol seront mis à exécution. Le Gouvernement installera des scieries; il prendra conjointement avec la Gambie, les mesures nécessaires pour lutter contre les épizooties et pour importer et exporter le bétail. Des sociétés coopératives seront créées et on s'occupera également de la formation du personnel africain.

En exécution du Mangrove Clearance Scheme (projet de défrichage des mangliers), 5.467 acres de terrain ont été défrichés; 3.288 acres ont été emblavées en riz et d'autres régions ont été débroussaillées et plantées.

Des semences améliorées de riz, du manioc résistant à la mosaïque, des patates améliorées et d'autres plantes ont été distribuées aux agriculteurs.

Les services de l'administration chargée de l'inspection des marchés et des denrées ont recherché les possibilités d'introduire certains produits sur les marchés intérieurs et extérieurs, notamment les jus de fruits, le café et l'outillage pour le traitement de l'huile de palme. Deux grands moulins à huile ont été commandés ainsi que plusieurs broyeurs à main et à moteur et une grande rizerie qui doivent être installés dans le Scarcies.

En exécution du Pig Breeding Scheme (projet relatif à l'élevage des porcs), des animaux ont été distribués aux fermiers locaux pour l'élevage et on a commencé la production de la viande de porc et du lard.

Le Fonds pour le développement colonial économique et social a financé plusieurs projets et notamment la création d'une station de recherche pour l'élevage à Mussia, la culture mécanique du riz dans les marais asséchés des Scarcies et des recherches portant sur les problèmes du sol qui ont enrayé l'essor de la culture du riz dans les marais riverains et dans les marais de mangliers.

On projette également d'établir une station de recherche pour le riz, une station d'horticulture et une station d'aviculture; de nommer un ingénieur agricole, intensifier la formation des Africains et de les promouvoir en plus grand nombre aux postes supérieurs.

Le Conseil, créé en vertu de la Development of Industries (Assistance) Ordinance, 1946 (Ordonnance de 1946 relative au développement des industries (assistance)), a approuvé une avance de 5.000 livres qui a été consentie à la Freetown Soap Company (Savonnerie de Freetown) à titre de fonds de roulement et une avance de 800 livres accordée à M.A.G. Dembey de Gerihune dans le Protectorat de Sierra-Leone, destinée à l'achat d'une rizerie et d'un broyeur mécanique; mais aucune avance n'a été effectivement consentie au cours de l'année 1947.

Soixante-douze autres demandes d'assistance ont été reçues.

Le coût total des programmes de développement est évalué à 5.506.575 livres. Ces programmes seront financés par des avances s'élevant à 1.624.000 livres; certains postes s'équilibrent, ou les dépenses sont couvertes par le produit des gains (par exemple, les industries forestières, les rizeries, les crédits remboursables destinés à soutenir les exportations) pour une somme de 145.000 livres; par des fonds provenant du Gouvernement du territoire (destinés aux études géologiques, aux recherches agricoles et piscicoles) pour une somme de 311.500 livres; et par le Fonds pour le développement colonial économique et social ainsi que par des ressources locales s'élevant à 3.426.075 livres.

LE PROTECTORAT DE ZANZIBAR

L'île de Zanzibar est séparée du Territoire du Tanganyika par un détroit dont la plus petite largeur transversale est de 22 milles 1/2. L'île mesure 53 milles de long sur 24 de large. Du côté nord-est, à environ une distance de 25 milles se trouve l'île de Pemba qui fait partie du Protectorat de Zanzibar. Elle est moins étendue que Zanzibar, ayant une longueur de 42 milles et une largeur de 14 milles. On évalue la population totale du Protectorat à 250.000 habitants, sa superficie est de 1.020 milles carrés.

II. CONDITIONS SOCIALES

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

La population se compose d'Africains qui sont au nombre de 199.750 environ. Certains d'entre eux affirment avoir dans les veines des traces de sang persan hérité des immigrants venus avant le XVIème siècle; les autres ont des ascendances continentales diverses. On compte 34.000 Arabes (surtout originaires de l'Oman, de l'Hadrataout et du Shihir; environ 16.000 Hindous ismaéliens, adeptes de Khodja, Duodécimains, Bohras, Sunnites, Hindous, natifs de Goa et Parsis) et 250 Européens.

La diversité de races, de cultures, ne pose pas de problèmes et l'harmonie des relations est facilitée par le fait que les divers groupes participent à la vie publique du Protectorat. De plus, les principaux groupes ont formé leurs associations raciales propres pour représenter leurs intérêts en général.

D'après le décret de 1939 sur les transactions foncières, la cession définitive, le bail de 2 ans et l'hypothèque ne sont pas valides sans l'autorisation préalable du Conseil de la conservation foncière, lorsque le vendeur, le bailleur ou le débiteur hypothécaire est un Africain ou un Arabe.

Le décret sur la nationalité et la naturalisation précise quels sont les individus ressortissants de Zanzibar (c'est-à-dire sujets de Son Altesse le Sultan) et comporte des dispositions pour la naturalisation des étrangers.

Le décret de 1947 sur l'immigration s'applique sans discrimination à toutes les races et nationalités, à l'exception des Africains qui appartiennent aux tribus de l'Afrique orientale. Le principal objet du décret était de réglementer l'immigration, compte tenu des capacités d'absorption du Protectorat et conformément aux intérêts de la population locale.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

Le but de la politique poursuivie est de réduire le plus possible l'emploi intermittent et de le remplacer par l'emploi permanent; c'est aussi d'encourager les chômeurs et les employés des villes qui ne sont pas occupés toute la journée à se fixer à la terre dans les régions où la demande est supérieure à l'offre et où l'ouvrier peut tirer de la culture de ses champs un gain complémentaire.

Dans la culture du giroflier, le caractère saisonnier et sporadique de la récolte a donné lieu à un système d'emploi intermittent tellement ancré dans les habitudes qu'il est difficile de le modifier. De plus, les efforts en vue de développer les conditions de l'emploi permanent sont rendus presque vains par le fait que les ouvriers répugnent à accepter des contrats écrits en dépit de la protection juridique qui leur est assurée. Une autre difficulté est due à ce que les ouvriers ne sont pas capables d'organiser et de diriger des syndicats conformément aux conditions prescrites par la loi. Etant donné que leur organisation n'est actuellement pas au point, les syndicats existant ne rendent que bien peu de services aux ouvriers qu'ils représentent.

La majeure partie des travailleurs sont employés dans l'agriculture surtout dans la culture du giroflier et du cocotier.

Conformément au décret de 1941 sur les syndicats, les syndicats suivants ont été enregistrés.

L'Association des porteurs et des charretiers, 170 membres

Le Syndicat des domestiques européens, 250 membres

L'Association des employés de magasin, 60 membres

L'Association des charpentiers, 36 membres

Des fonctionnaires qui ont été faits inspecteurs du travail pour l'application du décret sur le travail de 1946 sont chargés du règlement des différends. Il n'y a eu jusqu'ici qu'un petit nombre de différends de caractère fort simple. En 1947, le différend le plus important a mis en jeu 300 journaliers agricoles qui ont cessé le travail pendant une journée pour protester contre la différence entre les salaires des journaliers ruraux et urbains.

Les lois suivantes sur le travail sont en vigueur :

Décret sur le travail forcé

Décret sur l'embauche des gens de mer indigènes

Décret restreignant l'emploi des femmes, des enfants et adolescents, 1932.

Décret sur l'apprentissage

Décret de 1935 sur les salaires minima

Décret de 1941 sur les syndicats

Décret de 1943 sur le travail dans les usines
(contrôle et sécurité)

Décret de 1946 sur le régime du travail

Pendant la saison de la récolte des clous de girofle, la main-d'œuvre agricole se déplace constamment entre les territoires de l'Est-Africain, le Tanganyika en particulier, et les îles de Zanzibar et de Pemba.

La protection des ouvriers migrants est garantie dans les chapitres du décret de 1946 sur le régime du travail ayant trait à cette question.

C. Hygiène et santé publiques

Le programme dans ce domaine comprend des mesures telles que la surveillance pré et postnatale, la protection de l'enfance, la lutte préventive contre les maladies endémiques et épidémiques, l'assainissement et l'hygiène; l'enseignement de l'hygiène, l'alimentation et la formation d'un personnel local. Des conférences sur la santé publique, y compris l'alimentation sont régulièrement organisées et l'enseignement de l'hygiène joue un grand rôle dans le programme de l'éducation des masses.

Les principales maladies sont le paludisme, l'ankylostomiase, l'ulcère tropical et la pneumonie. La tuberculose est courante et il existe quelques cas de lèpre.

Le Service médical se compose de 18 médecins et assistants britanniques, de 11 sœurs infirmières britanniques et de 295 employés indigènes. Le service de la santé publique se compose d'un médecin-chef et d'un inspecteur de la santé britanniques et de 25 inspecteurs de la santé indigènes.

La dépense pour le territoire s'est élevée à 74.129 livres sterling sans compter les subventions provenant du Fonds de développement colonial économique et social qui se montent à 196.400 livres sterling pour la période décennale 1946-1955.

Il y a 11 hôpitaux avec 667 lits, 39 médecins, 3 dentistes, 77 infirmières, 24 sages-femmes et un vétérinaire.

La formation professionnelle des infirmières, des sages-femmes et du petit personnel médical est organisée.

Etant donné que l'on ne connaît pas le chiffre exact de la population, il convient de considérer le résumé des statistiques démographiques ci-après comme très approximatif :

(a) Nombre annuel des décès	4.812
Taux de mortalité pour 1.000 habitants	19; 24
(b) Nombre annuel des naissances	5.621
Taux de natalité pour 1.000 habitants	22, 48

(c) Nombre de décès d'enfants de moins d'un an	282
Taux de la mortalité infantile pour 1.000 enfants nés vivants	50, 1
(d) Principales maladies	
Paludisme	6.995
Pneumonie	342
(e) Principales causes de décès	
Tuberculose	49
Pneumonie	42
Ankylostomiase	20

Il est impossible de calculer le taux de la mortalité étant donné que l'on n'enregistre avec exactitude que les décès survenus dans les hôpitaux.

D. Conditions de logement et programmes

La reconstruction de Ngambo, le quartier le plus surpeuplé de la ville de Zanzibar se poursuit.

E. Assistance sociale et secours

La Société de bienfaisance de Zanzibar a été créée pour secourir les malheureux et les indigents avec la collaboration du personnel de la section du service social de l'administration.

F. - G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal

Des renseignements à ce sujet ont été communiqués mais n'ont pas fait l'objet d'un résumé.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir les sections I et IV.

III. Conditions de l'enseignement

Le but visé est d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire, de porter la fréquentation scolaire de 15 pour 100 à 40 pour 100 en 1955 et d'augmenter en conséquence le nombre des professeurs et leur valeur pédagogique. On prévoit également qu'il faudrait améliorer la qualité de l'enseignement secondaire de façon que ceux qui auront fait leurs études dans ces établissements soient en mesure d'occuper des postes de direction dans le Protectorat, et que, en accordant une importance spéciale à l'agriculture, à l'élevage et à l'artisanat, ceux qui ne poursuivent pas leurs études puissent retourner chez eux bien préparés à remplir d'utiles emplois ruraux.

La nature cosmopolite de la population et l'attitude conservatrice à l'égard de l'éducation des femmes sont les problèmes essentiels auxquels se heurtent les autorités en matière d'enseignement.

Il y a 6 inspecteurs d'enseignement britannique, un inspecteur indigène un inspecteur hindou et 6 inspectrices.

Le montant des dépenses fut de 72.981 livres sterling, sans compter la subvention de 7.108 livres sterling accordée par le Gouvernement britannique.

Des renseignements concernant les bâtiments scolaires, les programmes d'études et les langues dans lesquelles l'enseignement est donné ont été communiqués mais n'ont pas fait l'objet d'un résumé.

Il est impossible de poursuivre des études supérieures dans le Protectorat mais il existe 4 bourses d'études pour des universités britanniques ou pour des pays de langue arabe; de plus, les étudiants ont accès, sur concours, au Collège de Makerere dans l'Ouganda. Le Gouvernement de Zanzibar offre chaque année une bourse de 150 livres sterling pour permettre aux étudiants hindous de se rendre dans les universités de l'Inde ou du Royaume-Uni.

Il existe des cours du soir d'anglais, de souahéli, d'arithmétique et de dactylographie ainsi que des cours d'adultes de cuisine et de couture pour les femmes.

L'enseignement professionnel comporte des cours commerciaux, des cours de travail du bois et des métaux, des cours de travail manuel et des cours d'agronomie à l'intention des "jeunes fermiers", des cours de coupe et de menuiserie donnés dans certains centres du continent et des cours techniques organisés par le Département des travaux publics de l'Ouganda.

La proportion des enfants qui savent lire et écrire est évaluée à 20 pour 100 environ; on compte 9.413 inscriptions scolaires. Les professeurs à l'exclusion des inspecteurs d'enseignement, comprennent 156 indigènes et 4 hindous. Dans les écoles secondaires, il y a un professeur pour 18 élèves dans les écoles de garçons et un professeur pour 16 élèves dans les écoles de filles; dans les écoles primaires du Gouvernement il y a un professeur pour 24 élèves dans les écoles de garçons et un professeur pour 18 élèves dans les écoles de filles. Les frais dans les écoles du Gouvernement se montent à 12 livres 1 shilling par tête.

Les renseignements concernant d'autres activités scolaires et culturelles ont été communiqués mais n'ont pas fait l'objet d'un résumé.

Pour les renseignements sur les programmes en matière de progrès social, voir la section IV.

IV. Conditions économiques

A. - C. Ressources naturelles et production

Les principales ressources naturelles sont presque exclusivement d'ordre agricole. Il n'existe aucune ressource connue minière ou hydro-électrique et les forêts n'ont pas une grande valeur économique, à l'exception des régions de palétuviers. Les pêcheries sont appelées à devenir la plus importante ressource naturelle et, bien qu'elles soient relativement peu développées du point de vue d'une production rationnelle, des plans sont prévus pour faire l'étude de leur développement suivant des méthodes rationnelles.

Les dépenses relatives à l'agriculture furent de 48.973 livres sans compter les 127.695 livres prises sur le Fonds pour le développement colonial économique et social pour la période 1946-55.

Sur les 652.800 acres qu'ont les deux îles de Zanzibar et de Pemba, 400.000 acres sont cultivés. On estime que les girofliers occupent 50.000 acres, les cocotiers 70.000 et les cultures vivrières, principalement le riz et le manioc, 275.000. Une grande partie des îles est constituée par du calcaire de formation corallienne. Il n'existe pas de chiffres de production. D'après un recensement récent, on compte 21.028 têtes de bétail à Pemba et 15.000 à Zanzibar.

L'érosion du sol ne constitue pas encore un problème très important. Une grande partie de la terre, à l'est de Zanzibar et de Pemba, et en dehors de la zone des girofliers, est cultivée par les habitants des villages y avoisinant et la terre est considérée comme propriété collective. Ces terres sont constituées en majeure partie par des étendues plates de calcaire de formation corallienne, recouvert d'une mince couche de terre arable. Dans d'autres régions, où l'épaisseur de la couche de terre permet la culture des girofliers et des cocotiers, les premiers immigrants se sont appropriés le sol et un système de propriété affranchie de toutes charges a été établi. La terre occupée par les indigènes, conformément à la coutume locale ou tribale, est protégée par les dispositions du décret sur les terres publiques et le décret de 1939 sur les transactions foncières.

L'Association des planteurs de girofliers et le Conseil chargé des taxes sur le coprah sont les deux organes qui s'occupent des deux principaux produits des îles. Le premier s'attache à tous les aspects de la culture du giroflier; il apporte une aide d'ordre pratique et financier aux planteurs de girofliers, fixe les prix et assure la vente des cônes de girofle. Le deuxième organe est chargé de percevoir une taxe sur les exportations de coprah et d'huile de coprah.

En dehors des distilleries liées à la culture des clous de girofle et des noix de coco et de quatre petites fabriques de savon, il n'existe pas d'entreprises industrielles.

D. Niveau de vie

On ne dispose pas de chiffres relatifs au revenu du territoire ou au coût de la vie. Le thé coûte 2 shillings la livre, le pain 3 cents la livre, le maïs 21 cents la livre et la farine de froment 37 cents la livre.

E. Communications et transports

Les bateaux du Gouvernement assurent chaque semaine le service entre Zanzibar et Pemba et entre Zanzibar et Dar-es-Salam, et chaque mois le service entre Zanzibar et Mombasa en faisant chaque fois escale à Pemba. La Compagnie aérienne de l'Est Africain assure un service quotidien avec le continent. Il y a un aéroport à Zanzibar et un autre à Pemba. Il n'y a pas de chemins de fer ou de cours d'eaux intérieurs. Les services de la poste, du téléphone, du télégraphe et des câblogrammes sont suffisants. Il n'existe pas de postes d'émission. Le système routier des deux îles se compose d'une route principale qui parcourt l'île dans le sens de la longueur et de routes secondaires qui s'en détachent pour gagner divers points de la côte.

F. Finances publiques

Les renseignements transmis sur les recettes et les dépenses sont ceux de 1946 étant donné qu'on ne disposait pas de renseignements complets pour 1947. Les recettes se montaient à 718.259 livres sterling et les dépenses à 740.939 livres sterling.

G. Banques et crédit

Il existe trois banques et une Caisse d'épargne gouvernementale

H. Commerce international

La valeur totale des importations se montait à 2.012.432 livres sterling.

Les principaux produits importés étaient :

Des produits alimentaires, des boissons et du tabac	852.894 livres sterling
Des vêtements	347.765 " "
Des machines, des moteurs et des pièces détachées	129.057 " "

Les principaux produits alimentaires importés étaient de la farine de froment (153.021 livres sterling), les légumineuses (104.413 livres sterling) et le sucre (73.293 livres sterling).

La valeur totale des exportations était de 1.077.493 Livres sterling.

Les principaux produits exportés étaient :

Les clous de girofle (150.688 quintaux)	555.106 livres sterling
Le coprah (7.823 tonnes)	234.675 " "
L'essence de girofle (385.905 livres)	72.361 " "
Huile de coprah (2.394.676 livres)	53.667 " "
L'écorce de palétuviers (4.823 tonnes)	50.662 " "

On évalue à 455.556 Livres sterling les importations en provenance du Royaume-Uni, à 883.172 livres sterling les importations en provenance d'autres pays de la zone sterling et à 596.525 livres sterling les importations en provenance des pays en dehors de la zone sterling.

On évalue à 95.387 livres sterling les exportations destinées au Royaume-Uni, à 795.391 livres sterling les exportations destinées à d'autres pays de la zone sterling, et à 185.176 livres sterling les exportations destinées aux pays en dehors de la zone sterling.

I. Programmes de développement

Les programmes de développement dans le domaine médical, évalués à 336.400 livres sterling, comprennent la construction d'un nouvel hôpital à Pemba, d'un nouvel asile d'aliénés, d'un hôpital de contagieux et de 21 dispensaires.

Le programme de développement dans le domaine de l'enseignement, d'un montant total de 500.000 livres sterling, comprend l'extension des services existants ainsi que la construction d'une nouvelle école normale d'instituteurs, de logements pour les instituteurs et de nouvelles écoles dans les deux îles.

Le plan décennal de développement dans le domaine agricole entraînera une dépense de 127.000 livres sterling.

Dans d'autres programmes figurent la modernisation de la ville de Zanzibar (245.000 livres sterling) et l'amélioration du système d'égouts (45.000 livres sterling). On évalue que la réalisation complète du plan décennal de développement reviendra à 1.436.400 livres sterling environ.